



HAL
open science

Les clubs universitaires dans une faculté tunisienne. Les enjeux spatio-temporels de l'action collective au-delà de la révolution

Salla-Riina Hokkanen

► To cite this version:

Salla-Riina Hokkanen. Les clubs universitaires dans une faculté tunisienne. Les enjeux spatio-temporels de l'action collective au-delà de la révolution. Science politique. 2015. dumas-01294517

HAL Id: dumas-01294517

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01294517>

Submitted on 29 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UFR 11 Science politique

Les clubs universitaires dans une faculté tunisienne

Les enjeux spatio-temporels de l'action collective au-
delà de la révolution

Mémoire de Master 2 Recherche Science politique mention Etudes africaines

Présenté par Salla-Riina HOKKANEN

Sous la direction de Mme Florence Brisset-Foucault

Année universitaire 2014-2015

L'Université n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.
Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Je remercie ma directrice de mémoire, Mme Florence Brisset-Foucault, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, qui m'a accompagnée et guidée tout au long de ma recherche. Sans ses conseils et surtout son attitude positive, ce présent mémoire n'aurait jamais trouvé sa forme.

Je suis reconnaissante à l'Etat finlandais, qui continue à apporter un soutien financier généreux à tous les étudiants indépendamment des revenus de leurs parents. Cela nous accorde une liberté importante dans notre parcours, et nous encourage à tenter l'impossible. Je dois l'accomplissement de ce travail également à mes parents, qui m'ont aidée dans quelques situations difficiles lors de mes recherches de terrain.

Je remercie notamment tous ceux qui m'ont accueillie en Tunisie et qui m'ont soutenue et encouragée dans mes démarches. Merci à Salem et son équipe qui m'ont offert un espace de travail climatisé pendant l'été tunisien si chaud ; à la famille de Salma, qui m'a accueillie plus que chaleureusement ; et surtout à mon copain, qui m'a quotidiennement poussée à travailler, qui a toujours cherché à m'aider de toutes les manières possibles, et qui m'a apportée un soutien sans faille lors de ma recherche.

Finalement, merci à mes amis français qui ont eu la patience de relire ce texte : Annabelle, Antoine, Justine et Slim.

Sommaire

Remerciements.....	i
Sommaire.....	ii
Acronymes.....	iii
1. Introduction	1
2. La violence du mouvement étudiant tunisien et la recherche des alternatives.....	11
2.1. Le répertoire tactique du mouvement étudiant tunisien et la continuité de la violence aux établissements universitaires.....	14
2.2. La contribution des critiques de l'UGET au « boom des clubs » à la faculté 9 avril : des performances alternatives.....	21
3. L'université : un espace physique et social de la contestation et de la répression.....	29
3.1. La faculté du 9 avril de Tunis, un espace en révolte permanente	32
3.2. L'économie politique de la répression dans une faculté tunisienne.....	39
3.3. Le Psycho Club : la critique sociale à l'intérieur de la marge de l'autorisé.....	50
4. Le rôle des carrières militantes et des rétributions du militantisme dans le cycle de vie d'un club	61
4.1. Les fondateurs du Psycho Club : une étude des carrières militantes	63
4.2. Le rôle des expériences militantes et des rétributions du militantisme dans la crise du club..	76
5. Conclusion.....	87
Bibliographie.....	91
Annexes.....	99

Acronymes

JORT : Journal officiel de la république tunisienne

UGET : Union général des étudiants de Tunisie

UGTE : Union général tunisienne des étudiants

RCD : Rassemblement constitutionnel démocratique

PCT : Psycho Club Tunisie

FSHST : Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis

1. Introduction

A la suite de la révolution tunisienne de 14 janvier 2011, un grand nombre de nouvelles associations ont vu le jour : la Tunisie compterait plus de 18 000 associations en 2015¹ contre les 9 700 avant la révolution.² Il semble que ce phénomène peut être également constaté au niveau de l'université tunisienne, surtout à la faculté du 9 avril de Tunis, où le nombre de clubs d'étudiants s'est vu multiplier depuis 2010. Ces clubs n'ont pas le statut d'une association, et ainsi n'ont jamais été concernés par les mêmes procédures administratives lourdes que les associations publiées au Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT). Ainsi, les changements de la législation post-révolutionnaires facilitant la création d'une association³ n'épuisent pas l'explication de leur prolifération. Cela nous amène à nous interroger sur les facteurs derrière ce type d'action collective que représentent les activités des clubs des étudiants. Est-ce que ce « boom des clubs », pour emprunter l'expression d'un militant, est lié aux mobilisations des jeunes pendant la révolution, et à la levée de la répression qui pesait lourd sur les mouvements étudiants sous le régime de Ben Ali ? Ou d'autres facteurs sont-ils en jeu qui pourraient nous aider à comprendre l'action collective dans un contexte spatio-temporel donné ?

Cela nous amène à notre problématique générale : *Dans quelle mesure la temporalité et la spatialité des mouvements sociaux sont-elles indépendantes de celles de la révolution ?*

Nous entendons par l'espace non seulement l'espace physique mais aussi l'espace des mouvements sociaux, qui peut être défini comme « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance. »⁴ Nous faisons l'hypothèse que les mouvements sociaux ont des dynamiques spatio-temporelles propres, indépendantes de celles de la révolution. Plus spécifiquement :

1. « le boom des clubs » ne s'explique que partiellement par la révolution. La révolution a pu créer une certaine « demande de mobilisation » quand tous les étudiants veulent se montrer « révolutionnaires » et « militants », ce qui les rend plus susceptibles de participer. Pourtant, le succès et la prolifération du format club s'expliquent en grande partie par les critiques et

1 Le centre d'information, de formation, d'études et de documentation sur les associations (Fed'a'i), 2015 : *Statistiques*. Disponible: <http://www.ifeda.org.tn/fr/presentation/ifeda/statistiques>, consulté le 19 juin 2015.

2 PNUD 2014, *La société civile dans une Tunisie en transition*, disponible : <http://touensa.org/wp-content/uploads/2014/07/La-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-dans-une-Tunisie-en-mutation.pdf>, consulté le 19 juin 2015.

3 Décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant sur organisation des associations.

4 Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux. », *Politix* 1/2007 (n° 77) , p. 131-151

le mécontentement par rapport au *répertoire tactique*⁵ du mouvement étudiant tunisien, dominé par l'extrême-gauche et les islamistes. Dans ce contexte violent, les clubs représentent la possibilité de s'échapper de la radicalisation des syndicats des étudiants (UGET et UGTE) et retourner à des formes d'action plus pacifiques et moins risquées.

2. Malgré « la banalisation » graduelle du champ universitaire tunisienne et sa perte du statut d'exception par rapport au reste de la société à partir de l'arrivée au pouvoir de Ben Ali en novembre 1987⁶, l'université reste un espace physique et social où les différents acteurs (professeurs, étudiants, militants et personnel administratif) se rencontrent et débattent, ce qui crée des appuis pour la contestation et la critique.
3. La réussite initiale et les difficultés récentes du Psycho Club ne s'expliquent pas seulement par des facteurs externes, mais également par le changement du profil de ses militants. Leurs expériences et connections ont contribué au succès du club. Dans le cas présent où les militants du club manquent d'expériences, le club a rencontré des graves problèmes dans son fonctionnement, et est devenu vulnérable face aux intérêts personnels des membres de son comité, ou ce que l'on peut appeler les *rétributions du militantisme*.

Présentation du cas

Pour étudier les dynamiques spatio-temporelles des mouvements sociaux et leur rapport avec la révolution, j'ai choisi un cas bien précis, limité dans un espace spécifique et dont le cycle de vie couvre le temps avant, pendant, et après la révolution. Il s'agit donc d'un club d'étudiants de psychologie de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, surnommé « le 9 avril » selon la rue sur laquelle elle se trouve. La faculté 9 avril compte à présent quelques 4000 étudiants et 13 clubs d'étudiants⁷. Le club que nous allons étudier, le Psycho Club Tunisie, a été créé en octobre 2010, soit deux mois avant l'auto-immolation du vendeur ambulant Mohammed Bouazizi le 17 décembre 2010 et ce qui est considéré comme les débuts de la révolution tunisienne. Selon son statut, le Psycho Club Tunisie (PCT) cherche à « faire de ses membres des étudiants actifs ». Le statut comprend également une liste des objectifs du club. Ces objectifs sont⁸ :

5 Olivier Filleule, « Tombeau pour Charles Tilly », dans Eric Agrikoliansky, Olivier Filleule, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 83

6 François Siino. « L'Université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation. » *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS Editions, 2004, 2002 (XL), p.187-200.

7 Conversation avec le responsable des clubs, avril 2015.

8 Statut de Psycho Club

- « diffuser et promouvoir le savoir psychologique ;
- créer un espace commun aux étudiants et aux enseignants ;
- favoriser la création des associations, des laboratoires spécialisés en psychologie ;
- fournir des occasions pour les étudiants pour améliorer leurs connaissances en psychologie avec un assortiment d'activités sociales et éducatives ;
- interaction entre les étudiants ;
- interaction avec nos professeurs ;
- élargir ses informations sur différents champs ;
- s'amuser. »

Nous allons maintenant tenter de définir la notion de club , et le faire discuter avec le cas du Psycho Club Tunisie, pour situer ce phénomène dans le champ politique et social, afin de mieux l'approcher dans l'analyse.

Maurice Agulhon a étudié les cercles dans la France du 19^{ème} siècle. Il s'agit d'une « association d'hommes organisés pour pratiquer en commun une activité désintéressée (non-lucrative) ou même pour vivre ensemble la non-activité ou loisir. »⁹ Selon Agulhon, le cercle ou le club (club étant l'équivalent du cercle en anglais) était la forme typique de sociabilité bourgeoise au XIX^{ème} siècle. Ils se distinguaient des classes populaires car pour participer à un cercle, il fallait avoir du loisir (un travail qui finit à 17 heures au plus tard) et de l'aisance (la cotisation pour les boissons, l'abonnement aux journaux), ce que n'avaient pas les classes inférieures. Les classes supérieures, en revanche, se distinguaient des classes moyennes par leurs salons mondains.¹⁰ Dans ce sens, le Psycho Club Tunisie est assez loin du modèle du club de la France au XIX^{ème} siècle : la cotisation, qui s'élève à 5 dinars par an, soit à quelques 2,50 euros, (pour comparaison, un café à la « buvette » de la faculté coûte 0,500 dinars) serait à la portée de la majorité des étudiants. De plus, les événements sont ouverts à tous, et par conséquent une partie de ceux qui assistent aux activités du club n'ont pas payé les droits d'adhésion. Cela donne au PCT un caractère ouvert et inclusif, au moins en théorie. Malheureusement, dans le cadre de ce travail, je n'ai pas pu mener une enquête sociologique sur les adhérents du PCT. Pourtant, comme l'a démontré Blondiaux¹¹, l'adhésion formellement libre n'empêche pas forcément un club de « sélectionner un public "à son image" », et

⁹ Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848. Etude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Librairie Armand Colin, 1977, p. 17

¹⁰ Maurice Agulhon, op. cit.. 17-18

¹¹Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? » Politix. Vol 1, N°2. Printemps 1988. pp. 29-42. p. 38

parvenir à une homogénéisation préalable à l'adhésion.

Les clubs du XIX^{ème} siècle comprenaient trois paradoxes. Premièrement, ils naissaient dans la sphère informelle : ils étaient souvent issus des rencontres entre plusieurs amis, et ensuite passaient à un format plus formel. Deuxièmement, sous le régime non-libéral, ils se trouvaient dans l'alternative de l'illicite (assemblée interdite) et de l'officiel (s'assembler sous le contrôle de l'autorité publique). Troisièmement, les membres avaient une relation égalitaire entre eux, mais certains d'entre eux avaient des liens de dépendance aux membres des classes supérieures.¹² Ces paradoxes résonnent dans le cas du PCT : en effet, à la base, il existait un réseau d'amitiés et de connaissances, qui a ensuite été mobilisé par un membre fondateur central pour créer le club. Egalement, le fait de créer un club officialisé et reconnu signifiait que ses activités pouvaient être suivies de près par le régime avant la révolution. Concernant le troisième paradoxe, un certain discours d'égalité ressort des interviews que j'ai pu mener. Selon Blondiaux, cette tendance à suspendre temporairement les différences entre les statuts sociaux des membres d'un club est possible si les participants possèdent suffisamment de propriétés en commun¹³. Les membres du PCT sont tous des étudiants et ce statut partagé aide à créer une impression d'égalité entre eux au sein du club, malgré le fait qu'ils peuvent être issus de classes sociales différentes et que certains sont plus avancés dans leurs études que d'autres. Pourtant, au-delà de l'égalité au sein du club, les adhérents dépendent de l'administration et des professeurs de la faculté pour maintenir ce statut et pour avancer dans leur vie. Mais la dépendance du PCT va encore plus loin que celui décrit par Agulhon : l'épanouissement du club lui-même, et non seulement celui de ses membres individuels, dépend étroitement de la bienveillance de ceux qui exercent le pouvoir à la faculté. Cet aspect est important, comme nous allons le voir dans le chapitre 3.2, car l'exercice du pouvoir arbitraire est commun à la faculté.

Les clubs du XIX^{ème} siècle avaient tendance à être pénétrés par le politique, même si leurs statuts étaient censés exclure les activités politiques. Agulhon attribue ce phénomène au fait que la politique ne pouvait pas s'exprimer ailleurs sous le régime non-libérale.¹⁴ Cela nous amène à réfléchir sur le rapport du Psycho Club Tunisie au politique. Il ne s'agit sûrement pas d'un club politique dans le sens de Blondiaux, qui les définit comme « une relation sociale organisée dans un but politique »¹⁵, car aucun but politique explicite ne peut être trouvé dans son statut. Organiser des séminaires, des conférences autour de thématiques psychologiques et des visites aux centres de

12 Maurice Agulhon, *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848. Etude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Librairie Armand Colin, 1977

13 Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? » *Politix*. Vol 1, N°2. Printemps 1988. pp. 29-42, p. 39

14 Maurice Agulhon, op. Cit., p. 67

15 Loïc Blondiaux, op. cit., p. 42

traitement psychologique, qu'est ce qui est politique là-dedans ? Nous allons approfondir notre analyse sur ce qui pourrait être « politique » dans les activités du club notamment dans le chapitre 3.3. Dans le contexte autoritaire où le club a été fondé, il ne serait pas étonnant de découvrir des formes de contestation voilées s'exprimer au sein de la société. Pourtant, il faut se méfier de plaquer le terme d' « opposant du régime » sur n'importe quel forme de mobilisation, car comme Johanna Siméant nous le rappelle, se mobiliser et protester ne sont pas équivalents ; parfois l'un peut être un moyen pour éviter l'autre.¹⁶

Terrain et méthodologie

J'ai trouvé mon sujet de recherche quand j'ai fait la rencontre de l'un des membres fondateurs du Psycho Club Tunis lors d'un séminaire sur les révolutions arabes à l'université Paris 1. Au départ, j'avais envisagé de mener des interviews biographiques avec lui et un autre membre fondateur du club afin d'étudier leurs trajectoires militantes. Pourtant, une fois les deux interviews enregistrées en décembre 2014, j'étais convaincue d'avoir trouvé un sujet solide pour mon mémoire de recherche, à tel point ce que j'avais appris m'intriguait.

Ainsi, je me suis rendue en Tunisie en février 2015 afin de mener des interviews avec des personnes qui ont un lien avec le Psycho Club. Ces enquêtes de terrain furent une nouveauté pour moi car, d'origine finlandaise, j'avais très peu de connaissances sur le pays et quasiment aucun rapport avec ses ressortissants avant mes premières interviews en décembre 2014. De plus, je ne parlais pas arabe et je n'avais jamais voyagé en dehors du « monde occidental ». Malgré mes inquiétudes et hésitations antérieures, une fois sur place, j'ai été agréablement surprise par le bon déroulement du terrain. J'ai été bien hébergée chez la famille de l'un de mes enquêtés à Bardo, un quartier des classes moyennes de Tunis, et malheureusement le théâtre d'un attentat terroriste deux semaines après mon départ. J'ai été accompagnée par des étudiants rencontrés dans le cadre de ma recherche où que j'allais, et j'ai trouvé des personnes à interviewer plutôt facilement. A la fin de ce séjour sur le terrain, j'avais noué des liens de solidarité avec mes interlocuteurs tunisiens, y compris ceux noués avec certains d'entre mes enquêtés. Cela m'a conduit à retourner en Tunisie dans un cadre plus personnel début avril 2015 et encore en juillet-août 2015. Ces séjours ultérieurs et les rapports personnels développés ont sûrement influencé ma recherche. D'un côté, j'ai développé un rapport affectif à mes enquêtés et au milieu étudiant tunisien, ce qui fait que l'on peut poser des questions sur l'objectivité de mes recherches. D'un autre côté, ils m'ont permis d'approfondir mes connaissances sur mon sujet de recherche et sur le monde de mes enquêtés par observation et

16 Johanna Siméant, « Mobiliser/ protester/ ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », *Revue internationale de politique comparée* 2013/2, vol. 20, p.125-143. p. 133

conversations informelles. Par conséquent, les méthodes ethnographiques se sont en quelque sorte invitées dans ma recherche. Sans me livrer à une auto-analyse plus ample¹⁷, je dirais que ces rapports affectifs m'ont aidé à mieux réfléchir sur ma position privilégiée d'étudiante européenne, bénéficiaire d'une allocation du gouvernement finlandais qui vaut un salaire décent en Tunisie, libre de voyager comme je veux dans le monde avec mon passeport et sans beaucoup de contraintes familiales ou sociales. Comprendre cette position et le regard que mes enquêtés pouvaient avoir sur moi, m'a permis d'approfondir mon analyse, surtout dans le chapitre 4. Il faut noter que ces problématiques « d'engagement de soi » se posent souvent aux chercheurs travaillant intimement avec leur terrain, et il n'existe pas de règle générale qui puisse en dicter la solution ; chacun s'en sort comme il le peut.¹⁸

Mes données consistent principalement en des interviews sociologiques approfondies, d'une durée variant entre une heure et deux heures et demie. Ces interviews ont été menées principalement lors de mon terrain en Tunisie entre le 9 février et le 5 mars 2015. J'ai également inclus les deux interviews menées à Paris en décembre 2014, car, même si la grille de questionnaire était construite en vue de reconstruire les carrières militantes des interviewés, ils étaient très centrés sur le Psycho Club, et c'est à partir de ces deux interviews que j'ai commencé à reformuler la problématique et les hypothèses de mon mémoire. Elles sont donc tout à fait utiles pour ma recherche. Au cours de la rédaction de mon mémoire, j'ai complété mes données par des données recueillies dans les réseaux sociaux, notamment le site Facebook du PCT, et par des documents tels que le statut du Psycho Club. De plus, j'ai inclus dans mes données certains éléments des conversations informelles et des observations faits sur le terrain et notés dans mon carnet de recherche tout au long de ma recherche. Ceux dernières constituent le volet « ethnographique » de ma recherche. Pourtant, il faut noter que leur rôle n'est pas central, mais plutôt ils servent de soutien supplémentaire à l'analyse. Le fait que je n'ai pas poursuivi systématiquement des méthodes ethnologiques, qui auraient pu beaucoup contribuer à ma recherche, s'explique surtout par le fait que je n'étais pas du tout familière avec les méthodes de l'ethnologie, ayant suivi un parcours de science politique finlandais, très centrée, d'un côté, sur les données statistiques et, d'un autre côté, sur l'analyse socio-linguistique des documents écrits.

La plupart de mes enquêtés étaient basés à Tunis, mais je me suis rendue également à Monastir et

17 Pour une analyse de la pratique d'auto-analyse, cf. Gérard Noiriel, «Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse. Entretien avec Florence Weber.» *Genèses*, 2, 1990. A la découverte du fait social. pp. 138-147. Pour un exemple d'auto-analyse, cf. Gérard Mauger, "Entre engagement politique et un engagement sociologique," dans Sylvie Tissot, *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p.177-192

18 Daniel Céfai et Valérie Amieaux, "Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales, partie 1." *Cultures et conflits*, n. 47, 3/2002, automne 2002.

à Sousse pour rencontrer deux personnes qui étaient à la fin de leurs études et qui étaient rentrés chez leur famille pour rédiger un mémoire ou effectuer un stage. Pour trouver mes enquêtés, je suis passé par le réseau des militants et des étudiants à la faculté 9 avril, auquel j'étais initialement introduite par le membre fondateur du Psycho Club Tunisie rencontré à Paris, sans contacter le club par la voie officielle. Ensuite, quasiment chaque nouvelle personne rencontrée m'a proposé de nouveaux contacts plus ou moins pertinents. Face à une abondance de propositions – il me semblait que tout le monde avait envie de témoigner et de contribuer - j'ai dû faire un tri, ce qui n'était pas toujours facile. Mon objectif était de recueillir une variété de témoignages des personnes avec des positionnements différents dans le temps et dans l'espace, tout en conservant le Psycho Club au centre de ma recherche. Par conséquent, on peut distinguer quatre catégories des personnes interviewées. Premièrement, il y a les membres fondateurs du Psycho Club, dont la plupart n'étaient plus présents à 9 avril, mais dont la majorité entretient encore des rapports étroits avec la faculté et leurs collègues (quatre interviews) ; deuxièmement, on peut distinguer les membres des comités qui ont suivi le comité fondateur et qui se trouvaient encore à la faculté pendant mon terrain (deux interviews). Troisièmement, j'ai interviewé les étudiants qui connaissaient, d'une manière ou d'une autre, le Psycho Club, mais également les activités des autres organismes qui se trouvent à la faculté, tels que l'UGET (l'Union général des étudiants tunisiens), le conseil scientifique, les autres clubs et la vie associative en dehors de la faculté (deux interviews). Le quatrième groupe d'interrogés est constitué par des professeurs et des représentants de l'administration de la faculté. J'ai eu l'occasion d'interviewer le professeur qui a été nommé superviseur du Psycho Club au moment de sa création. J'ai également tenté d'interviewer avec insistance la personne responsable des clubs du côté de l'administration, mais malgré mes nombreux efforts, je n'ai pas réussi à mener une interview avec lui. Finalement, j'en ai conclu que son indisponibilité était volontaire. Enfin, j'ai eu l'occasion d'échanger brièvement avec la doyenne de la faculté – il s'agit du seul entretien qui n'a pas pu être enregistré.

Initialement j'ai envisagé une cinquième catégorie d'interviews, celle des simples participants dans les événements du Psycho Club. J'en ai mené trois, mais mes efforts pour recueillir des témoignages riches en renseignements ont été peu fructueux dans cet aspect : ces personnes avaient en général peu de choses à dire par rapport à mon sujet et il était difficile de les faire parler. Les trois interviews dans cette catégorie n'ont donc pas été retranscrites. La barrière de langue a posé un autre problème dans le choix des interviewés et au cours des interviews, surtout dans le cas des interviewés potentiels appartenant à ce cinquième groupe. N'étant pas arabophone, j'ai dû mener mes interviews en français. Je crois qu'une partie des interviewés n'étaient pas tout à fait à l'aise pour s'exprimer en français, et ils hésitaient au début de l'interview. Pourtant, le fait que je les ai fait

parler parfois pendant des heures les a finalement « fatigués », et ils se sont détendus au cours de l'interview. Pourtant, un autre effet de la barrière de langue est beaucoup plus regrettable : je crois qu'elle a pu m'empêcher de rencontrer des potentiels interviewés. Il est fort probable que mes « introducteurs » m'ont présenté principalement à des personnes qui ont un certain niveau en français. Il faut savoir d'ailleurs que tous les étudiants de la faculté 9 avril ne parlent pas français, même si le français est utilisé dans l'université (livres, travaux écrits). Plusieurs de mes enquêtés ont souligné les origines sociales très hétérogènes des étudiants de la faculté, ainsi que les différences dans leur niveau « académique ». Selon un de mes interviewés : « ils ne peuvent pas même rédiger, même en arabe »¹⁹. Par conséquent, je sais que le fait que je ne parle pas arabe a pu être un handicap, malgré le bon corpus d'interviews.

J'ai passé beaucoup de temps à la faculté de 9 avril de Tunis pour rencontrer mes enquêtés, pour observer les locaux et la vie des étudiants, pour faire des interviews dans des salles vides et cetera. Créer un lien avec mes enquêtés était souvent facile, car la plupart d'entre eux appartenaient au même groupe d'âge que moi et nous avons en commun le statut d'étudiant. Une grande partie de mes interviewés étaient très familiers avec la pratique de l'entretien grâce à leurs études en psychologie, la première discipline à introduire l'entretien comme outil de recherche²⁰. Une partie des jeunes militants interviewés avaient déjà donné des interviews journalistiques concernant leurs expériences pendant la révolution ou leurs activités associatives. De plus, comme je leur étais présentée par leurs connaissances ou amis, ils semblaient avoir confiance en moi.

Pourtant, il faut se méfier des apparences. Quelque temps après notre interview, un de mes enquêtés plaisantait, au tour d'un café, qu'il avait initialement soupçonné que je travaille pour les services de renseignement. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure sa plaisanterie peut révéler une vraie inquiétude. Une autre hésitation exprimée par mes interviewés est liée au supposé « retour » de l'ancien régime ou au moins une continuation de la surveillance de la population. On peut constater des personnages du régime de Ben Ali faire peu à peu leur retour sur la scène politique²¹, ce qui suscite des inquiétudes parmi certains militants de gauche. Une personne interviewée a évoqué les « dossiers » que le ministère de l'intérieur tunisien a constitués sur les citoyens sous le régime de Ben Ali. Elle exprime son inquiétude concernant le fait que lors d'une manifestation de soutien à un militant tunisien, organisée à Paris après la révolution, des hommes

19 Interview, Tunis, février 2015.

20 Beaud Stéphane. «L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique»». *Politix*. Vol. 9, N°35. Troisième trimestre 1996. pp. 226-257.

21 Majeri, Hmed, Ben Abderazzak, Djelidi & Yousfi, le 21 novembre 2014: "En Tunisie, le retour de l'ancien régime n'est pas une rumeur". *La Libération*. Disponible: http://www.liberation.fr/debats/2014/11/21/en-tunisie-le-retour-de-l-ancien-regime-n-est-pas-une-rumeur_1147107, consulté 1.1.2015.

« barbus » ont filmé les intervenants en cachette. Pour elle, il s'agissait des hommes d'Ennahda, le parti islamiste tunisien, qui produisait des matériaux pour les « dossiers ». Il est impossible de vérifier si les dossiers ont survécu au changement de régime et s'ils sont toujours alimentés, mais cela n'empêche pas la prudence.

Pour ces raisons-là, j'ai essayé de prendre soin de protéger et de rendre mes données anonymes. Dans ce mémoire, j'ai pris la décision de ne pas citer des noms là où mon analyse le permet. Certes, l'anonymisation ne peut pas être complète lorsqu'on parle des activités associatives qui s'exercent dans l'espace public, mais j'ai essayé de séparer les éléments « privés » des éléments « publics » dans mon analyse autant que possible. Sur le terrain, j'ai également pris en compte ces questions sensibles. Au début de chaque interview, en demandant la permission d'enregistrer, j'ai précisé à mes enquêtés que je serai la seule à écouter l'enregistrement et que je ne le diffuserai pas. Au cours des interviews, j'ai tenu à les rassurer de mon engagement à la protection des données à chaque fois qu'ils hésitaient à parler. Lors de mon terrain, j'ai porté avec moi un carnet de notes qui contenait mes grilles de questionnement, des propositions de contacts et d'autres notes. Pour mieux protéger mes données, j'ai écrit dans ce carnet, dans la mesure du possible, en finnois, ma langue maternelle très peu parlé en dehors de la Finlande et leur garantissant ainsi une certaine sécurité supplémentaire. De plus, j'ai fait attention de ne pas y écrire des noms entiers, mais plutôt des initiales ou des prénoms. J'ai également fait très attention à mon enregistreur, que j'ai gardé dans ma poche sous mon manteau d'hiver. A la fin de chaque journée, j'ai sauvegardé les interviews sur mon ordinateur.

Un incident ennuyeux m'a rappelé l'importance de ces pratiques lorsque l'on travaille dans un pays où la situation sécuritaire est fragile : mon sac, contenant l'ouvrage *La force de l'obéissance* de Béatrice Hibou²², m'a été volé par utilisation de la force à la fin de la première semaine de mon terrain de février. Suite à la déclaration de vol auprès de la police tunisienne, on m'a convoqué à plusieurs reprises, avec une amie tunisienne qui avait été témoin de l'incident, au commissariat pour reconnaître des suspects. La dernière de ces visites a tourné mal quand la police a commencé à frapper le suspect, un jeune homme atteint du diabète, avec des cordes électriques dans la pièce qui joignait le bureau où nous attendions. Ensuite, ayant obtenu un aveu de la part du suspect, les agents de police nous ont contraintes – sans nous menacer directement, mais avec la corde électrique toujours à la main et sur un ton autoritaire – de signer des documents rédigés en arabe, sans me les traduire et en interdisant à mon amie tunisienne de les lire. Pourtant, elle a réussi à lire quelques mots, et m'a expliqué que selon le document, nous avions reconnu le suspect comme celui qui a

22 Béatrice Hibou: *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006

commis le vol, alors que nous avons clairement expliqué aux agents de police que nous ne saurions pas reconnaître la personne. Le bouquin de B. Hibou, retrouvé sous une voiture la nuit précédente, était à présent sur le bureau des policiers, tout cela sentait fort l'ironie. Mais plus important encore, l'incident témoigne de la continuation des mauvaises pratiques et des abus gratuits de la part des autorités tunisiennes depuis la transition politique. Heureusement que les agents de police en question n'étaient pas des grands amateurs des livres en science politique ; pourtant, ce vécu m'a fait comprendre concrètement l'intérêt de la protection des données.

Présentation du plan

Dans ce mémoire, je vais d'abord, dans le chapitre 2, explorer les formes de mobilisation des syndicats étudiants tunisiens, l'UGTE et L'UGET, et les méthodes violentes qui marquent les mobilisations des étudiants. Pour ce faire, je vais employer surtout les notions de *répertoire tactique*, et des *interactions et des performances de l'action collective*, qui trouvent leurs origines dans les travaux de Charles Tilly. Je vais montrer la continuité du caractère violent des mobilisations depuis l'époque Ben Ali jusqu'à nos jours, et comment elle a donné naissance aux critiques de la part de certains militants. Enfin, je vais explorer les autres types de performances du mouvement étudiant tunisien depuis l'indépendance, dont des caractères sont maintenant réhabilités par les clubs universitaires.

Dans le chapitre 3, je vais explorer, d'un côté, les particularités de la faculté 9 avril de Tunis, qui facilitent les mobilisations, et de l'autre côté, les contraintes, moins violentes dans leur aspect physique que ceux traités dans le chapitre 2, qui imposent des coûts à la mobilisation et à la protestation au sein de l'université, dans le sens de *l'économie morale de la répression* de Béatrice Hibou. Je vais ensuite montrer comment le format de club permet aux étudiants de se mobiliser au sein de la marge de l'autorisé, sans pourtant renoncer à la possibilité de *critique*.

Le chapitre 4 se consacre à l'étude des *carrières militantes* et leur interaction avec le cycle de vie d'un club. Je vais d'abord, dans le chapitre 4.1, analyser les carrières militantes du « groupe fondateur » du Psycho Club, et ensuite, dans le chapitre 4.2, celles des comités plus récents. A la fin du chapitre, nous allons explorer les évolutions dans l'environnement du club et l'effet qu'ils ont eu sur le développement de son fonctionnement. Pour ce faire, nous allons mobiliser la notion de *rétributions du militantisme*.

2. La violence du mouvement étudiant tunisien et la recherche des alternatives

L'université tunisienne, fondée en 1960, était, à l'origine, « une création de l'Etat pour l'Etat »²³. Cette imbrication étroite entre l'université et l'Etat était peu critiquée à l'époque²⁴ et le mouvement étudiant maintenait des liens étroits avec le régime. À la manière du syndicat unique l'UGTT, qui, dans l'esprit du corporatisme de l'Etat, avait pour vocation de soutenir les programmes présidentiels et maintenir le contrôle social suite à l'indépendance²⁵, le mouvement étudiant formait une sorte de « jeune garde » du parti au pouvoir entre 1952-1962²⁶. Bien qu'elle adoptait des positions critiques vis-à-vis de la politique bourguibienne, l'UGET (l'Union Générale des Étudiants Tunisiens) restait idéologiquement assez proche du parti et constituait une base de recrutement important pour les postes du pouvoir.²⁷

Cette période où le mouvement étudiant est marqué par l'hégémonie de la « gauche déstourienne »²⁸, était suivie par l'hégémonie de la gauche indépendante (1963-1975).²⁹ Le mouvement étudiant gauchiste se serait développé à Paris, où un groupe d'étudiants tunisiens a créé une revue intitulé *Perspectives tunisiennes pour une Tunisie meilleure*. Ce groupe, connu sous le nom de « Perspectives » ou GEAST est porteur des idées développementalistes tiers-mondistes, forme une fraction « progressiste » au sein de la section parisienne de l'UGET au début des années 1960.³⁰ Ces étudiants s'opposent aux étudiants déstouriens, qu'ils jugent trop suivistes du régime et aux trotskistes et communistes orthodoxes, car ils les considèrent idéalistes. Les Perspectivistes s'implantent dans les facultés tunisiennes et y inventent une forme « autochtone » de pensée et d'action spécifique à l'université tunisienne. Il s'agissait d'une forme de sociabilité de proximité, avec des salles de cours transformées en agoras, des débats au tour d'un café, des assemblées générales et cetera. Pourtant, la répression de ce mouvement à partir du milieu des années 1960, le mène à la radicalisation des méthodes incluant arrêt brutal des cours, invasion d'amphithéâtre, destruction du matériel et affrontement avec les forces de l'ordre.³¹

23 Francois Siino, « L'Université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation. » *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS Editions, 2004, 2002 (XL), p.187-200, p. 3

24 Francois Siino, "L'université..." op. cit., p. 4

25 Eric Gobe, « Les syndicalismes arabes au prisme de l'autoritarisme et du corporatisme », Olivier Dabène *et al.*, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, La Découverte « Recherches », 2008 (), p. 267-284.

26 Camau Michel, Geisser Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), «Académique », 2003, p.322

27 Cameau et Geisser, op. cit., p. 323

28 Néo-Déstour, parti unique, plus tard appelé Parti social déstourien et plus récemment RCD

29 Cameau et Geisser, op. cit., p.322

30 Michaël Béchir Ayari, « Tolérance et transgressivité : le jeu à somme nulle des gauchistes et des islamistes tunisiens », *L'Année du Maghreb*, V. 2009, 183-203.

31 Cameau et Geisser, op. cit., p. 325-326

En parallèle, le mouvement islamiste s'enracine sur les campus universitaires. Selon Geisser et Cameau, ce mouvement aurait débuté comme un mouvement cultuo-culturel en se politisant peu à peu au contact de la gauche étudiante radicale et en adoptant ses modes d'action :³²

« *Le chassé-croisé entre le gauchisme et l'islamisme ne fut pas une simple parenthèse de l'histoire universitaire, le succès d'un mouvement provoquant la disparition de l'autre. Il a perduré pendant plusieurs années, à un tel point qu'il est possible de parler de dialogique islamo-gauchiste, ou gauchoislamiste dans le champ universitaire tunisien : la rivalité et la radicalité mimétiques ont constitué le principal levier de l'action protestataire.* »

L'hégémonie du mouvement islamiste au sein du mouvement étudiant tunisien se situerait entre 1976-1991,³³ bien qu'il faille noter qu'au niveau des élections du conseil scientifique, le mouvement islamiste n'a commencé à dominer qu'à partir de 1979.³⁴ Le syndicat étudiant islamiste, l'UGTE, est fondé au milieu des années 1980 et est légalisé par le président Ben Ali dans le contexte du « printemps islamiste » en 1988. Le mouvement islamiste est actif surtout dans le domaine des activités culturelles et sociales dans l'enceinte de université.³⁵ Pourtant, la répression des islamistes à partir du début des années 1990 marque la fin de l'hégémonie islamique au sein du mouvement étudiant. En 1990-1991, environ 5000 étudiants islamistes sont arrêtés en l'espace de quelques semaines seulement, ce qui marque une vague de répression inédite dans l'histoire de l'université tunisienne. L'UGTE et MTI-étudiants³⁶ sont interdits.

A partir du début des années 1990, on assisterait selon plusieurs chercheurs³⁷, à une normalisation du champ universitaire, ce qui veut dire que l'université tunisienne aurait perdu sa position comme *champ politique de substitution*, où les tendances politiques pouvaient encore s'exprimer, alors que le reste de la société était sous contrôle strict du parti au pouvoir. Camau et Geisser parlent de la fin des hégémonies universitaires à partir de 1992³⁸: le discours du mouvement étudiant de gauche avait cessé de toucher les étudiants et le mouvement étudiant islamiste n'avait plus les moyens d'exister sur les campus universitaires à cause de la répression accentuée de la part du régime. Il existerait donc un « vide protestataire » qui se serait installé dans les universités tunisiennes à partir de la disparition du mouvement étudiant islamiste.³⁹

François Siino va dans le même sens et fait l'estimation pessimiste que « le « traitement »

32 Camau et Geisser, op.cit., p. 327

33 Geisser et Camau, op. cit., p. 322

34 Michaël Béchir Ayari, op.cit, p. 183-203.

35 Michaël Béchir Ayari, op.cit., p.183-203.

36 MTI, Mouvement de la tendance islamique, qujourd'hui Ennahda.

37 Cf. par exemple Camau et Geisser op. cit., Siino, "L'université tunisienne..." op. cit.

38 Vincent Geisser et al., "Espaces du politique. Mobilisations et protestations", Elizabeth Picard, *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, p. 193-213 2006, p. 208; Geisser et Camau 2003, p 331

39 Camau et Geisser, op. cit.

répressif de l'espace universitaire depuis les années quatre-vingt-dix [--] est allé beaucoup plus loin qu'auparavant en effaçant à l'intérieur même de l'institution toute pensée ou expression divergente, ce que le régime bourguibien n'avait voulu ou pu faire. »⁴⁰ Mes données ne soutiennent pas entièrement cette proposition, qui me paraît exagérée. Selon les témoignages recueillis, la pensée et l'expression divergente existaient *bel et bien* au sein de la faculté étudiée, même avant la révolution. Et cela dans plusieurs formes : les critiques ouvertes de l'UGET, hostile au régime, et les critiques plus subtiles qui s'exprimaient au sein des cours et des événements culturels ou académiques sur le campus. Pourtant, comme l'indique Béchir Ayari, des « groupuscules d'extrême-gauche » subsistent dans les campus même après leur affaiblissement idéologique et leurs modes d'action ont tendance à devenir de plus en plus violents. Notamment le POCT, le Parti des ouvriers communistes tunisiens est présent dans les facultés de sciences humaines et lettres.⁴¹ La Faculté 9 avril est un de ces lieux où le mouvement étudiant de gauche réussit encore à toucher les étudiants.

40 Francois Siino, "L'université..." op cit, p.11

41 Michaël Béchir Ayari, op.cit., p. 183-203.

2.1. Le répertoire tactique du mouvement étudiant tunisien et la continuité de la violence aux établissements universitaires

Afin de mieux comprendre le mouvement étudiant tunisien, je vais employer certaines notions qui trouvent leurs origines dans la théorie de l'action collective formulée par Charles Tilly. Ce type d'analyse a déjà été fait par Camau et Geisser dans leur ouvrage *Le syndrome autoritaire*⁴² qui date de 2003. Dans un chapitre intitulé « L'université : un champ politique de substitution ? », ils analysent « les répertoires d'action étudiante » en Tunisie. Dans ce chapitre de mon mémoire, je vais tenter de montrer comment certains éléments de ces répertoires, fortement liés aux syndicats étudiants de l'opposition ont survécu à la transition politique, malgré le fait que la majorité des étudiants ne s'y reconnaissent pas et comment cela a pu contribuer au succès du format club dans l'université tunisienne.

Tout d'abord, je vais présenter les notions de Tilly que je vais employer, et justifier certains choix que j'ai fait dans leur utilisation. La théorie de l'action collective de Tilly vise à expliquer comment les *performances* de contestation naissent, meurent et changent⁴³. Selon Tilly, dans un contexte spatio-temporel, les gens apprennent un nombre limité des performances de claim-making et ils puisent de cet ensemble de performances pour faire entendre leurs demandes. Ces performances de contestation changent d'une façon incrémentale au cours du temps, grâce aux expériences vécues et aux contraintes extérieures. Pourtant, à court terme, cet ensemble de performances limite les choix disponibles pour les contestataires potentiels.⁴⁴ Quand les performances forment ce type d'ensemble de routines contestataires, il s'agit d'un répertoire⁴⁵. Ces répertoires peuvent avoir différents degrés de rigidité. Dans le cas de l'action contestataire dans la sphère publique, ces répertoires seraient plutôt forts,⁴⁶ ce qui, selon l'hypothèse de Tilly, impliquerait les caractéristiques suivantes⁴⁷ :

- Dans un temps et dans un espace donné, les performances se combinent en un nombre limité des types récurrents et bien définis.
- Des vides peuvent être observés dans la variété d'actions contestataires qu'un groupe d'acteurs emploie. De ce fait, les types de performances ont des frontières visibles.
- Pour un groupe d'auteurs et d'enjeux donnés, ces performances changent assez peu entre les campagnes. Ce qui arrive pendant une campagne a une influence sur la prochaine.

42Michel Camau et Vincent Geisser, op.cit.

43Charles Tilly, *Contentious performances*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 11

44Charles Tilly, *Contentious performances*, op. cit., p. 4-5

45Charles Tilly, *Contentious performances*, op. cit., p. 14

46Charles Tilly, *Contentious performances*, op.cit., p. 15

47Charles Tilly, *Contentious performances*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 60; Olivier Fillieule, "Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d'action.", Eric Agrikoliansky, Olivier Filleule, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 83

- Les contestataires sont conscients de leurs performances car ils les nomment, ils font référence aux actions antérieures, ils se donnent des conseils, ils partagent le travail d'une manière qui requiert des concertations préalables et ils savent anticiper les actions des autres.
- Parmi les acteurs interconnectés, chaque paire d'acteurs a son propre répertoire. Au sein d'une paire, le parti contestataire fait des choix au sein du répertoire.
- Plus les acteurs sociaux ont en commun (socialement, culturellement, politiquement), plus leurs répertoires ont tendance à se ressembler. C'est pourquoi, le processus d'extension des connections entre les acteurs les pousse vers une homogénéisation.
- De nouvelles performances naissent majoritairement via innovation au sein des performances existantes, mais elles ont tendance à se cristalliser, se stabiliser et acquérir des frontières visibles une fois qu'elles existent.

Au-delà du concept de répertoire, Tilly distingue donc trois autres niveaux d'uniformité dans la contestation : celui des *actions*, celui des *interactions*, et celui des *performances*. Les actions, telles que marcher ou crier, représentent le niveau le plus bas et le plus individuel. Au niveau des interactions, plusieurs acteurs entrent en contact l'un avec l'autre ou avec des objets et réagissent. Par exemple, les manifestants ont appris certaines routines d'interaction face à la police et ils savent anticiper leurs réactions. Les actions et les interactions peuvent s'assembler pour former une performance, comme par exemple une manifestation, où les acteurs marchent et crient en même temps, sous la surveillance des forces de l'ordre. Les performances, quant à elles, forment les répertoires d'action collective.⁴⁸

La notion de répertoire a également été employée pour désigner l'ensemble des performances spécifiques à un groupe. Pour bien distinguer les différents sens du terme, Fillieule a choisi de parler d'un répertoire tactique « pour désigner l'agencement de performances et d'interactions propres à chaque groupe »⁴⁹. Lorsque je parle des répertoires d'action du mouvement étudiant tunisien, je parle donc du répertoire tactique employé par les étudiants tunisiens. C'est de cette manière que doit être compris la façon dont Camau et Geisser utilisent cette notion, bien qu'ils ne le précisent pas. Par ailleurs, je vais utiliser le concept de performance pour décrire de plus près les formes d'action employées par les mouvements étudiants à la faculté 9 avril avant et après la révolution. Je vais aussi analyser les interactions entre les différents acteurs qui se sont trouvés face à face pendant ces performances.

Avant la révolution

L'UGET était le mouvement le plus visible à la faculté de 9 avril avant la révolution, selon toutes mes enquêtes. Ceux qui ont observé le syndicat de près reconnaissent l'influence des partis

⁴⁸ Charles Tilly, *Contentious performances*, op.cit., p.17

⁴⁹ Olivier Fillieule, "Tombeau pour ..." op. cit., p. 82

politiques de l'opposition de gauche : plusieurs militants du syndicat sont aussi membres de ces partis. Notamment les nationalistes arabes et les communistes ont une présence forte au sein de l'UGET. Le statut du syndicat était précaire car même si l'organisation n'était pas interdite, les autorités ne reconnaissaient pas son bureau exécutif, ce qui compliquait le fonctionnement du syndicat. De plus, ses militants dont plusieurs étaient aussi membres des partis de l'opposition, risquaient harcèlement policier, torture, des procès pour des raisons douteuses (incluant la prostitution et l'atteinte à la pudeur dans le cas des militantes et la consommation de cannabis dans le cas des militants) et des peines de prison. Pourtant, il semble que certains militants qui participaient aux activités de l'UGET à la faculté de 9 avril se sont confortés dans l'idée que dans une faculté si grande avec un syndicat si fort, un simple militant de base serait protégé. Cela n'a pas empêché qu'une personne lors de mes enquêtes m'a raconté, qu'après avoir assisté aux événements de l'UGET en tant qu'observateur il a reçu un appel de son ami du Ministère de l'Intérieur, qui l'a informé avoir croisé son nom « sur une liste ». Les militants et les sympathisants de l'UGET n'étaient donc pas *immunisés* face à la répression et la surveillance, mais il y avait une illusion de sécurité lié à la parole, comme l'expliquent Camau et Geisser : « Plus on parle, plus on a l'impression d'exister socialement et politiquement, plus on a le sentiment de former un groupe uni et invulnérable face au pouvoir autoritaire. »⁵⁰ Ce travail identitaire peut expliquer les réunions de l'UGET qui avaient tendance à durer des heures, à la frustration de certains militants : « Toujours des blablabla, blablabla. Surtout dans l'UGET, parfois on reste six, sept heures de débat, discuter et tout. Après, [--] on fait rien. »⁵¹ Les personnes que j'ai enquêtées mettent l'accent sur la liberté de parole au sein de la faculté, exercé surtout par les militants de l'UGET.

Les autres acteurs de la scène étudiante de la faculté dans les années précédant la révolution incluait notamment la section des jeunes du RCD, le parti au pouvoir. Les relations entre l'UGET et les jeunes du RCD étaient tendues et l'UGET imposait sa domination par l'intimidation physique qui visait les étudiants partisans de Ben Ali, faibles en nombre : « Concrètement, ils étaient frappés. » Un militant de l'UGET explique qu'une fois, le RCD avait invité des étudiants dans un de ces grands locaux afin de les recruter sur la liste du RCD à l'élection du conseil scientifique de la FSHST, longtemps dominé par l'UGET. Une rumeur circulait selon laquelle ils avaient reçu de l'argent en contrepartie de leurs candidatures. À leur retour à la faculté, ces jeunes furent tabassés par les militants de l'UGET. Ce type d'intimidation marquait donc notamment les périodes précédant les élections du conseil scientifique, événement fortement politisé. En effet, le jour des élections du conseil scientifique était le seul jour pendant mon travail de terrain pendant lequel je n'ai pas pu accéder à la faculté ; par mesure de sécurité, seuls les détenteurs d'une carte étudiante

50 Camau et Geisser, op. cit, p. 335

51 Entretien, Monastir, février 2015

avaient le droit d'entrer. Les militants de l'UGET avaient donc pour objectif de systématiquement dissuader les étudiants de la faculté de s'engager dans les rangs du parti dominant et d'empêcher l'implantation d'un groupe affilié au RCD sur le campus. La violence entre les groupes rivaux n'est guère une nouveauté, car cela faisait partie de la vie universitaire déjà dans les années 1960-1970, notamment depuis l'arrivée de la « deuxième génération » de militants gauchistes issue du milieu populaire⁵². Une certaine violence marquait donc les interactions entre les acteurs et la faculté constituait toujours un territoire à protéger ou à conquérir dans les années précédant la révolution. Nous allons nous intéresser davantage à ces questions d'espace dans le chapitre 3.1.

L'UGET menait des performances contestataires au sein et en dehors de la faculté 9 avril. À l'intérieur il s'agissait notamment des « AGs », des assemblées générales du syndicat. Cela consistait à monter sur une table ou sur les marches dans l'escalier du « hall du doyen » et crier afin de transmettre son discours au maximum d'étudiants. Les pétitions et les grèves étaient également employées afin d'adresser des problèmes que les étudiants avaient dans leurs études (notation, accès aux masters etc). Les demandes étaient adressées au personnel et aux organes institutionnels de la faculté. Pourtant, les discours et les « AGs » avaient souvent pour objectif l'agitation des étudiants et non une demande faite aux autorités universitaires. L'UGET était très critique du régime de Ben Ali et les militants faisaient également des discours afin de dénoncer le régime et d'agiter les étudiants.

Les militants de l'UGET entamaient également des grèves de la faim, surtout quand il s'agissait de protester contre la répression qui visait les membres du syndicat telle que l'exclusion de l'université. Cette performance consiste à se nourrir d'eau et de sucre uniquement et peut durer des dizaines de jours. La grève de la faim est une forme de protestation non-violente même s'il s'agit d'une violence contre soi. Elle s'articule souvent avec des revendications relatives à la reconnaissance du statut de la personne.⁵³ Cela semble valoir pour ces performances de l'UGET : dans l'exemple de 2009, il s'agissait d'être reconnu comme ayant le droit au statut d'étudiant.

Bien que la majorité des performances de l'UGET se déroulaient à l'intérieur de la faculté, le syndicat investissait parfois la voie publique. Il s'agissait de bloquer la rue très fréquentée devant la faculté en l'occupant. Cette performance incluait à la fois une manifestation statique, car la voie publique était occupée dans l'objectif de faire entendre des messages au public et aux autorités : les militants réclamaient le droit au travail ou protestaient contre la présence policière trop importante aux alentours de la faculté. Le principal public de ces manifestations étaient donc les automobilistes qui se trouvaient bloqués dans la rue et étaient obligés d'observer la manifestation. Parfois des voix

⁵² Camau et Geisser, op. cit. p. 346

⁵³ Johanna Siméant, "Grève de la faim", *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 263 - 271

s'élevaient pour soutenir l'action des militants ; parfois les conducteurs s'énervaient car ils auraient voulu avancer. D'autres fois, il ne s'agissait pas autant de manifester, mais d'intervenir afin de défendre des étudiants qui descendaient du bus devant la faculté et étaient piégés par les contrôleurs qui leur distribuaient ensuite des amendes de 25 dinars. Ces blocages de la voie publique se terminaient parfois en violentes confrontations entre le syndicat et les forces de l'ordre arrivées sur place. D'abord, des négociations étaient entamées entre la police et les militants ; dans le cas où la demande s'adressait directement à la police, un accord pouvait être trouvé (par exemple, la police promettait d'alléger sa présence autour et au sein de la faculté) ; dans d'autres cas, la situation se terminait en confrontations physiques violentes où la police dispersait les militants par force.

En conclusion, les performances de contestation de l'UGET avant la révolution comptaient une variété d'actions. Certaines étaient non-violentes (présentation d'une liste électorale dans l'élection du conseil scientifique), mais pouvaient s'articuler avec des interactions violentes (intimidation des opposants). Certaines impliquaient la violence contre soi, quand d'autres encore se faisaient en quelque sorte « par la force »⁵⁴ (imposer son discours en criant, bloquer une rue) et pouvaient entraîner la répression violente de la part des autorités. Ces performances avaient donc souvent un caractère transgressif et elles jouaient sur la frontière entre comportement toléré et comportement interdit par le régime⁵⁵. Par conséquent, l'analyse sur le répertoire d'action du mouvement étudiant tunisien de Camau et Geisser⁵⁶, qui date de 2003, vaut également pour les années précédant la révolution : les manifestations et les affrontements violents au sein de la faculté et à ses alentours, ainsi que l'oralité contestataire marquent ses performances.

Après la révolution

L'histoire du mouvement étudiant tunisien, que nous avons récapitulée au début du chapitre, montre comment la répression a entraîné la radicalisation des performances contestataires estudiantines. Le choix des performances violentes « peut être interprété comme une modalité d'action privilégiée face au recours systématique à la répression », quand le pouvoir est « très peu à l'écoute des demandes qui lui parviennent »⁵⁷. Pourtant, la révolution a changé le contexte institutionnel et de respect des libertés publiques, ce qui fait que « il faut différencier [-] les modes d'action utilisés avant le 14 janvier et ceux qui l'ont été après cette date »⁵⁸. L'on peut de ce fait

54 Entretien, Tunis, février 2015

55 Sur la contention transgressive, cf. Charles Tilly et Sydney Tarrow, *Contentious politics*, London, Paradigm Publishers, 2007, p. 60

56 Camau et Geisser, op. cit., p.348

57 Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi, « Chapitre 1. Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in Mounia Bennani-Chraïbi et al., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2003 (), p. 43-126, p. 88

58 Choukri Hmed, 2011, « Si le peuple un jour aspire à vivre, le destin se doit de répondre. Apprendre à devenir révolutionnaire en Tunisie. » *Les temps modernes* 2011/3, n. 664,

s'interroger sur les éventuels changements que la révolution et la transition politique ont pu entraîner dans le domaine des performances de contestation.

Cependant, malgré des changements, il semble que c'est plutôt une certaine continuité des performances d'action collective qui s'impose à la faculté de 9 avril. Le changement de régime n'a pas automatiquement et instantanément « dé-radicalisé » le mouvement étudiant tunisien, au moins à court terme. Selon les témoignages que j'ai pu recueillir, il semble avoir entraîné même une intensification de la violence sur les campus. Il s'agit notamment des règlements de compte entre l'UGET et le syndicat rival, l'UGTE, qui s'est rapidement réactivé après la révolution et la levée de la répression. Le syndicat islamiste fonctionne encore depuis mars 2011 et bien que l'un de ses militants avec qui j'ai eu l'occasion de prendre un thé pendant mon travail de terrain insiste sur le fait que l'UGTE n'a rien à voir avec les incidents violents qui se multiplient aux facultés⁵⁹, il est accusé d'y participer. L'une de ces confrontations entre l'UGET et l'UGTE, qui s'est déroulée à la faculté 9 avril en octobre 2012 offre un exemple de l'hostilité entre les deux syndicats. Les difficultés des étudiants pour s'inscrire aux masters ont provoqué une réaction de l'UGET, qui a organisé une assemblée générale dans le hall du doyen, avec discours des militants et des affiches collés aux murs. Apparemment, l'UGTE voulait organiser le même type de performance dans le même endroit en même temps. Cela a mené à une confrontation verbale avec la destruction des supports matériels de l'un par l'autre (il paraît qu'il s'agissait des affiches), qui a dégénéré quand les militants de l'UGTE sont sortis de la faculté et revenus avec des « gens de l'extérieur », ou, selon la définition d'un militant de l'UGET, « des clochards, des délinquants », « des salafistes ». Ces personnes portaient des armes blanches et la faculté s'est transformée en champ de bataille entre les militants de gauche et les renforts de l'UGTE, avec des blessés. Suite à cela, le doyen a annoncé la fermeture de la faculté pendant trois jours.

Cet incident n'est pas un cas isolé à la faculté depuis la révolution. Ceux que mes enquêtes identifient comme salafistes auraient également arrêté brutalement un cours en ordonnant au professeur et aux étudiants de sortir et empêché le tournage d'un clip « Harlem Shake »⁶⁰ dans un amphithéâtre de la faculté en ayant recours à l'intimidation physique. Après la révolution, le mouvement islamiste demandait également qu'une salle de prière leur soit offerte au sein de la faculté. Ce mouvement impliquait des étudiants ainsi que des membres de l'administration de la faculté. Alors qu'ils ne possédaient pas d'autorisation, les islamistes ont transformé une salle de cours en salle de prière. Ils ont changé les serrures et installé une moquette. Finalement, le doyen a mis fin à cette initiative : les serrures furent changées à nouveau et la salle a retrouvé son usage initial.

59 Conversation spontanée avec prise de notes, Tunis, février 2015

60 Un même internet où des personnes dansent au morceau « Harlem Shake », phénomène viral février 2013.

Les tentatives de « convertir » l'espace universitaire ont agité également d'autres facultés, notamment celle de la Manouba, où le mouvement Talaba Révolution s'est mobilisé en fin 2011 et début 2012 en faveur du droit au port du voile intégral sur le campus et l'ouverture d'une salle de prière au sein de la faculté. Cette mobilisation commençait par une occupation des lieux par le mouvement islamiste, qui fermait la faculté en décembre 2011 et se poursuivait par des sit-ins dans la cour de la faculté en janvier 2012, le remplacement du drapeau tunisien par un drapeau islamique et des violences entre l'UGET et les militants islamistes.⁶¹ Ce qui semble marquer ces mobilisations est le recours aux performances transgressives, l'usage de la force et de la violence et la lutte pour l'espace. L'occupation des salles ou des cours et la pratique de « marquer » l'espace par un drapeau, par des affiches ou autocollants, par le port d'une tenue particulière ou par la pratique de la prière⁶² témoignent de cette tentative. Comme le montre l'analyse de Julie Peteet sur le graffiti dans la Palestine occupée, la multiplication des écritures sur les murs peut signaler la lutte pour l'espace et pour sa signification⁶³. Pour contextualiser ces luttes sur les campus, il convient de noter que cette période transitoire sous le gouvernement inexpérimenté des islamistes d'Ennahda a été tumultueuse dans la société tunisienne en général et surtout l'hiver et le printemps 2012 étaient marqués par « la violence contre les personnes, l'augmentation du sentiment d'insécurité de la population, la persistance de la corruption, des menaces d'attaques armées ».⁶⁴ Il faudra donc attendre encore pour voir les évolutions de l'espace universitaire à long terme.

Cependant, pour le moment on assisterait à une lutte pour l'espace entre les islamistes et les gauchistes, une interaction qui date déjà des années 1970 et qui se poursuit par des formes d'action collective violentes, en s'inscrivant dans l'héritage du répertoire tactique du mouvement étudiant tunisien. Le fait que le mouvement islamiste vient de « renaître » dans l'espace universitaire après plus de vingt ans de répression - grâce au changement du contexte institutionnel - ne veut pas dire qu'il y a eu une rupture au niveau des performances de contestation ou des interactions entre les acteurs. Cela témoigne de la force du répertoire, c'est-à-dire, « les gens qui font des demandes dans un temps et un espace donné puisent d'un répertoire de performances limité » et « ces performances ne changent que lentement et d'une façon incrémentale »⁶⁵. Ainsi, même un bouleversement majeur du contexte politique telle que la révolution ne marque pas forcément une rupture instantanée dans le répertoire tactique d'un groupe.

61 Loïc Le Pape, « Peut-on convertir un espace ? Le cas des mobilisations « salafistes » à l'université de La Manouba (Tunis) », *Cahiers d'études du religieux. Recherches interdisciplinaires*, Numéro spécial, 2014,

62 Loïc Le Pape, op.cit., p.10

63 Julie Peteet, "Writing on the walls: The graffiti of the intifada," *Cultural Anthropology*, vol. 11, n. 2, 1996, p. 139-159, p. 148

64 Kmar Bendana, « Le parti *Ennahdha* à l'épreuve du pouvoir en Tunisie », *Confluences Méditerranée* 2012/3 (N°82), p. 189-204, p. 196

65 Charles Tilly, *Contentious politics...*, op cit. p. 11

2.2. La contribution des critiques de l'UGET au « boom des clubs » à la faculté 9 avril : des performances alternatives

Le rejet de l'UGET par les étudiants de psychologie

Les étudiants de la psychologie semblent avoir une identité particulière en Tunisie. A partir de mes interviews, il est possible de dresser un portrait-type d'un étudiant de cette discipline : issu de la classe moyenne, bon élève et surtout se tient loin des activités protestataires. Il convient de noter que pour confirmer l'exactitude de ces propos, il faudrait faire une enquête quantitative sur les origines sociales, sur les parcours scolaires et sur les engagements politiques de ce groupe. Pourtant, ici nous allons découvrir la façon dont ils sont aperçus par eux-mêmes et par leurs pairs. Il s'agit donc de la construction sociale de l'identité du groupe.

Les étudiants en psychologie se considèrent comme un groupe issu de la classe moyenne. De ce fait, ils se distinguent des autres étudiants de la faculté 9 avril, qui sont issus « des catégories de pauvres. Ils viennent de Jendouba, de Kasserine, de Sidi Bouzid, de [--] intérieur de la Tunisie ». Il faut noter que les filières de sciences humaines et sociales sont, suite à la baisse du nombre d'emplois dans le secteur public et la politique d'éducation libérale favorisant les filières techniques et scientifiques, de moins en moins valorisées en Tunisie, ce qui fait qu'elles sont plus faciles d'accès même avec une moyenne au baccalauréat modeste. Cela veut dire que les origines sociales des étudiants de la faculté 9 avril sont hétérogènes. Les profils des étudiants de psychologie interviewés semblent correspondre à cette image de l'étudiant de psychologie qui se distingue des étudiants des autres spécialités : ils sont quasiment tous issus soit des quartiers des classes moyennes ou supérieures de Tunis (5 personnes), soit des villes de la côte sahélienne (3 personnes) plus développée que le reste du pays. Un questionnaire diffusé aux membres du comité du Psycho Club⁶⁶ confirme la prédominance des régions côtières au sein du comité : aucun n'était issu des régions de l'intérieur.

Les étudiants en psychologie ont aussi la réputation d'être de bons élèves, c'est-à-dire, ils ont des bonnes capacités académiques et intellectuelles. Un étudiant d'histoire explique :

“Il y a deux catégories, deux branches, qui diffèrent des autres branches, dans le, parlons de niveau des étudiants. La branche d'anglais et la branche de la psychologie. Ils sont tout à fait [--] différents des autres étudiants, [--] les modalités, la façon de penser, la façon de dire, ils sont ils sont très différents des autres [--] leur niveau est plus haut [--] leur même leur façon de penser, leur façon de vivre [--] bon, ils sont plus ouverts, ils sont plus libres dans leur pensée, [--] par contre les autres étudiants, ils sont

66 Taux de réponse 62 pour cent, cf. annexe 3

plus fermés, ils en sont plus conservateurs, »

Cet étudiant considère donc que les étudiants en psychologie ont « un niveau » plus élevé que les étudiants des autres disciplines et que cela se reflète dans leurs idées. Il regrette d'ailleurs le niveau de certains étudiants de la faculté, y compris les étudiants en histoire, car au début de leurs études, une partie d'entre eux manifestent des lacunes importantes dans leur éducation, même dans des compétences de base, tels que l'écriture. Un autre étudiant qualifie les étudiants de psychologie de « cultivés » et de plus « développés » que les autres étudiants de la faculté. Tous ces qualités – les idées progressistes, un bon niveau académique, les origines sociales relativement aisées – nous orientent vers l'idée que les étudiants en psychologie disposent souvent d'un certain capital culturel⁶⁷.

La troisième qualité attribuée aux étudiants en psychologie serait leur « gentillesse », c'est-à-dire, « la psychologie, c'est une discipline qui est pas très révolutionnaire, elle est un peu scientifique, c'est pas la philosophie ou l'histoire et tout, » comme le formule un étudiant de psychologie. Selon un membre de l'UGET qui a étudié la psychologie à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines :

« les étudiants en psychologie, généralement c'est des étudiants qui viennent prendre les cours et qui rentrent chez eux, qui sont pas appliqués dans les activités politiques nananana, et c'est aussi influencé par les profs qui n'aiment pas que leurs étudiants soient impliqués dans des trucs comme ça ...il faut qu'ils soient soumis, qu'ils... donc c'était un peu l'atmosphère du temps. »

Par conséquent, les étudiants de psychologie avaient une telle horreur de l'UGET que le syndicat a dû rester en retrait dans la grève de la psychologie en 2010. La grève en question a été initiée par les étudiants de psychologie à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis, l'une des deux autres institutions qui enseignent la psychologie en Tunisie et qui se trouve à quelques centaines de mètres de la FSHST. Il s'agissait de dénoncer la mauvaise organisation des examens et les fréquentes erreurs de notation, qui faisaient que la période des examens était extrêmement exigeante et que certains étudiants se trouvaient avec des notes qui ne correspondaient clairement pas à leur implication dans leur étude. Pourtant, le syndicat étudiant qui normalement se chargeait de l'organisation de l'action collective dans ce type de situation jugeait qu'il ne serait pas en mesure de mobiliser les étudiants de psychologie, très prudents et peu susceptibles de rejoindre à l'action de l'UGET. Ainsi, un petit groupe d'étudiants de psychologie, également militants de l'UGET, a décidé de faire circuler une pétition et d'organiser une grève, mais à titre indépendant et « spontanée », c'est-à-dire, sans mentionner l'UGET. Bien entendu, au fond, il s'agissait d'une grève organisée par des membres de l'UGET et avec le soutien du syndicat. Pourtant, afin de mobiliser les étudiants de

67 Pour la notion du capital culturel, voir Pierre Bourdieu, « Les trois états du capital culturel. » *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 30, novembre 1979. L'institution scolaire. pp. 3-6.

psychologie, il valait mieux que l'UGET reste en retrait.

Le même schéma était utilisé en parallèle à la faculté 9 avril. Une militante de l'UGET qui participait à l'organisation de la grève à l'institut s'est rendu à la faculté 9 avril, où elle est entrée en contact avec un étudiant sympathisant de l'UGET – ce n'est que bien plus tard qu'il a commencé à militer au sein du syndicat. Les étudiants de psychologie se trouvaient également face à une situation difficile, car le département de psychologie avait changé les coefficients des matières en milieu du semestre. L'emploi du temps trop chargé en période d'examens posait également des problèmes à la faculté. Inspirés par la grève de leurs collègues de l'Institut, les étudiants de psychologie de la FSHST ont donc décidé de se rejoindre à la « grève de la psychologie » et de synchroniser l'action dans les deux établissements afin de mettre plus de pression sur l'administration et les professeurs. A la faculté, les performances comprenaient une pétition avec la récolte de signatures, une grève avec un bandeau rouge autour du bras et le refus d'assister aux cours ainsi qu'un sit-in sur la Place Rouge, une cour à forte connotation symbolique à l'intérieur de la faculté, également utilisée par le syndicat pour des actions contestataires. Pourtant, comme à l'Institut, il fallait s'organiser en dehors du cadre de l'UGET. L'étudiant qui connaissait des militants de l'UGET a négocié avec le syndicat en avance afin de leur expliquer la démarche et l'importance d'organiser la grève sans le nom de l'UGET. Cette stratégie a été un succès : « les étudiants, [--] quand ils ont vu l'ambiance [--] du grève – on a fait un peu différencié, pas comme l'UGET, c'est pas les mêmes visages et tout, un peu de bourgeois, qui font des trucs différents – ils mobilisent. »

Cependant, l'UGET a soutenu l'action de loin. Les militants de l'UGET sont venus à l'aide des grévistes surtout dans la phase de négociation :

« nous, quand on a fait la mobilisation, les sit-in et tout, à la Place Rouge, on connaît pas quoi faire après, on a pas de traditions, tu vois? Donc l'UGET, ils sont venus, ils négocient avec le doyen par exemple. Parce qu'ils font toujours des négociations, ils savent parler de la politique. »

Du coup, adhérer aux mouvements qui sont connus pour la violence de leurs performances ne correspondait pas à l'identité collective des étudiants en psychologie. Pourtant, ils avaient des intérêts communs à défendre, ce qui les a menés à se mobiliser en dehors du cadre de l'UGET, bien que le syndicat restait un soutien important. Les performances des grévistes semblent avoir été du côté non-violent (pétition, port d'un symbole - le bandeau rouge -, sit-in...) et peu susceptible d'entraîner une répression physique. La portée des demandes restait également dans le cadre de la faculté, sans toucher le champ politique plus large.

Militer au sein d'un club – la redécouverte d'un héritage d'action collective

A la FSHST, la grève des étudiants de psychologie a été suivie par la création d'un club des étudiants de psychologie, le Psycho Club Tunisie. Un des motifs que les fondateurs du club avancent pour sa création est le fait qu'ils ne se sentaient pas représentés par le syndicat étudiant et qu'ils ne partageaient pas la même vision des manières de faire ou, autrement dit, n'aimaient pas les performances auxquelles l'UGET avait recours. Un des membres fondateurs du club explique :

« autant je partage beaucoup d'idées avec eux, autant je ne partage pas forcément toute leur stratégie de faire et cetera [-] Par exemple, autant ils peuvent être bien organisés dans les choses, mais pour par exemple faire une [--] manif ou présenter un projet, [--] ils sont tout le temps [--] à côté des salles de cours et à crier et à rassembler du monde, ils se fatiguent... autant le discours, il est intéressant, mais ils sont là à se fatiguer, personne n'entend très bien, tu vois, [--] des choses qui auraient pu les aider à mieux transmettre leur message »⁶⁸

Les performances utilisées par les clubs universitaires se distinguent de cette existence « par la force » qui marquait les activités de l'UGET. Ces performances incluent la conférence, la table ronde, l'atelier, le voyage d'études, la négociation avec les professeurs et l'administration, la diffusion de films, le concert de musique, la performance artistique et cetera. Le slogan du Psycho Club, « Quitter le cri, forger la parole »⁶⁹ illustre bien ce qui marque la différence entre les performances de l'UGET et celles des clubs : au lieu de crier dans la cour, on préfère travailler avec la parole plus douce. En fait, on peut se poser la question si la notion de « contentious politics » dans le sens tillyen⁷⁰ convient pour décrire ces performances – s'agit-il de la politique à proprement parler ? Pourtant, mes enquêtés affirment que l'objectif de la création du club était également politique, bien qu'il ne s'agissait pas du renversement du régime mais plutôt du changement incrémental, qui toucherait surtout la vie de leurs collègues. Nous allons nous intéresser davantage à la critique pratiquée par le club dans le chapitre 3.3. Pour le moment, nous nous intéresserons plutôt à la façon de se mobiliser.

Le concept d'autolimitation protestataire revient à l'esprit. Un phénomène bien connu dans les pays du Maghreb où les sociétés ont subi des régimes autoritaires, il consiste à endosser « une posture activiste, sans pour autant entrer en opposition frontale avec les autorités, » ceux-ci fixant le

68 Entretien, Tunis, mars 2015

69 Du poème d'Edouard Glissant (1928-2011), poète, écrivain et universitaire martiniquaise, dont les travaux traitent du colonialisme, du racisme et de l'esclavage. Voir la nécrologie dans Celia Britton, "Edouard Glissant", *The Guardian*, le 13 février 2011

70 Selon Tilly et Tarrow, "*contentious politics involves interactions in which actors make claims bearing on someone else's interests, leading to coordinated efforts on behalf of shared interests or programs, in which governments are involved as targets, initiators of claims, or third parties. Contentious politics thus brings together three familiar features of social life: contention, collective action, and politics.*" Charles Tilly et Sydney Tarrow, *Contentious politics*, London, Paradigm Publishers, 2007, p.4

possible, le tolérable et l'interdit⁷¹. La répression de l'action collective de la part du régime pourrait donc mener, outre à la radicalisation de certains mouvements, à la tendance de favoriser les types de performances tolérés par les autorités.⁷² De la même façon, le militantisme au sein d'un club universitaire, dont l'activité se limite au moins officiellement dans le cadre culturel et académique, peut être compris dans cette perspective. L'action collective étudiante serait donc polarisée entre l'opposition frontale favorisée par l'UGET, accompagné de performances transgressives et l'action clubiste prudent et très peu en opposition avec le pouvoir, marqué par les formes d'action non-violentes et souvent « intellectuelles ».

Une autre approche serait de comprendre l'action clubiste dans le cadre des innovations militantes. Marie-Emmanuelle Pommerolle a montré comment le mouvement étudiant camerounais a réussi à mener une campagne plutôt efficace malgré les contraintes autoritaires et le manque de légitimité historique en modifiant ses performances. En insistant sur leur non-violence et en mobilisant l'expertise « neutre », les étudiants ont réussi à se légitimer, à mobiliser et à négocier avec les autorités. Il s'agit de leçons tirées des échecs des mobilisations passés, et de l'innovation via la réinterprétation du répertoire d'action existant.⁷³ Alors, lorsque l'on parle du Psycho Club ou du « boom des clubs » en général, est-ce qu'il s'agit d'autolimitation protestataire ou des innovations militantes ? Dans quelle mesure ces performances sont-elles déterminées par les limites imposées par le pouvoir et en quoi relèvent-elles d'un propre des acteurs ? Ces questions rejoignent le débat sur la stratégie et la tactique où il est difficile de trancher entre les modes d'action imposés et innovés⁷⁴. Il est donc possible de voir le succès du format club de deux façons. Pourtant, je penche vers une troisième approche : le boom des clubs ne constitue pas une innovation ou une tendance imposée par le pouvoir, mais plutôt une redécouverte et une réhabilitation des modes d'action qui se trouvaient déjà au sein du répertoire du mouvement étudiant.

L'on constate que les performances utilisées par le Psycho Club ne sont pas inédites. Le format club a tout un héritage historique en Tunisie, même s'il n'existe pas à ma connaissance, d'étude systématique sur le sujet en général. L'on connaît pourtant les ciné-clubs qui, dès la période du protectorat français liaient la diffusion des œuvres cinématographiques au débat.⁷⁵ Ces ciné-clubs, qui pouvaient également être attachés à des établissements scolaires, – le premier ciné-club

71 Frédéric Vairel, « 8 : L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », Olivier Dabène *et al.*, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte « Recherches », 2008, p. 213-232, p. 231

72 Vairel, *op cit.* p. 228

73 Pommerolle Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes » Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun, *Politique africaine*, 2007/4 N° 108, p. 155-172.

74 Jean-François Bayart, « Les jalons d'une méthode », Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le politique par le bans en Afrique noire*, Paris, Editions Karthala, 19-93, p. 59

75 Cf. Tahar Cheriaa, « Des ciné-clubs aux Journées cinématographiques de Carthage. Entretien avec Morgane Corriou », *Maghreb et Sciences sociales* 2009-2010, p. 163-174.

universitaire date de 1989 – « ont initié plusieurs générations des jeunes Tunisiens au débat et à l'analyse socio-politique dans un espace publique sévèrement contrôlé ». ⁷⁶ . Traditionnellement, ces clubs étaient « plutôt à gauche, sinon communistes ». ⁷⁷ Les clubs culturels et les cercles intellectuels faisaient également partie de la sociabilité des lycéens et des étudiants dans les premières décennies de l'indépendance et dans les années 1980 la Semaine de l'introduction et les Journées culturelles animent les campus avec des « activités culturelles (cinématographiques, théâtrales, musicales) et intellectuelles à caractère politique (conférences diverses, cercles de discussions, clubs de philosophie) ». Cette action culturelle est investie notamment par les islamistes et est un cadre de diffusion du discours islamiste ⁷⁸ . Pourtant, le verrouillage de l'espace universitaire dans les années 1990 aurait étouffé non seulement le mouvement islamiste mais aussi l'action culturelle et clubiste, selon la doyenne de la faculté 9 avril ⁷⁹ .

A la faculté 9 avril, certaines traces de cet âge d'or de l'action culturelle et intellectuelle ont subsisté, tels que le Club d'histoire et d'archéologie. Le club aurait été fondé dans les années 1970 – même si ses archives ne remontent que jusqu'aux années 1990 – par ceux qui, aujourd'hui, sont des professeurs à la faculté ⁸⁰ . L'objectif original était de promouvoir le savoir dans l'archéologie auprès des étudiants d'histoire, par la suite, les militants du club ont intégré le professorat et soutenu la création du master Sciences du patrimoine. Aujourd'hui, le club se mobilise surtout dans le domaine du patrimoine, en menant des campagnes de sensibilisation et en organisant des visites des sites archéologiques. Ces visites ont parfois abouti à la rédaction d'un rapport concernant l'état d'un site particulier, comme celui concernant les monuments de Djerba, adressé à l'Institut national du patrimoine, pour qu'ils prennent action afin d'améliorer l'état du patrimoine. Le club se mobilise aussi au sein de la faculté, en organisant des ateliers, animés par un spécialiste invité (par exemple, un numismate qui montre comment analyser les pièces de monnaie). Des conférences sont également organisées, avec des thèmes qui touchent parfois indirectement des sujets politiques sensibles. Par exemple, un peu avant la révolution, une conférence traitant du conflit entre Habib Bourguiba et Salah Ben Youssef ⁸¹ a été organisée. Plus tard, des thèmes comme la diversité religieuse et les martyrs dans l'histoire islamique, à l'occasion de la mort de Chokri Belaid ⁸² , ont été abordés.

L'idée était donc de traiter implicitement des thèmes qui puissent fâcher, une stratégie employée également par le Psycho Club, selon un des membres fondateurs : « on était actifs en parallèle de

76 Tahar Cheriaa, op. cit, p. 163

77 Tahar Cheriaa, op. cit., p. 169

78 Michel Béchir Ayari, op. Cit

79 Conversation, Tunis, août 2015

80 Entretien, Tunis, février 2015

81 Salah Ben Youssef, un opposant interne de Bourguiba au sein du parti Néo-Destour dans les années 1950, contraint à l'exil et assassiné.

82 Un homme politique tunisien de gauche. Son assassinat en 2013 a provoqué des manifestations et des violences.

l'UGET, mais pas sur un chapeau politique, tu vois... On était actifs au nom de la psychologie mais on fait de la politique, c'était ça. C'était à côté, c'est pas direct. » La critique contre l'UGET était donc qu'ils touchaient trop ouvertement les questions concernant le régime et le système politique. Le Psycho Club, comme le Club de l'histoire et d'archéologie, avait une autre manière à faire :

« on traite n'importe quel sujet, mais sous le chapeau de psychologie. Par exemple, on peut parler de la révolution, mais révolution et psychologie, création et psychologie, changement et psychologie, politique et psychologie. Tu vois, toujours on est sous le truc de psychologie. »⁸³

Il s'agit donc d'un choix pour l'affrontement larvé et d'investissement dans des sphères non perçues comme directement politiques, typiquement présent dans des contextes autoritaires, pour reprendre le schéma présenté par Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule⁸⁴. Ce choix n'a pas pourtant été inventé par les fondateurs du Psycho Club, mais il constitue une partie établie du répertoire tactique du mouvement étudiant.

En quoi la création du Psycho Club marque-t-elle donc un changement dans la vie clubiste de la faculté, si les clubs existaient déjà avant lui ? Il semble que le club ait contribué à la redécouverte du format club et au dynamisme de la vie culturelle à la faculté. Avec des membres du comité motivés et connus pour leur action gréviste hors du cadre syndical, le club a réussi à faire remplir les salles dès ses premiers événements. Cela a contribué à réveiller les clubs existants, qui se trouvaient dans un état de passivité. Comme le décrit un professeur :

« au niveau de l'institution, ça a été, mais un changement radical. Vraiment. [--] il y a eu d'abord la création de trois clubs suite à cela. Donc il y a eu un club histoire, un club cinéma, et je crois un club archéologie ou un truc comme ça. Ce qui n'existait pas avant »⁸⁵

Le professeur en question n'était donc même pas conscient de l'existence des autres clubs avant leur dynamisation suite à la création du Psycho Club. Pourtant, le Club d'histoire et d'archéologie et le Club de cinéma faisaient partie des quelques clubs qui existaient avant le Psycho Club. Une concurrence entre les clubs s'est créée suite à la création d'un nouveau club actif au sein de la faculté. Selon le président du club d'histoire et d'archéologie,

« lorsque le Psycho Club a été fondu, donc c'était grande concurrence [--] parce que à la fin de l'année [--] il y a toujours [--] le prix du meilleur club dans la faculté. [--] ça a aidé à améliorer les activités, les activités qui créent ici, la fondation de Psycho Club, [--] ça a beaucoup aidé. [--] avant on était seul, on travaille, on travaille pas, mais lorsque Psycho Club fait une activité, ah, nous on doit aussi faire une

83 Entretien, Paris, novembre 2014

84 Olivier Fillieule et Mounia Bennani-Chraïbi, « Chapitre 1. Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », Mounia Bennani-Chraïbi *et al.*, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2003, p. 43-126., p. 70

85 Entretien, Tunis, février 2015

activité »⁸⁶

Ainsi, le Psycho Club a réussi à redynamiser l'action clubiste à la faculté. Par la suite, les anciens clubs ont repris leurs activités et des nouveaux clubs ont été créés. Evidemment, la révolution et le changement de contexte institutionnel a certainement amplifier ce dynamisme plus tard, comme le constate amèrement une ancienne militante de l'UGET : « après la révolution, c'est devenu comme, bah, nous, [--] on a pas fait partie de la révolution, c'est le moment de se montrer un peu révolutionnaire, d'en faire partie ». Toutefois, ce que j'ai essayé de montrer est que le format club et les performances qui y sont attachés étaient redécouverts à la faculté 9 avril avant la révolution, même si l'énergie post-révolutionnaire y a été canalisé par la suite.

86 Entretien, Tunis, février 2015

3. L'université : un espace physique et social de la contestation et de la répression

Dans ce troisième chapitre, nous allons explorer l'université dans ses dimensions physiques et sociales pour comprendre comment elle participe à façonner les pratiques de la critique et de la contestation. Nous allons commencer par présenter l'université tunisienne, les enjeux politiques qui y sont liés et les particularités de la faculté de 9 avril (Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis) dans ce contexte plus large. Ensuite, nous allons nous intéresser aux contraintes qui apparaissent « moins violentes » que la répression policière mais qui limitent l'émergence d'actions protestataires à la faculté. Enfin, nous allons voir en quoi la notion de la critique peut aider à comprendre les activités du Psycho Club Tunis et des clubs en général au sein de cet espace universitaire.

Dans le « monde arabe », l'éducation et l'enseignement supérieur constituent des enjeux géopolitiques et nationalistes depuis le 19^{ème} siècle, en raison des luttes d'influence entre les puissances occidentales et les acteurs nationalistes dans ce domaine.⁸⁷ Ces enjeux peuvent être observés dans le cas de la Tunisie. Toutefois, cette affirmation doit être nuancée, car le régime tunisien s'est souvent allié avec les éléments d'enseignement occidental dans sa lutte pour le pouvoir à l'intérieur de la nation.

Les origines de l'enseignement supérieur tunisien se trouvent d'un côté dans le système zaytounien⁸⁸, et de l'autre côté dans les institutions mises en place dans le cadre de la politique éducative du Protectorat français.⁸⁹ L'université moderne voit le jour en Tunisie sous le protectorat en 1945, quand l'Institut des Hautes Etudes de Tunis est créé. Quatre ans après l'indépendance, en 1960, cet institut devient l'Université de Tunis. Cette université est composée de cinq facultés qui enseignent respectivement : les sciences mathématiques, physiques et naturelles ; le Droit, les sciences politiques et économiques ; la médecine et la pharmacie ; la théologie ainsi que les lettres et les sciences humaines. L'université de la mosquée de Zitouna est absorbée par la faculté de théologie et ainsi mise sous la tutelle du Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale. Cette mesure reflète la volonté des élites « modernisatrices » de contrôler la formation d'une élite potentiellement concurrente, issue de l'enseignement supérieur traditionnel. Ainsi, l'héritage des institutions du protectorat l'emporte sur l'héritage traditionnel.⁹⁰

87 Vincent Romani, « Internationalisation des politiques universitaires et contournement de leurs publics ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 131, 2012, p. 13-21, p. 14

88 La Zitouna, un établissement historique d'éducation islamique

89 Kmar Bendana, « Aux origines de l'enseignement supérieur tunisien. » *Hypothèses*, le 10 avril 2012. Disponible: <http://hypothèses.org/21729>, consulté le 15 juillet 2015

90 Francois Siino, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2004. Disponible : <http://books.openedition.org/iremam/523>, consulté le 15 juillet 2015.

L'université tunisienne était, à l'origine, « une création de l'Etat pour l'Etat »⁹¹. Il s'agissait d'un rapport organique entre l'université et l'Etat, ce dernier ayant pour objectif de former des cadres pour le pays nouvellement indépendant. L'ensemble de l'enseignement supérieur était administré comme une extension de l'appareil étatique : les décisions ministérielles étaient mises en œuvre par un pro-recteur sans les discuter, et les doyens et directeurs d'établissements ne disposaient pas d'une autonomie propre.⁹² Pourtant, cette imbrication étroite entre l'université et l'Etat était peu critiquée à l'époque, notamment parce que le degré d'autonomie du mouvement étudiant était faible.⁹³

Le pays nouvellement indépendant avait besoin de former du personnel dans tous les domaines, y compris le domaine universitaire. Jusqu'à la fin des années 1970, le corps enseignant de l'université tunisienne est resté marqué par un nombre important des professeurs étrangers, dont notamment les ressortissants de l'ancien colonisateur. En même temps, un grand nombre d'étudiants tunisiens partaient en France pour continuer leurs études dans les spécialités qui n'existaient pas encore en Tunisie, particulièrement au niveau doctoral. Ces mêmes étudiants étaient ensuite recrutés par les facultés tunisiennes, et notamment la Faculté des sciences de Tunis et la Faculté des lettres et des sciences humaines. En conséquence, leur « tunisification » a été plus rapide que celle des instituts techniques par exemple.⁹⁴ Ainsi, l'histoire de l'université tunisienne est marquée par des flux intellectuels croisés entre la Tunisie et l'Occident.

Il s'ensuivit une massification des effectifs de l'université tunisienne. Entre 1975 et 1980, on pouvait observer une croissance de 130 pour cent du nombre total d'étudiants dans l'enseignement supérieur, c'est à dire, une augmentation de 14 000 à 32 000. Jusqu'à aujourd'hui, les effectifs ne cessent de croître.⁹⁵ En 2012-2013, l'enseignement supérieur comptait quelques 315 000 étudiants inscrits dans les établissements de l'enseignement supérieur, dont le nombre s'élève à 198 selon le ministère de l'éducation supérieur.⁹⁶ Ainsi, l'éducation supérieure devient un phénomène de masse.

L'arrivée au pouvoir de Ben Ali en 1987 a confirmé la nouvelle ligne économique de la Tunisie : celle de la libéralisation économique, un projet qui avait été débouté sous la présidence de Bourguiba. Dans son rapport de 1998, la Banque Mondiale proposait des mesures que la Tunisie devait prendre pour adapter son système éducatif à la nouvelle concurrence économique. Il

91 Francois Siino, « L'Université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation. » *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS Editions, 2004, 2002 (XL), p.187-200, p. 3

92 Francois Siino, « L'Université tunisienne... » op. cit., p. 4

93 Francois Siino, « L'Université tunisienne... » op. cit., p. 4

94 Francois Siino, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2004. Disponible : <http://books.openedition.org/iremam/523>, consulté le 15 juillet 2015.

95 Francois Siino, « L'Université tunisienne... » op. cit., p.7-9

96 Ministère de l'éducation supérieur et de la recherche scientifique, *L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en chiffres. Année universitaire 2012-2013*. Disponible :

http://www.mesrst.tn/francais/donnees_de_base/2014/brochure_fr_2012_2013.pdf, consulté le 22 juillet 2015

s'agissait surtout d'adapter les filières universitaires aux demandes du marché de l'emploi. En pratique, les années 1990 marquent la création des filières « d'excellence », auparavant réservées aux élites tunisiennes à l'étranger, surtout en France. La création de ces filières avait pour but d'éviter les conséquences jugées néfastes de l'éloignement des étudiants les plus brillants ou leur fuite permanente à l'étranger. En outre, un réseau d'institutions et de filières techniques et scientifiques a été mis en place, et le financement des universités a commencé à favoriser ces filières au détriment des sciences humaines et sociales. Enfin, le nouveau régime a soutenu le secteur universitaire privé, alors qu'auparavant, l'éducation privée était considérée comme un phénomène résiduel.⁹⁷

Cette tendance à la privatisation de l'éducation, qui concerne le Maghreb en général, a gagné du terrain dans les années 2000, soulevant ainsi des inquiétudes relatives à l'égalité d'accès à une éducation de qualité.⁹⁸ En regardant le rapport du ministère de l'enseignement supérieur qui date de 2014, on constate que la baisse des effectifs dans l'enseignement supérieur public amorcée au cours de l'année universitaire 2010-2011 a été accompagnée d'une augmentation des effectifs de l'enseignement supérieur privé.⁹⁹ Il s'agirait donc d'une des « réponses à la crise de l'enseignement supérieur confronté à une légitime demande sociale d'ascension qu'elle n'arrive pas à satisfaire, au contraire de ce qui s'est passé après les indépendances ».¹⁰⁰ C'est-à-dire, la fameuse problématique des diplômés-chômeurs et de leur frustration face à un avenir sombre à la sortie de l'université.

97 Francois Siino, *Sciences et pouvoir...* op. cit.

98 Sylvie Mazzella. Introduction. Une "libéralisation d'Etat" de l'enseignement supérieur ?.Maisonneuve et Larose. *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale*, Karthala, pp.356, 2008, IRMC, p.3

99 Ministère de l'éducation supérieur et de la recherche scientifique, *L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en chiffres. Année universitaire 2012-2013*. Disponible:

http://www.mesrst.tn/francais/donnees_de_base/2014/brochure_fr_2012_2013.pdf, consulté le 22 juillet 2015

100 Sylvie Mazzella. Introduction. Une "libéralisation d'Etat" de l'enseignement supérieur ?.Maisonneuve et Larose. *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale*, Karthala, pp.356, 2008, IRMC, p.3

3.1. La faculté du 9 avril de Tunis, un espace en révolte permanente

Nous allons maintenant traiter de la dimension spatiale de l'université tunisienne au travers d'une analyse de la faculté du 9 avril (FSHST). Choukri Hmed appelle à repenser la construction sociale de la réalité comme une construction également spatiale.¹⁰¹ Selon lui, « l'espace géographique représente à la fois le cadre, le moyen et l'enjeu des mobilisations collectives. »¹⁰² Il s'agit d'un cadre, car la dimension géographique constitue une matrice structurelle pour les actions sociales. Les individus se retrouvent régulièrement dans des lieux spécifiques, ce qui favorise le partage des représentations, des routines et des usages sociaux. L'espace peut également être analysé comme un moyen de lutte, qui a un potentiel particulier pour les groupes démunis ou précaires. Finalement, l'espace est souvent un enjeu de luttes sociales : il s'agit du contrôle physique ou symbolique des lieux.¹⁰³

L'héritage symbolique s'inscrit dans l'espace physique

La faculté du 9 avril abrite un certain héritage de contestation auquel plusieurs de mes interlocuteurs tunisiens ont fait référence. La faculté se trouve sur le boulevard du 9 avril 1938, d'où ce surnom qui semble être le nom principal qu'utilisent les étudiants pour désigner la faculté. La date fait référence à la manifestation qui a marqué le début de la lutte nationale pour obtenir l'indépendance. Au sein de la faculté se trouve une place : « la Place Rouge »¹⁰⁴. Mes interviewés évoquent trois choses par rapport à ce nom : la couleur rouge de la terre, le sang des martyrs de l'indépendance – le 9 avril 1938 a laissé 22 morts et près de 150 blessés¹⁰⁵ - et la domination des idéologies de la gauche à la faculté. Evidemment, en entendant ce nom, on pense également à la Place Rouge de Moscou et à tout l'héritage communiste de l'URSS. Un autre surnom révélateur : la faculté est appelée par certains « le Vietnam tunisien », faisant ainsi référence à l'expérience communiste vietnamienne.

Ces dénominations des lieux physiques dont se servent les étudiants de la faculté illustrent le symbolisme lié à la FSHST. Il s'agit d'un espace imprégné par le symbolisme de la gauche politique. S'y rajoute l'absence de l'image de Ben Ali, un élément qui dominait la plupart des espaces publics avant la révolution : un professeur de la faculté explique que cette image était quasiment absente de l'espace de la faculté, sauf dans certains bureaux de l'administration. La

101 Choukri Hmed, 2009, "Espace géographique et mouvements sociaux", dans Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 220-227. p. 226

102 Choukri Hmed, 2009, "Espace géographique..." op. cit., p. 220

103 Choukri Hmed, 2009, "Espace géographique..." op. cit., p. 221-222

104 Cf. Plan de la faculté, annexe 2

105 La Presse, le 9 avril 2015, "Le 9 avril 1938, 22 morts et 150 blessés pour la Tunisie," disponible:

<http://www.lapressenews.tn/article/le-9-avril-1938-22-morts-et-150-blesses-pour-la-tunisie/94/749>, consulté le 9 septembre 2015.

pratique de marquer l'espace par les autocollants – employée également par le Psycho Club¹⁰⁶ – semble témoigner de l'importance du symbolisme dans le contrôle de l'espace. Cela nous amène à penser à la sacralisation de l'espace comme un lieu de signification transcendant dont parle William Sewell. Dans ces espaces sacrés, les actions qui s'y déploient acquièrent une signification accrue dans les yeux des participants et des témoins.¹⁰⁷ Voilà l'enjeu que constitue la domination symbolique de la faculté pour la gauche politique.

La domination symbolique de la faculté par les idéologies de la gauche était connue de tous mes enquêtés. Pour eux, il s'agit d'un endroit dominé par la gauche politique à travers du syndicat étudiant l'UGET depuis « toujours ». Cet espace « de la gauche » avait également des frontières assez bien définies : la police qui contrôlait l'entrée de la faculté ne pouvait pas s'éloigner de son bureau pour s'avancer vers l'intérieur de la faculté. Si un agent de police passait les quelques marches qui séparaient la sortie de la faculté de la cour devant les amphithéâtres, cela était vécu par les militants de gauche comme une sorte de déclaration de guerre qui pouvait mener aux confrontations entre la police et les militants. Les convictions politiques du doyen semblent avoir joué un rôle dans le respect de ces frontières. Un militant de l'UGET explique qu'à l'époque d'un doyen RCDiste, la police entra à la faculté avec des chiens et du gaz lacrymogène. En revanche, le doyen suivant était « un homme de gauche » qui ne faisait pas appel à la police lors des désordres internes à la faculté et, pendant cette période, « la police n'ose pas entrer ».

La domination de l'espace par la gauche est encore plus ancrée dans l'espace depuis 2011 car l'UGET a récupéré les bureaux de la police universitaire après la révolution. Il semble que les questions de domination symbolique ne sont pas propres à la FSHST mais touchent également les autres facultés, comme par exemple la faculté de Manouba, où les étudiants d'obédience islamiste ont remplacé le drapeau tunisien par un drapeau islamiste en 2012¹⁰⁸. L'occupation physique et symbolique de l'espace de la faculté constitue donc clairement un enjeu pour les mouvements étudiants. Dans le chapitre 2, nous avons déjà vu d'autres exemples de la lutte pour le contrôle de l'espace, entre l'UGET et la police d'un part, et entre les islamistes et l'UGET d'autre part, notamment dans le cas de l'occupation d'une salle de cours et sa transformation en salle de prière par les islamistes en 2012.

L'espace physique et la micro-géographie de la lutte pendant la révolution

A la suite de la politisation des étudiants tunisiens dans les années 1970, le régime autoritaire

106 Cf. le logo de Psycho Club Tunisie, annexe 1.

107 William H. Sewell, "Space in contentious politics", Ronald Aminzade et al, *Silence and Voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-88, p. 65

108 Loïc Le Pape, « Peut-on convertir un espace ? Le cas des mobilisations « salafistes » à l'université La Manouba (Tunis) », *Cahiers d'études du religieux. Recherches interdisciplinaires*, Numéro spécial, 2014

cherchait à éloigner les établissements universitaires des centres urbains pour mieux maîtriser les étudiants en perpétuelle révolte. Un exemple de cette politique est la création du campus de Manouba dans les années 1980 dans la banlieue de Tunis, d'où il n'est pas évident de se déplacer vers le centre ville.¹⁰⁹ Au contraire, la faculté 9 avril, qui se trouve sur le même site depuis les premières années de l'indépendance, n'est pas physiquement éloignée de la ville. Elle se trouve dans le centre ville de la capitale tunisienne, près de la place de la Kasbah, le ministère de la défense, et la Médina. Cette proximité physique du « cœur » de la société et de l'Etat a certainement eu une influence sur les expériences des étudiants de la faculté pendant la révolution de 2010-2011. Nous allons maintenant voir le rôle que la faculté 9 avril, en tant que lieu physique, a pu jouer dans les mobilisations qui marquaient la période de la révolution, car cette période intense illustre bien les enjeux liés à l'espace. Il semble que la faculté servait d'un lieu de rencontre, d'abri et de lutte pendant cette période tumultueuse, malgré le fait qu'elle était fermée pendant les moments les plus intenses de la révolution. Cette petite analyse peut également être lue à la lumière de l'appel pour une sociologie des situations révolutionnaires lancé par Bennani-Chraïbi et Fillieule,¹¹⁰ dans la mesure où il s'agit d'une analyse des propriétés de la situation révolutionnaire, particulièrement celle de la spatialité.

Rappelons-nous la suite des événements : quand Mohamed Bouazizi s'immole le 17 décembre 2010, les étudiants tunisiens commencent leurs vacances scolaires. Aussi, la plupart d'entre eux sont rentrés chez leurs familles au début du mouvement de protestation, et les facultés ne s'animent pas avant la rentrée du 3 janvier 2011, alors que les étudiants sont censés passer des examens. Et effectivement, ils les passent, mais dans une ambiance bien particulière. L'UGET se mobilise : quotidiennement, ses militants font des discours pour agiter les étudiants. Un militant de l'UGET témoigne : « tous les jours on fait des débats, on... fait des AG sur les tables, sur la table et tout, on discute, on dit que ça, c'est un régime criminel qui tue des personnes à Sidi Bouzid, à Kasserine et tout, on a expliqué ça pour les étudiants »¹¹¹. Il y a donc une tentative consciente de la part de l'UGET de mobiliser les étudiants, même si, selon un autre militant, cela ne représente pas une nouveauté à la faculté, rappelant que le même type d'agitation faisait déjà partie du militantisme de l'UGET, bien avant la révolution. Le régime semble avoir été conscient du rôle que jouaient ces agitateurs dans l'espace universitaire, car des mesures ont été prises pour les éloigner de l'université et du centre urbain afin de calmer les facultés. Selon un étudiant proche de l'UGET, la police a commencé à arrêter des militants de l'UGET et à les amener en voiture dans des lieux isolés, à des dizaines kilomètres de Tunis. Battus, ils étaient abandonnés au bord des petites routes sans moyens

109 Najem Dhaher, « Les implantations universitaires en Tunisie : de la marginalisation à l'intégration dans l'aménagement urbain », *L'Espace géographique* 2010/1 (Vol. 39), p. 65-74. p. 71

110 Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires » Retour sur les révoltes arabes, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 767-796.

111 Entretien, Monastir, février 2015

de transport, ce qui voulait dire qu'ils devaient passer toute la nuit à faire le trajet à pied pour rentrer chez soi. Le lendemain, ils étaient souvent trop épuisés pour sortir manifester.

Entre le 3 et le 10 janvier 2011, les militants de l'UGET organisaient donc régulièrement des manifestations au sein de la faculté, cassaient des tables et des chaises, ramassaient des cailloux et entraient en confrontation physique avec les forces de l'ordre qui essayaient d'empêcher que les manifestants ne sortent de la faculté dans les rues. Le but des forces de l'ordre était apparemment de limiter la mobilisation des étudiants dans l'espace. Le but des étudiants mobilisés, confirmé par plusieurs de mes enquêtés, était par contre de sortir de cet isolement physique que représentait la faculté assiégée. Il s'agit donc d'une tentative plutôt désespérée de la part du régime de limiter les dynamiques de la déssectorisation de la mobilisation.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la confrontation physique entre la police et les militants de l'UGET était une interaction qui se répétait à la faculté, bien avant la révolution. Il s'agissait, plus spécifiquement, d'une interaction répétée dans un espace donné. Il est donc probable que les uns et les autres aient puisé des expériences accumulées, non seulement dans le domaine des actions et des performances, mais également dans le domaine des façons établies d'utiliser l'espace dans la faculté et ses alentours, ce que l'on appelle les « routines spatiales »¹¹². Dans ce schéma, la police entoure la faculté et contrôle ses entrées ; les étudiants, de leur côté, dominent l'espace à l'intérieur de la faculté et utilisent les ressources qui y sont disponibles. Les luttes se situent donc aux entrées de la faculté et au niveau de la cour devant la bibliothèque de la faculté, qui est séparée de la rue par un grillage.

Cette incarnation des routines spatiales de la contestation dans un lieu physique, que l'on pourrait appeler « la micro-géographie de la contestation », était donc également une contrainte car les forces de l'ordre savaient contenir l'action protestataire dans la faculté. Pourtant, les étudiants avaient des stratégies de contournement. Pour opter pour une stratégie de « profil bas », il suffisait de sortir de la faculté avec son cahier de notes et un maximum de deux ou trois amis, puis de descendre le boulevard comme pour rentrer chez soi. Ensuite, « à partir d'un certain moment, ben, on prenait à gauche et on y allait », rejoindre la manifestation qui se rassemblait ailleurs dans la ville¹¹³. Le statut d'étudiant et le devoir de faire des allers-retours entre le domicile familial et la faculté a également aidé certaines étudiantes à contourner un autre type de surveillance, celle pratiquée par la famille. Deux étudiantes m'ont raconté leur difficulté à participer aux manifestations à cause d'une famille protectrice. L'une d'entre elles avait réussi à convaincre sa famille qu'elle devait se rendre à la faculté, alors qu'en réalité, sa destination était un lieu de

112 William H. Sewell, "Space in contentious politics", Ronald Aminzade et al, *Silence and Voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-88, p. 63

113 Entretien, Tunis, mars 2015

manifestation.

La faculté a donc servi d'un lieu de rencontre pour aller manifester, soit « à haute voix » dans le cadre syndical ou « à profil bas » dans le cadre amical. Les examens ont influencé le rythme de cette action protestataire, facilitant la coordination entre les acteurs syndicaux et les étudiants. Un de mes enquêtés témoigne :

“il y avait des gens qui faisaient, qui passent leurs devoirs de huit heures à dix heures, il y a d'autres gens qui passent leurs devoirs de quatorze heures à quatre, cinq heures. Donc notre, nos mouvements ici, donc nos manifestations, ils [--] partaient à partir de onze heures jusqu'à deux heures, l'heure des examens. [Rires.] Donc je viens passer mon examen et puis je participe dans [rires] dans dans les manifestations ou bien le contraire, je viens participe dans les manifestations et puis j'entre passer mon examen.”¹¹⁴

Les événements du janvier 2011 ont été vécus au sein même des salles d'examen. Les étudiants pouvaient observer, en plein examen, le gaz lacrymogène flotter en dehors des fenêtres dans la cour de la faculté. Mais ce n'est pas tout : un de mes enquêtés raconte que, au début d'un examen, la police est entrée dans l'amphithéâtre où elle est restée surveiller le début de l'examen et « provoquer » des étudiants, en les poussant de l'épaule et avec un « visage qui était plein de rage ». Cette action était vécue par l'étudiante comme une tentative d'intimidation de la part de la police, car au moment où la police est entrée dans la salle d'examen, il n'y avait pas de manifestation au sein de la faculté. Or, au vu des événements ayant lieu à l'extérieur de la faculté ainsi que la réputation de la faculté 9 avril, les policiers ont tenté cette action afin de couper court aux dynamiques protestataires qui se jouaient entre les examens.

Le 10 janvier 2011, Ben Ali annonçait la fermeture temporaire des lycées et établissements universitaires¹¹⁵, à la suite d'une journée particulièrement agitée dans les facultés. Un étudiant, proche de l'UGET, attribue, avec une certaine fierté, cette fermeture aux actions menées par l'UGET à la faculté 9 avril, avec le soutien des étudiants et des professeurs. Il décrit la journée du 10 janvier comme exceptionnelle, tant la mobilisation des étudiants était importante. Il ne s'agissait donc plus seulement de quelques militants endurcis qui participaient aux confrontations avec la police ; selon lui, un nombre important d'étudiants « normaux » auraient participé ce jour-là, y compris les filles qui apportaient les cailloux aux garçons qui, eux, se chargeaient de les lancer. De plus, les professeurs étaient mobilisés ensemble avec les étudiants, s'efforçant de les « défendre ». Le jour avant la fermeture des universités marque donc une certaine généralisation de la mobilisation au sein de la faculté.

114 Entretien, Tunis, février 2015.

115 Libération: “Tunisie: le gouvernement ferme écoles et universités “jusqu'au nouvel ordre””, le 10 janvier 2011, disponible: http://www.liberation.fr/monde/2011/01/10/tunisie-le-gouvernement-ferme-ecoles-et-universites-jusqu-a-nouvel-ordre_706219, consulté le 20 juillet 2015.

Après le 10 janvier 2011, avec la fermeture des universités, une grande partie des étudiants venus d'ailleurs rentrent chez eux. La pause pendant la période la plus intense de la révolution et le départ du président Ben Ali le 14 janvier n'ont pas calmé la faculté : la reprise progressive des examens se fait à la fin du mois, entre le 25 et le 28 janvier¹¹⁶, et les étudiants de la faculté 9 avril suivent de près, tout au long du mois de février et le début du mois de mars, les *sit-in* de la place de la Kasbah¹¹⁷. Ces derniers se déroulent à quelques centaines de mètres de la faculté, là où les participants réclament des mesures liées à la transition politique, telles que la dissolution du gouvernement provisoire et du RCD, ainsi que la formation d'une assemblée constituante. Un professeur de la faculté 9 avril raconte que les étudiants et les professeurs étaient très intéressés par ce mouvement et faisaient des allers-retours entre la faculté et la place pour suivre les événements. Pourtant, il ne s'agissait pas toujours d'une simple observation. Un étudiant proche de l'UGET raconte qu'il participait aux *sit-in* de la Kasbah avec ses camarades :

« on part à Kasbah, on dort là bas et puis le matin, on vient ici [à la faculté] à sept heures [rires], sept heures et demi, pour qu'on peut boire le café à la buvette de la faculté et puis on fait sortir une manifestation de la faculté, pour qu'on allait à la Kasbah. Donc c'était tous les jours comme ça, erm, c'était très magnifique. »

Ainsi, même après ce que Hmed identifie « comme la première situation révolutionnaire »¹¹⁸ au sens tillyen¹¹⁹, la faculté continuait à jouer un certain rôle dans les mobilisations qui ont fortement marqué les mois qui suivaient le départ de Ben Ali. Il s'agissait toujours d'un lieu de rencontre pour des acteurs liés aux mouvements contestataires, même si les confrontations entre les étudiants et la police semblaient avoir diminué, et bien que la contestation se soit déplacée ailleurs. Dans cette situation, la faculté constitue une sorte d'abri où les étudiants peuvent se rétablir après une nuit passée sur la place de Kasbah. Ils y ont accès aux boissons, aux aliments, aux toilettes et au chauffage.

Ainsi, le cas de la faculté 9 avril illustre bien le rôle que l'espace peut jouer dans des mobilisations sociales. Premièrement, l'espace peut être imprégné par des symboles qui le lient à un héritage de luttes sociales, ce qui constitue un cadre symbolique aux mobilisations. Il peut aussi

116 La Tunisie Numérique: "La reprise des cours dans les facultés prévue pour le 28 janvier 2011." Le 23 janvier 2011. Disponible: <http://www.tunisienumerique.com/tunisie-la-reprise-des-cours-dans-les-facultes-prevue-pour-le-28-janvier-2011/5026>, consulté le 20 juillet 2015.

117 Pour une étude sur le deuxième sit-in de Kasbah en février-mars 2011, voir Choukri Hmed, 2011, "Si le peuple un jour aspire à vivre, le destin se doit de répondre. Apprendre à devenir révolutionnaire en Tunisie." *Les temps modernes* 2011/3, n. 664

118 Choukri Hmed, « Réseaux dormants, contingence et structures » Genèses de la révolution tunisienne, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 797-820.

119 Charles Tilly définit la situation révolutionnaire ainsi: "Multiple sovereignty is then the identifying feature of revolutionary situations. A revolutionary situation begins when a government previously under the control of a single, sovereign polity becomes the object of effective, competing, mutually exclusive claims on the part of two or more distinctive polities. It ends when a single sovereign polity regains control over the government." Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, University of Michigan, 1977, page 5 du chapitre 7.

faciliter les mobilisations en leur offrant des ressources et de l'abri, c'est-à-dire qu'il s'agit aussi d'un moyen de lutte pour des groupes dont le statut économique peut être relativement faible, tels que les étudiants. Troisièmement, il s'agit d'un enjeu pour les mobilisations, car il est important de conserver le contrôle des moyens qui facilitent les mobilisations, ainsi que du cadre symbolique qui participe à légitimer la lutte. Nous allons maintenant nous éloigner de l'analyse de l'espace physique afin d'étudier l'espace social et économique qui se dessine au sein de la faculté, autrement dit, les interactions entre les individus qui s'y trouvent régulièrement et qui partagent des représentations, des routines et des usages sociaux, pour reprendre l'idée de Hmed.¹²⁰

120 Choukri Hmed, 2009, "Espace géographique et mouvements sociaux", dans Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 220-227. p. 220

3.2. L'économie politique de la répression dans une faculté tunisienne

Dans ce chapitre, je vais entreprendre l'analyse de la faculté 9 avril sous l'angle d'un espace marqué par l'économie politique de la répression au sens de Béatrice Hibou, afin de montrer les contraintes que les pratiques et les règles de l'espace universitaire imposent aux mobilisations des étudiantes, et qui découragent la participation des étudiants aux activités protestataires. Je vais tenter d'articuler cette analyse avec la dimension temporelle, pour démontrer que la révolution ne marque pas une rupture dans ces pratiques, bien que la façon dont les étudiants les conçoivent a pu changer.

L'économie politique de la répression fait référence à l'ouvrage de Béatrice Hibou intitulé « La force de l'obéissance. »¹²¹ Il s'agit de son analyse sur le pouvoir dans la Tunisie de Ben Ali, avec un accent mis sur le détail économique. Selon Hibou, « la domination ne se cantonne pas à la répression la plus évidemment coercitive, mais transite aussi par les mécanismes économiques et sociaux qu'instrumentalisent les institutions et les pratiques policières. » Il existerait donc un continuum entre « répression et contrôle politique, d'une part, et, de l'autre, pratiques économiques et sociales les plus banales. »¹²² Ces modes de gouvernement et dispositifs économiques concrets de pouvoir rendent la contrainte indolore, car, bien qu'ils soient répressifs, ils sont indissociables des autres pratiques qui permettent l'inclusion de la population, la satisfaction au mieux de ses besoins, et la garantie de sa sécurité.¹²³ Ces pratiques autorisent à la fois la surveillance et la création de la richesse ainsi que le contrôle et l'ascension sociale.¹²⁴

Hibou perçoit l'économie politique « comme une analyse qui cherche à comprendre la signification politique et sociale des conduites économiques ». ¹²⁵ Pourtant, ce qui, dans les témoignages récoltés, relève du moyen le plus puissant de la « domestication » des étudiants au sein de la faculté, ne s'exerce pas par les moyens purement économiques, du moins si l'on ne compte pas comme « économique » tout ce qui a une influence sur le succès des études – qui, enfin, ont pour but l'obtention d'un diplôme afin d'avoir l'accès au travail et ainsi la possibilité de gagner sa vie. C'est pourquoi nous interrogerons non seulement les sanctions économiques qui pouvaient contraindre les activités jugées incorrectes des étudiants, mais également les pratiques qui relèvent des relations sociales entre les étudiants et les professeurs, ainsi que le personnel administratif de la faculté. Il s'agit surtout d'une affaire d'espace social dans lequel se rencontrent les différents individus, et où certains ont plus de pouvoir que d'autres. Il faut donc noter que, dans le sens où

121 Béatrice Hibou: *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006

122 Béatrice Hibou, op.cit., p.11

123 Béatrice Hibou op. cit, p.12-14.

124 Béatrice Hibou, op. cit., p.14

125, Béatrice Hibou, op. cit., p. 22

nous entendons « l'économie politique » de Hibou, l'abus arbitraire du pouvoir de la part des professeurs ayant pour objectif d'empêcher l'étudiant d'obtenir son diplôme et d'accéder au marché du travail, constitue une des pratiques sociales auxquelles il faut s'intéresser.

La situation précaire des étudiants

Quelles sont les pratiques économiques et sociales banales qui se déploient au sein de l'université et qui peuvent avoir un effet contraignant pour les mobilisations étudiantes ? Hormis la répression policière qui visait les militants les plus actifs de l'UGET, il est facile de recueillir des histoires de la pratique du pouvoir au sein de la faculté. Tout d'abord, il faut savoir que certains étudiants de la faculté 9 avril se trouvent dans une situation économiquement très précaire, ce qui veut dire que leur famille a très peu de moyens de les soutenir financièrement. Ils sont dépendants de l'octroi d'une bourse, ce qui n'est pas automatique. Certains n'arrivent pas à arriver au bout de leurs études – ou bien avancent très lentement en redoublant plusieurs années - car ils doivent travailler pour subvenir à leurs besoins.

En effet,, les études dans une ville éloignée de son foyer initial imposent des coûts considérables. Il ne s'agit pas simplement des coûts du logement, des transports et de la nourriture. Selon le métier étudié, il faut également payer le matériel. Dans ce sens, les filières des sciences humaines sont plus accessibles que certaines autres pour un jeune issu des classes populaires, car le seul coût supplémentaire est celui des photocopies. Pourtant, c'est un coût qui pèse sur les étudiants. Le niveau de la bibliothèque de la faculté 9 avril est déploré par les étudiants : impossible d'y trouver les ressources suffisantes pour réussir ses études. Pour cela, des petits magasins de photocopie se trouvent autour de la faculté. Dans ces magasins, l'étudiant peut demander l'impression d'un livre se trouvant déjà dans les fichiers de l'imprimerie, ou qui a été prêté par un professeur ou un collègue. A 30 millimes la page, l'étudiant finit par payer entre 5 et 20 dinars le livre, ce qui fait qu'au total, les frais d'impression peuvent être importants, un étudiant les estimant à 200 dinars par an. Pourtant, d'autres études dans d'autres facultés peuvent imposer des coûts encore plus élevés, comme par exemple les études de médecine ou d'architecture, puisqu'elles impliquent l'achat de matériaux (tabliers de médecin), une vie sociale plus coûteuse (la fête) ou d'habiter dans des villes où la vie est chère (Sidi Bou Said avec son école d'architecture).

Ces coûts pèsent encore plus lourdement sur les étudiants issus des villes de l'intérieur, très présents à la faculté 9 avril. Les étudiants qui se trouvent dans une situation de précarité économique risquent encore plus s'ils s'engagent dans des activités militantes. Un professeur estime que les étudiants issus des régions de l'intérieur se trouvent dans une situation très vulnérable et hésitent à s'engager dans des activités syndicales en cherchant plutôt « des cadres plus calmes ».

Cela devient compréhensible lorsque l'on se souvient des sanctions économiques que risquaient les militants de l'UGET. Le professeur en question, qui travaille à la faculté depuis 2006, reconnaît que « bien entendu, si tu fais partie de l'UGET, tu n'as pas de bourse... [--] on peut aussi limiter l'accès aux masters ». En 2009, quatre militants de l'UGET entamaient une grève de la faim pour protester contre leur exclusion de l'université à cause de leurs activités syndicales¹²⁶. Ainsi, pour beaucoup d'étudiants venus d'ailleurs, les études à Tunis représentent un investissement important, et leur implication dans des activités militantes pourrait faire basculer leur projet professionnel ou académique, soit en raison du retrait des ressources sur lesquelles ils comptent pour le réaliser, soit par la fermeture de leur accès aux inscriptions. En revanche, les étudiants qui faisaient partie des jeunes du RCD avaient des avantages dans l'octroi des bourses, notamment pour poursuivre leurs études à l'étranger.

Assurer les bonnes notes : la relation étudiant-enseignant

Pourtant, le pouvoir se joue souvent d'une manière plus subtile à la faculté. Il s'agit de la relation du pouvoir caractérisée par la relation entre professeur et étudiant. Selon Pierre Bourdieu, l'exercice du pouvoir académique est « l'art de manipuler le temps des autres, ou, plus précisément, le rythme de leur carrière, de leur cursus, d'accélérer ou de différer des accomplissements aussi différents que le succès au concours ou aux examens, la soutenance de thèse, la publication d'articles ou d'ouvrages, la nomination dans les postes universitaires, etc. »¹²⁷. Le professeur jugeant les mérites du travail de l'étudiant, leur relation est évidemment toujours marquée d'une certaine hiérarchie. A la faculté 9 avril, cette hiérarchie semble avoir été particulièrement dure. Un étudiant décrit à quel point cette hiérarchie créait une rupture entre les professeurs et les étudiants :

“[U]n prof, qui entre dans la salle de cours, il donne son cours et il quitte. Il est comme un, bon, [--] comme un prophète, on dit qu'il y a un proverbe tunisien que l'enseignant, c'est un prophète. Donc c'est pour ça. Donc il donne ses cours et quitte la salle et parle à personne.”

Ainsi, il y avait un vrai manque de dialogue entre les deux parties. A cela s'ajoutaient des pratiques abusives du pouvoir de la part de certains professeurs. Je considère ces pratiques à la lumière de l'économie politique, bien que les témoignages recueillis n'incluent pas d'histoires de corruption monétaire. Il s'agit plutôt d'un échange social¹²⁸ où le professeur fait avancer ou freine les études de l'étudiant, et ainsi son accès à l'emploi, en fonction de son comportement et non des mérites de son travail.

126 Nawaat, “Tunisie : Quatre militants et responsables syndicaux de l'UGET en grève de la faim,” le 22 février 2009, disponible <http://nawaat.org/portail/2009/02/22/tunisie-quatre-militants-et-responsables-syndicaux-de-luget-en-greve-de-la-faim/>, consulté le 27 juillet 2015

127 Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Les éditions de minuit, 1984, p. 112

128 Peter Blau, *Exchange and Power in Social Life*, New York, Wiley, 1964

Pour qu'un étudiant puisse réussir ses études, il lui faut plaire aux professeurs. Cette tentative de plaire pouvait aller jusqu'aux faveurs sexuelles, un de mes interviewés expliquant que les professeurs pouvaient facilement « sortir » avec des étudiantes. Dans diverses conversations informelles, les étudiants faisaient référence à ce type de pratiques, également de la part du personnel administratif. Ces pratiques seraient observées par les étudiantes elles-mêmes ou par les professeurs, contre le gré de l'étudiante. Ce type d'activité semble avoir été toléré dans la faculté car les étudiantes voulant porter plainte contre harcèlement sexuel de la part des professeurs ont rencontré de la résistance de la part du personnel de l'université qui n'encourageait pas ce type de démarches. Il est difficile de dire à quel point le harcèlement est rependu dans les universités tunisiennes et il convient de noter qu'il n'existe pas qu'en Tunisie. Pourtant, le fait que les étudiants de la faculté 9 avril semblent prendre pour argent comptant le phénomène est révélateur de la façon dont les étudiants vivent la relation étudiant-enseignant. Avoir une bonne relation avec un professeur, quelle que soit sa nature, pouvait rapporter des bénéfices considérables. Une étudiante raconte avoir été le témoin d'une scène où un professeur déplaçait quelques noms de la liste des étudiants qui étaient censés redoubler vers la liste des étudiants qui avaient réussi leur année – car ils lui plaisaient, croit-elle.

Au delà de ce besoin individuel de plaire aux professeurs, il semble que les professeurs avaient tendance à punir l'action collective entamée par les étudiants. De toute manière, la menace des répercussions aurait découragé certains étudiants de signer la liste des revendications de la grève des étudiants en 2010. Egalement, au fur et à mesure que les étudiants s'engageaient dans cette grève, ils ont subi des menaces de la part du corps enseignant. Un enquêté qui avait participé à une grève étudiante, témoigne :

“Je me rappelle bien [nom d'un professeur], c'est le responsable aussi, il nous a menacé. Vous allez voir comment je vais faire après. Oui. Ça voulait dire que je vais avoir des zéros, je peux pas réussir, il va me faire des problèmes après, je vais pas passer au master, tu vois. Parce qu'il y a une sélection au master. C'est pas donné à tout le monde.”

Ainsi, la crainte des sanctions de la part des professeurs était un facteur qui empêchait les étudiants de réclamer leurs droits au sein de la faculté. Madame Hibou explique que les techniques disciplinaires dans la Tunisie de Ben Ali pouvaient fonctionner parce qu'elles s'inséraient justement dans les réseaux de pouvoir dans lesquels les individus circulaient, par un asservissement des sujets les uns par les autres.¹²⁹ Mais ces petits abus du pouvoir par les « petits Ben Alis »¹³⁰ semblent avoir survécus à la révolution. Même si beaucoup d'étudiants semblent confirmer qu'ils se sentent plus

129 Béatrice Hibou, *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006, p.240-241

130 Interviews, Paris, décembre 2014

libres d'agir au sein de la faculté depuis le renversement du président Ben Ali, il y a des signes que « le rouage du système existe encore ». Une étudiante raconte comment, après un examen que les étudiants jugeaient trop exigeant par rapport au cours, ils ont organisé une pétition afin de faire plier le professeur chargé du cours et changer le barème de l'examen :

“Donc je me rappelle, je suis allée voir le chef de département pour lui dire qu'on allait déposer cette requête, donc lui, qu'est ce qu'il fait, il nous dit, mais, il essayait de nous raisonner, il appelle en entre temps le prof concerné [rires], donc qui débarque, nous on va voir [--] le doyen de la fac, et donc lui, il vient, comme ça, alors, qu'est ce que vous faites ? Ben [--], on a une pétition à déposer. M-hmm, il nous regarde, il dit, espoir fait vivre. Je dis, qui tente rien n'a rien [rires]. Il était très sarcastique, tu vois, dans le sens, vous n'allez rien pouvoir faire, et c'était le cas, on a rien pu faire, mais c'était quand même quelque chose d'important parce que après, ben [--], j'ai une amie, qui a été lésée par rapport à ça, et donc le mémoire n'a pas été validé. Parce que son encadreur supportait donc ce prof en question, faut comprendre [--], le rouage du système existe encore, donc qui lui disait, comment est ce que vous osez faire ça, et maintenant tout le monde rit de de votre prof, et vous êtes redevable, vous lui êtes redevable, vous n'avez pas le droit faire ça, donc ben c'est la fille, la fille en question, elle lui dit ben si on, si on continue de réfléchir comme ça, ben la Tunisie ne bougera pas et n'avancera pas.”

Cet incident où une étudiante s'est faite punir pour sa participation à une pétition montre deux choses : d'abord, il semble qu'il y a une manque de contrôle sur l'exercice du pouvoir des professeurs. Les résultats des étudiants dépendent de la bonne volonté du professeur, ce qui fait que leurs notes ne reflètent pas toujours les mérites de leur travail. Les professeurs qui jugent le travail des étudiants profitent donc d'une sorte d'impunité par rapport à leurs actions. Ensuite, cet exercice du pouvoir arbitraire au niveau de la faculté, qui s'articule bien avec l'idée des « mécanismes économiques et sociales qu'instrumentalisent les institutions »¹³¹, a survécu à la révolution et continue à façonner les conditions dans lesquels les étudiants étudient, interagissent et se mobilisent.

C'est ce rapport étudiant-enseignant qui nous amène encore au cas de Psycho Club Tunisie. A la fin des années 2000 la situation des étudiants en psychologie était difficile. D'une part les conditions des études n'étaient pas satisfaisantes : des coefficients des matières qui changeaient soudainement en fin de semestre, des multiples examens qui s'accumulaient le même jour, des professeurs qui s'absentaient le jour du cours, des tentatives de corruption au niveau du département, des taux d'échec d'étudiants étrangement élevés, des erreurs dans les résultats des examens, des décisions arbitraires de la part des professeurs. D'autre part, se plaindre pouvait coûter cher aux étudiants, le cadre syndical étant surveillé par la police politique et les formes de mobilisation moins institutionnalisées découragées par les pratiques plus banales liées aux relations de pouvoir entre

131 Béatrice Hibou, op. cit., p.11

étudiant et enseignant. Dans cet univers contraint, le format club était le choix le plus accessible aux étudiants pour se mobiliser.

Les membres fondateurs expliquent que le Psycho Club a réussi à établir une sorte de négociation et de dialogue entre les professeurs et les étudiants du département de la psychologie. Le club, qui consiste en un comité organisateur et un corps de membres, principalement des étudiants d'une même discipline, a bien sûr un certain pouvoir collectif et institutionnel dans des situations de négociation, car il ne s'agit pas d'une simple coalition ad hoc des individus. Un membre de comité explique :

« après, quand on a fondé le Psycho Club et, on a travaillé plus que trois ans et tout, ils ont connu la valeur, alors ils ont eu peur de nous. Quand je parle, personne ne parle, quand je dis quelque chose à un prof, il ferme sa bouche. Il a peur. Après la révolution, et quand ils ont vu la valeur de Psycho Club, il y a beaucoup d'étudiants qui nous suit, et beaucoup d'étudiants qui participent. »

Les « bonnes relations » et accès aux ressources au sein de la faculté

Pourtant, un des éléments les plus importants qui semble avoir contribué au succès de Psycho Club est l'habileté avec lequel les membres du comité s'accommodaient dès le début aux « rouages du système » de la faculté. Mes enquêtés soulèvent encore la question des « bonnes relations » avec les bonnes personnes. Il s'agissait, pour reprendre les termes employés par une étudiante, de transformer « un rapport simple » en un « rapport privilégié ». Ici, il s'agissait notamment des bonnes relations avec le personnel de l'administration qui, avant 2011, représentait « la main de Ben Ali »¹³² à la faculté, dirigé par un secrétaire général nommé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur¹³³. Si « l'administration avait pour fonction justement de surveiller et de limiter un peu les activités », il est surprenant de découvrir que c'est justement elle qui a rendu possible la création d'un club qui n'adhérait pas au parti au pouvoir. Pourtant, une enquêté confirme que le club a même été soutenu par l'administration car les membres fondateurs étaient connus par elle comme « des gens corrects » avec « des buts bien précis ».¹³⁴

Ces rapports privilégiés entre des membres du comité et les administrations ont permis l'accès aux ressources qui dépendent de l'administration, telles que les salles, le bus de la faculté, le carburant et des financements. Plus spécifiquement, l'existence de ces ressources était signalée aux membres du club par des membres de l'administration. En soi, il existait des fonds destinés aux clubs, et qui étaient ouverts à tous les étudiants. Pourtant, selon un membre du comité, « personne

132 Entretien, Tunis, février 2015

133 Décret n° 2008-2716 du 4 août 2008, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les règles de leur fonctionnement, article 16

134 Entretien, Paris, décembre 2014

n'était au courant » que ces moyens existaient. Le Psycho Club a donc bénéficié de ses relations avec l'administration puisque c'est l'administration qui contrôle ses ressources et l'information sur les conditions de l'usage de ces ressources. Pourtant, avec le « buzz » que le Psycho Club a fait dans la faculté, ces informations ont certainement dû circuler.

Un personnage clé serait un homme que tout le monde appelle « si Fethi », un membre de l'administration chargé des affaires des clubs. C'est surtout avec lui que le club devait s'entendre, et cela impliquait un certain investissement :

« Connaître le si Fethi, ce n'est pas simplement le responsable des clubs, mais c'est aussi notre atout à nous, parce que, voilà, on on allait le voir, on lui parlait, on [--] demandait son avis des fois, et ça, ça le valorisait lui et permettait nous [--] de faire correctement ce qu'on voulait faire »

J'ai moi-même poursuivi ce personnage dans les couloirs et les bureaux de la faculté afin de lui proposer une interview, et j'ai été frappée par son indisponibilité. Il n'était apparemment jamais dans son bureau ; j'ai réussi à récupérer son numéro de téléphone, et j'ai essayé de l'appeler et de lui envoyer des textos ; j'ai demandé l'assistante du secrétaire général de l'appeler ; j'ai fait circuler le mot que je le cherchais pour que quelqu'un puisse me signaler s'il passait par la cour ; je me suis appuyé aux étudiants qui le connaissaient bien. Sans résultat. Finalement, grâce à l'aide d'un membre fondateur du Psycho Club, nous avons réussi à le retrouver dans son bureau. Il m'a interrogé sur les questions que j'allais lui poser, et il a essayé de me convaincre que les étudiants que j'avais déjà interviewé connaissaient tout ce que lui, il pourrait me raconter. Il nous a expliqué qu'il était occupé et que je pourrais rentrer plus tard pour faire un entretien. Quand je suis retournée au bout d'une heure comme convenu, il avait disparu.

Cette expérience est révélatrice car elle témoigne de la volonté de l'administration de la faculté de garder son caractère opaque, même après la transition politique. « Si Fethi » voulait clairement éviter de répondre aux questions concernant les modalités de la gestion des clubs. Du coup, tout ce que nous pouvons observer est le discours des membres fondateurs qui souligne l'importance des bonnes relations avec les personnages clés de l'administration. Comme le dit un membre fondateur, « C'est possible de faire des choses lorsque on se donne les moyens. Lorsqu'on les fait correctement aussi. » Il existait donc une manière de faire « correcte », qui, si respectée, ouvrait des portes au sein de la faculté.

Créer un club à la faculté : le flou réglementaire

A l'époque de Ben Ali, la création d'une association était sujette à une procédure administrative pénible. Souvent, les demandes d'autorisation n'étaient pas clairement rejetées : il s'agissait de

retards, de courrier perdu et de pièces à joindre manquante.¹³⁵ Deux de mes enquêtés avaient déjà tenté et échoué. Dans les deux cas, cela avait conduit les associations candidates à la clandestinité, puisque dépourvues d'accès aux financements. Dans le premier cas, lors du dépôt de la demande au ministère de l'intérieur, une carte d'adhésion au RCD était demandée et le demandeur a décidé d'abandonner les démarches administratives ; dans l'autre – en 2012 - le demandeur a abandonné ces démarches après avoir eu à « faire des allers-retours mille fois » pour fournir tous les documents nécessaires.

Les clubs universitaires n'ont pas le statut d'association et ne sont pas sujets au même processus administratif. Pourtant, un membre fondateur du Psycho Club croit que, en 2010, les clubs n'échappaient pas au contrôle du régime :

« j'imagine qu'ils ont dû [--] faire une enquête par rapport à nous, les fondateurs et [--] comment est ce qu'on nous sentait, est-ce qu'on était actifs ou pas dans la domaine, ben qu'on soit syndicalisés ou on soit opposants ou qu'on ait quelconque rapport avec le régime »

Selon elle, c'était le responsable des clubs qui se chargeait de rédiger ce rapport afin de déterminer si le club devait être autorisé ou non. Cela montre que ceux qui envisageaient de créer un club avant 2011 le faisaient en croyant que leur trajectoire personnelle et politique serait examinée et ainsi exposée au régime. Pourtant, en réalité, l'autorisation d'un club ne dépendait pas directement de l'administration de la faculté, très liée au ministère, mais du doyen de la faculté, élu par le corps enseignant parmi les professeurs membres permanents du conseil scientifique.¹³⁶ Les conditions exactes de l'autorisation d'un club semblent pourtant être méconnues par mes enquêtés, malgré le fait que certains ont eux-mêmes participé à la création d'un club.

Un court entretien obtenu à la dernière minute auprès de la doyenne actuelle de la faculté¹³⁷ a permis de donner un sens à ce flou. Selon elle, contrairement au malentendu courant, les « clubs culturels » au sein de la faculté n'étaient reconnus ni par le règlement interne de la faculté, ni par l'administration. Avant la révolution, les clubs n'auraient donc eu aucun statut officiel : ils auraient été reconnus par le seul corps enseignant. Le processus de « création » d'un club consistait donc à ces étapes : un groupe d'étudiants se rassemblent afin de créer un club puis ils cherchent un professeur qui est d'accord pour fonctionner comme le « superviseur » du club. Ensuite, ils rédigent une demande définissant leur projet et la soumettent au doyen afin d'avoir sa signature et bénédiction. Le rôle du superviseur n'était pas bien défini, ce qu'avoue même le professeur de

135 Béatrice Hibou: *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006, p.117

136 Décret n° 2008-2716 du 4 août 2008, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les règles de leur fonctionnement, article 26

137 Entretien non-enregistré, Tunis, le 4 août 2015.

psychologie sociale qui a encadré la création et les activités du Psycho Club pendant ses premières années. Pourtant, il savait donner quelques exemples de ce dont il s'agissait en pratique : donner son accord aux activités prévus par le club, accompagner les étudiants dans les sorties et encadrer les débats lors des événements.

La volonté des doyens, souvent idéologiquement alignés sur la gauche politique, et le soutien d'un professeur « superviseur » du club, déterminaient donc le destin de telle ou telle proposition de club. Ce qui est étonnant, c'est le fait que dans l'administration, il existait une personne qui s'occupait des affaires des clubs. Finalement, il semble qu'il s'agit officiellement d'un responsable des « activités culturelles ». Cependant, il est impossible d'y voir clair sans une étude bien plus approfondie à ce sujet. En effet, ce flou semble avoir marqué l'existence d'autres formes d'actions collectives sous Ben Ali, comme en témoigne, par exemple, le cas des comités du quartier, mis sous tutelle administrative, mais sans aucun statut juridique¹³⁸. Il est possible de constater l'existence d'une ambiguïté de la frontière entre une activité autorisée et une activité interdite. Les étudiants et même le personnel de la faculté, l'administration, les enseignants, le doyen et les superviseurs des clubs compris, ne semblent pas la maîtriser totalement. Ce qui, au sens de Hibou, permet au modèle de domination de l'ancien régime tunisien de fonctionner pleinement : « Personne ne peut être totalement en règle du fait des incertitudes, des failles inévitables, des vides et du flou des législations ».¹³⁹

Tout cela nous amène à conclure que, bien que les possibilités de mobilisation étaient limitées à la faculté à l'époque de Ben Ali, il existait une « marge de manœuvre », un espace flou dans lequel les étudiants pouvaient se mobiliser sans prendre des grands risques personnels. En effet, le superviseur du club emploie cette notion de « marge » : « on était à l'intérieur de la marge à mon avis, [--] parce que le doyen d'abord couvrait la situation, et puis les autres intervenants administratifs pouvaient tolérer ce qu'ils faisaient. » Pour Hibou, cette marge existe surtout au niveau individuel, où « les relations qui se déploient [--] permettent à la fois la discipline et l'assouplissement de la discipline, ainsi que l'existence d'espaces de liberté »¹⁴⁰.

Une partie du corps enseignant proche de l'opposition de gauche désirait voir l'espace de la faculté investi par des jeunes enthousiastes à l'idée de créer et de changer. Ils ont apporté leur soutien à la création du club et ensuite, ont contribué par leur propre apport académique et intellectuel. De l'autre côté, il fallait s'appuyer sur l'administration afin d'obtenir l'accès aux

138 Isabelle Berry-Chikhaoui, « Les comités de quartier en Tunisie : une illusion démocratique », *Mouvements* 2011/2 (n° 66), p. 30-39, p. 34

139 Béatrice Hibou: *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006, p. 183

140 Béatrice Hibou: *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006, p. 216

ressources. L'administration pouvait, d'une part, tolérer le type de mobilisation non-contestataire que représentait le Psycho Club, et, d'autre part, les membres fondateurs du club savaient jouer le jeu des « bonnes relations » afin d'obtenir l'accès aux ressources vitales qui dépendaient de l'administration. La faculté représenterait donc un espace institutionnel où se jouent les logiques de « l'économie politique », mais qui, à la fois, permet une certaine « marge de manœuvre » aux confins de ce système.

Afin d'éviter la tentation de réduire une multiplicité des facteurs d'explication à un seul¹⁴¹, il convient de noter que les phénomènes traités ci-dessus ne se résument pas forcément aux « rouages du système » de Ben Ali. La transition politique contribue certainement au flou réglementaire qui règne aujourd'hui à la faculté. La doyenne a expliqué que le règlement interne de la faculté – qui apparemment ne mentionne pas les clubs - n'est plus employé depuis la révolution, jugé « inutilisable ». Ce règlement serait à tel point écarté du quotidien de la faculté que la doyenne ne l'avait pas directement à sa disposition. Le nouveau règlement n'est pas encore en vigueur non plus. Ainsi, le flou réglementaire ne relèverait pas seulement de la continuité de l'économie politique de la répression, mais serait également un élément qui caractérise la période de la transition au sein de l'université.

Deuxièmement, il faut nuancer le recours aux « relations » dans le contexte tunisien. Car, bien que ces pratiques puissent être lues à la lumière d'un système de domination mis en place par le régime autoritaire, elles peuvent aussi se trouver dans des situations banales où l'on n'arrive guère à détecter une relation de dépendance ou de domination. Pour donner un exemple : ces deux jeunes tunisiens qui se sentent contraints de solliciter un kiosque près de chez eux pour acheter du pain, bien qu'ils se plaignent du fait que le kiosque n'en a quasiment jamais, ou de sa qualité. Pourtant, l'entrepreneur en question est « un ami », et ce lien suffit à justifier l'obligation de fréquenter sa boutique. D'autres exemples de ce type de pratique pourraient être cités mais je me contente de noter que les relations personnelles semblent contraindre le comportement des individus, même en dehors des relations de dépendance réelle. Alors, faut-il en conclure qu'il ne s'agit pas d'un système de domination mais plutôt d'un fonctionnement traditionnel de la société tunisienne ? Madame Hibou elle-même a soulevé la question d'intentionnalité dans son ouvrage « L'anatomie politique de la domination. ». Selon son interprétation,

« la complexité et l'ambivalence de la domination [--] n'est pas seulement issue d'une vision ou de dispositifs consciemment construits par les acteurs étatiques, mais qui est un processus historique

141 Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La violence faite aux données », *Enquête*, 3 , 1996, p. 31-59, p.37

complexe, largement inconscient et contradictoire »¹⁴².

Ainsi, les dirigeants ne feraient que « saisir l'opportunité qui s'offre à eux » après avoir compris son potentiel en matière de discipline, de surveillance et de répression¹⁴³. Cela veut dire que les pratiques qui permettent la domination des étudiants ne doivent pas être comprises comme construites consciemment par le régime de Ben Ali. Par conséquent, l'on ne peut pas espérer leur disparition automatique avec la chute de la dictature.

142 Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, p. 19

143 Hibou, *Anatomie...*, op. cit. p. 237

3.3. Le Psycho Club : la critique sociale à l'intérieur de la marge de l'autorisé

Le système universitaire tunisien trouve sa forme graduellement après l'indépendance et la création de l'Université de Tunis. Les licences sont mises en place dans les années 1960 et les doctorats dans les années 1970.¹⁴⁴ La licence de psychologie est créée en 1964¹⁴⁵ et le département comme entité indépendante voit le jour en 1982¹⁴⁶. La licence de psychologie connaît plusieurs modifications, car, en 1968, elle a été remplacée par une « licence des sciences de l'éducation ». En 1976-1978, ce diplôme revient sous forme de « maîtrise ».¹⁴⁷

Actuellement, la psychologie est enseignée dans deux établissements tunisiens : à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, qui fait partie de l'Université de Tunis, et à l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis. Ces deux établissements se trouvent à environ 300 mètres l'un de l'autre. Il convient donc de noter que la décentralisation de l'université tunisienne¹⁴⁸ n'a pas concerné la discipline de la psychologie qui reste à la capitale, au « centre » du système universitaire tunisien plus favorisé économiquement que la périphérie des régions de l'intérieur. La FSHST offre un cursus de formation complet, de la licence au doctorat, alors que l'enseignement de la discipline à l'Institut est plus orientée vers le monde professionnel, ce qui veut dire qu'il ne propose que des masters professionnels. Notons que le doctorat en psychologie n'existe pas au sein de l'établissement.

Dans ce mémoire je m'intéresse surtout à l'enseignement de la psychologie à la FSHST, qui offre le cadre dans lequel s'exercent les activités du Psycho Club. Selon le site web du département de la psychologie de la FSHST,

« [I]es premiers enseignements de la psychologie étaient limités dans les années soixante-dix au secteur de l'éducation et se sont développées peu à peu s'ouvrant sur des secteurs tels que la psychologie clinique, la psychologie sociale, du travail et des organisations, la psychologie du développement, la neuropsychologie et tout récemment la psychologie cognitive. »

144 Francois Siino, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2004. Disponible : <http://books.openedition.org/iremam/523>, consulté le 15 juillet 2015.

145 Riahdh Ben Rajeb, "La psychanalyse en Tunisie. L'approche historique et état des lieux." *Topique*, 2010/1, n. 110, p. 41-81, p.48

146 Département de Psychologie de FSHST, *Présentation du département*. Disponible: http://www.fshst.rnu.tn/Fr/presentation-du-departement_11_106, consulté le 15 juillet 2015.

147 Abdallah Maaouia, "Problèmes de l'enseignement et de la pratique de la psychologie en Tunisie." *La Presse de Tunisie*, Tunis, le 19 janvier 1978, p. 2, cité dans Riahdh Ben Rajeb, "La psychanalyse en Tunisie. L'approche historique et état des lieux." *Topique*, 2010/1, n. 110, p. 41-81, p.48

148 Francois Siino, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2004. Disponible : <http://books.openedition.org/iremam/523>, consulté le 15 juillet 2015.

Jusqu'à l'année universitaire 2007-2008, le département de psychologie délivre les diplômes de la maîtrise (4 ans), du magistère et du doctorat. A partir de l'année universitaire 2008-2009, il s'inscrit dans le système licence-master-doctorat. Les spécialités offertes sont Psychologie clinique et psychopathologique, Neuropsychologie, Psychologie cognitive, Psychologie du développement et de l'éducation, et Psychologie sociale du travail et des organisations. Egalement, deux licences appliquées sont proposées, celle de l'Education spécialisée et celle du Psychomotricité.¹⁴⁹ La grève des étudiants de psychologie décrite dans le chapitre 2.2. est intervenue en 2009, à la suite de la transition au système LMD, qui aurait été à l'origine des galères des étudiants en licence.

Le Psycho Club et la critique

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, que la création du Psycho Club Tunisie et le succès du format club étaient liés au mécontentement par rapport aux performances protestataires du mouvement syndical étudiant, jugées trop violentes et radicales. Pourtant, les activités du Psycho Club ne peuvent pas être directement classées comme protestataires dans le même sens que celles de l'UGET, et l'analyse simple des formes de son action occulterait ce qui pourrait constituer ce qui est « politique » dans ses activités. Pour mieux comprendre les activités du Psycho Club – et du format club plus largement – je vais donc me tourner vers la notion de la critique. Pour Michael Walzer, trois éléments marquent l'histoire de la critique sociale. Premièrement, un critique est opposant. Pourtant, il ne s'oppose pas aux personnes particulières mais plutôt aux structures, comme par exemple à la monarchie en tant que système politique. Deuxièmement, la critique est une pratique consciente. Cela veut dire que le critique est conscient de sa pratique et des implications que cela peut entraîner. Troisièmement, le critique est un être isolé. L'isolement du critique n'est pas forcément un état physique ou social, mais peut également être un état psychologique.¹⁵⁰ C'est à dire, le critique n'est pas obligé, afin de pratiquer son activité, de rompre ses liens sociaux ou de partir physiquement loin. Les universités sont un exemple de cet isolement : l'université représente la volonté d'une société d'offrir un lieu de confort et de protection aux intellectuels, tout en les isolant¹⁵¹.

L'on trouve également cette idée d'extériorité chez Boltanski, qui propose que la condition pour la critique est la connaissance des autres mondes que celui où l'on se trouve.¹⁵² Le programme de *la sociologie pragmatique*, lancé par Boltanski et d'autres, critique *la sociologie critique* de Bourdieu qui décrit les acteurs ordinaires comme des sujets aveugles qui n'arrivent pas à capter les structures

149 Département de Psychologie de FSHST, *Présentation du département*. Disponible:

http://www.fshst.rnu.tn/Fr/presentation-du-departement_11_106, consulté le 15 juillet 2015.

150 Michael Walzer, *La critique social au XXe siècle. Solitude et solidarité*. Paris, Editions Métailié, 1996, p. 16-20

151 Michael Walzer, *La critique social...*, *op. cit.*, p. 20

152 Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Editions Métailié, 1990, p. 86

de domination qui pèsent sur eux¹⁵³. Ainsi, ce serait au sociologue de dévoiler leur condition sociale. Or, la sociologie pragmatique s'intéresse aux situations où les acteurs ordinaires se livrent à la critique, autrement dit, aux disputes.¹⁵⁴ Pour qu'une situation se déroule harmonieusement, les acteurs doivent être d'accord sur le grandeur qui définit la façon d'agir dans la situation¹⁵⁵. Afin de critiquer une situation, les personnes se déplacent entre des différents mondes, attachés aux différentes grandeurs¹⁵⁶.

Cependant, Walzer finit par conclure que la critique la plus efficace est comme le « miroir de Hamlet » qui montre à la société où elle est et qu'elle n'est pas où elle voudrait être. Il fait donc référence aux valeurs du fond du peuple, utilisant son propre moral et montrant que la société ne correspond pas à ses propres aspirations.¹⁵⁷ De plus, elle souligne l'existence d'autres formes de falsification comme d'autres espoirs et d'autres aspirations tout aussi légitimes.¹⁵⁸ La critique chez Walzer est donc ancrée aux valeurs de la société elle-même, alors que chez Boltanski, elle s'inspire des valeurs d'un autre monde.

Elsa Rambaud critique l'idée de l'extériorité de la critique, en appelant à la normalisation de la critique. En étudiant l'organisation de la critique chez Médecins sans frontières, elle montre que « la critique ne suppose pas plus l'accès à une posture d'extériorité que n'importe quelle pratique sociale et a la même extériorité que toutes les autres, celle d'un fait social ».¹⁵⁹ Elle montre comment la critique peut s'inspirer de la connaissance intime de son propre monde, et non pas d'un monde extérieur (l'invocation des circonstances locales), ou de la concurrence pour les ressources de l'environnement entre les acteurs qui se trouvent au même niveau horizontal.¹⁶⁰ Pour Elsa Rambaud, il faut interroger la fabrique sociale de la compétence critique et les pratiques critiques afin de comprendre la constitution d'une grammaire soutenant la critique et pour saisir « les processus d'inculcation de la critique et ses appropriations différenciées ».¹⁶¹

Pour commencer notre analyse sur la critique chez le Psycho Club Tunisie, il faut d'abord comprendre l'objet de sa critique supposée. Premièrement, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, la création du club est lié à la critique du mouvement étudiant syndical. Il s'agissait d'une critique de la violence et des risques liés aux performances de contestation choisies par l'UGET, mais aussi

153 Luc Boltanski, *De la critique: précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Editions Gallimard, 2009, p. 43

154 Luc Boltanski, *De la critique... op.cit.*, p. 47

155 Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Editions Métailié, 1990, p. 78

156 Luc Boltanski, *L'amour et la justice... op.cit.*, p. 86

157 Michael Walzer, *La critique social au XXe siècle. Solitude et solidarité*. Paris, Editions Métailié, 1996, p. 245-247

158 Michael Walzer, *La critique social, op. cit.*, p. 248

159 Elsa Rambaud, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières », *Revue française de science politique* 2009/4 (Vol. 59), p. 723-756, p.755

160 Elsa Rambaud, *op. cit.*, p. 753-755

161 Elsa Rambaud, *op.cit.*, p. 755

l'objet de la critique de l'UGET était vu comme déplacé: il fallait ancrer la critique au niveau local, aux conditions des étudiants de la faculté, et laisser de côté la critique directe du régime, jugée inefficace et risquée. Egalement, le discours, c'est-à-dire, le langage de la critique de l'UGET, était jugé inadapté à l'audience, aux étudiants de la faculté. Selon un membre fondateur, l'UGET n'arrive pas à toucher les étudiants de la faculté car :

« le discours, il est pas ouvert. Discours marxiste, et nous, on a pas les connaissances, les savoirs en Tunisie, tu parles de Marx, les gens s'en fuit, ils ont peur, tu parles de quoi, de la bourgeoisie, quelle bourgeoisie ? On sait pas même ce concept, même si tu es bourgeois, tu sais pas que tu es bourgeois, tu vois ce jargon marxiste, structuraliste, et tout. »¹⁶²

Comme Walzer le note, la question du langage de la critique est toute à fait importante. A la base, la critique spécialisée peut être définie comme « l'acérage professionnel et parfois scientifique de l'art populaire ». Ce type de critique s'éloigne du langage du peuple, ce qui peut le rendre incompréhensible et, ainsi, inutile.¹⁶³ Pourtant, le Psycho Club a également recours à un langage spécialisé, celui de la discipline de la psychologie : des termes tels que « psychomotricité » ne sont guère familiers aux étudiants des autres disciplines. Malgré cela, le Psycho Club revendique un caractère ouvert et inclusif. Il semble que cette accessibilité serait le produit de la manière de traiter les questions : un grand nombre d'événements incluent des éléments illustratifs. Par exemple, pour aborder le thème de l'illusion optique, des illusionnistes sont invités à faire des tours de magie qui illustrent le fonctionnement pratique du phénomène. Cette articulation entre le pratique et le théorique semble correspondre à l'objectif de « toucher tout le monde » et de « vulgariser la psychologie »¹⁶⁴.

Le deuxième objet de la critique du Psycho Club serait les problèmes liés à la formation proposée par le département de la psychologie, y compris la qualité de l'enseignement, le rapport étudiant-enseignant, la corruption, etc. Nous avons étudié ces problèmes dans le chapitre 3.2 et nous avons vu comment ils s'articulent à l'économie politique de la faculté. Le lien de négociation entre enseignants et étudiants sur ces questions n'était pourtant que la première voie par laquelle s'exprimait la critique. Un membre fondateur explique que :

« les profs, ils n'aiment pas quelqu'un qui est actif, qui a tout le savoir. Ils veulent que c'est eux qui ont le savoir, c'est eux qui donnent des cours, c'est juste eux. Mais nous, on avait un système parallèle, aussi nous, on donne des séminaires, on a des, on envoie des invitations aux intervenants qui pratiquent dans les hôpitaux, des psychologues qui viennent de, qui parlent de beaucoup de sujets et tout. Et des profs

162 Entretien, Paris, décembre 2014

163 Michael Walzer, *La critique sociale au XXe siècle. Solitude et solidarité*. Paris, Editions Métailié, 1996, 21-24

164 Entretien, Tunis, mars 2015

aussi, qui viennent avec nous, qu'ils ont été d'accord sur notre principe et nous encouragent. »¹⁶⁵

Il s'agissait donc de participer à sa propre formation, les étudiants complétant activement leurs savoirs, avec ou sans les professeurs de la faculté. Les professeurs se trouvaient donc face à un choix : soit s'isoler des événements organisés par les étudiants à la faculté et touchant peut être leur domaine d'expertise, au risque de se faire remplacer par un expert invité, soit s'engager dans un dispositif de coopération et de dialogue afin de répondre aux demandes des étudiants concernant des points à développer. Ces événements ont donc pu imposer la vision des étudiants sur ce que veut dire une bonne formation en psychologie : l'articulation entre la théorie et la pratique, le dialogue entre les étudiants et les spécialistes, et la possibilité d'approfondir les points que les étudiants trouvent intéressants. Dans ce sens, le Psycho Club a eu du succès, car à un certain moment, même les professeurs ont commencé à le solliciter afin de traiter des sujets qui ne pouvaient pas être abordés en cours.¹⁶⁶ Cette « exemplarité » des activités proposées par le Psycho Club nous rappelle le miroir de Hamlet dont parle Walzer.¹⁶⁷ C'est aussi un exemple d'une critique qui trouve ses racines dans le monde où il s'exerce, par la connaissance des réalités « locales »¹⁶⁸ – dans ce cas, la connaissance intime des conditions d'études par les étudiants.

Troisièmement, lorsque l'on fait le recueil des thèmes traités dans les différents événements du Psycho Club, l'on voit qu'il s'agit de thèmes qui font débat au sein de la société tunisienne ou qui peuvent être considérés comme tabous. Dans son étude sur les écrivains tunisiens, Abir Kréfa a trouvé que, dans ce milieu, la sexualité, la politique et la religion étaient considérées comme des tabous dont la transgression définissait la modernité littéraire.¹⁶⁹ De la même façon, la diffusion des programmes télévisés traitant de la religion ou de la sexualité, ainsi que les programmes d'informations traitant des sujets de politiques nationale ou internationale sensibles faisait l'objet de censure à l'époque de Ben Ali.¹⁷⁰ Ces sujets tabous et censurés semblent constituer une partie des sujets traités dans le cadre des événements des clubs. La sexualité est traitée dans plusieurs événements de Psycho Club : l'on compte par exemple le séminaire sur la sexualité de la femme parmi les premiers événements du club en 2010, et celui sur l'homosexualité, en 2013, ainsi que la diffusion du film *Nymphomaniac* de Lars von Trier en 2014. Également, le club aborde la question des groupes dans une situation de vulnérabilité, tels que les immigrés clandestins (notamment à l'été 2012 dans le cadre des activités organisées avec l'association Boats for People), ou encore, les enfants sans soutien familial (visites chez l'association l'Horizon de l'enfant au Sahel en 2012 et

165 Entretien, Paris, décembre 2014

166 Entretien, Tunis, mars 2015

167 Michael Walzer, *La critique sociale au XXe siècle. Solitude et solidarité*. Paris, Editions Métailié, 1996

168 Rambaud, op. cit.

169 Abir Kréfa, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire : le cas des écrivains tunisiens », *Sociologie* 2013/4 (Vol. 4), p. 395-411. p. 404

170 Riadh Ferjani, « Antenne 2/France 2 comme enjeu social et politique en Tunisie. », *Les Enjeux de l'information et de la communication* 1/2001, p. 34-48

chez le village d'orphelins SOS Akuda en 2013). La thématique de la révolution est abordée directement après les événements du mois de janvier 2011, et une table ronde animée par des psychologues est organisée en février 2011 afin de permettre aux étudiants de partager les expériences traumatisantes qu'ils ont pu vivre lors de la révolution. Egalement, un débat sur le thème « Révolution, Psychologie, Création » est organisé en 2012.

Une partie des événements traitent directement des phénomènes psychologiques, du métier du psychologue et de l'histoire de la discipline. En 2012, Le PCT organise la projection du film « Une méthode dangereuse » sur Siegmund Freud. La même année, la table ronde « Les champs d'application de la psychologie » accueille les nouveaux étudiants à la rentrée. Les illusions optiques sont traitées dans le cadre de l'événement « Réalité ou illusion » en 2013. Pourtant, les autres thématiques traitées (sexualité, groupes en situation de vulnérabilité) sont elles aussi clairement liées aux phénomènes psychologiques et à la pratique du métier de psychologie. Les membres du comité soulignent que l'un des intérêts était justement de rapprocher les étudiants de la psychologie à la pratique. L'intérêt de ces événements pour la formation des psychologues ne peut donc pas être mis en question. A l'origine, la stratégie du comité du club était, comme indiquée dans le chapitre 2.2, de traiter des thématiques qui puissent avoir un lien avec la politique, sous l'angle de la psychologie, afin d'éviter le risque d'attirer des ennuis de la part des autorités.

Voyons de plus près un des premiers événements organisés par le club, la conférence sur le thème « Sexualité de la femme ».¹⁷¹ La conférence commençait par la présentation d'un court-métrage mettant en scène la solidarité intergénérationnelle entre deux femmes : la plus jeune se trouve apeurée face à sa fête de mariage, ce qui évoque chez la plus âgée le souvenir du drame de son propre mariage à un homme qui avait le double son âge. Le court-métrage était suivi par l'intervention de Lilia Labdia, maître de conférences en psychologie clinique à la FSHST et féministe engagée. A l'origine, l'invitée était censée être Hela Chelli, gynécologue-obstétricienne, mais un changement de programme a eu lieu au dernier moment. Madame Labdia a donc parlé aux étudiants des violences sexuelles à l'égard des femmes. L'intervention était suivie d'un débat, dirigé par un modérateur, pendant lequel les étudiants pouvaient poser des questions et faire des commentaires. L'événement se déroulait donc selon le format académique habituel, avec l'intervention d'un spécialiste et un débat. Seul la projection d'un court-métrage au début de l'événement rompt avec cette formule, avec une introduction du thème par une œuvre culturelle et artistique. De plus, il faut noter deux choses. Premièrement, l'intervenant n'était pas un simple universitaire, mais une universitaire qui militait pour les droits des femmes. Cet engagement se

171 Cf. L'affiche de l'événement, annexe 4

manifeste notamment au travers de ses publications, qui traitent de la condition des femmes¹⁷². Deuxièmement, un débat autour d'un thème traité ne faisait souvent pas partie des méthodes utilisées dans l'enseignement offert par le département de psychologie. Ce type d'événements offrait donc un lieu de débat « public » aux étudiants dans un contexte où les lieux d'expression étaient limités.

Lorsque l'on regarde les événements qui ont eu lieu après la chute de la dictature, l'on constate que la formule des événements est restée la même. L'événement sur l'homosexualité, organisé par le Psycho Club et L'empreinte des futurs psychologues (un club d'étudiants en psychologie de l'Institut Supérieur des Sciences Humaines de Tunis) en 2014 était animé par trois intervenants, un psychologue, un neuropsychologue et un philosophe. Selon un membre de comité, le thème était « dur de [--] aborder parce que c'est pas accepté par tout le monde ».¹⁷³ Le psychologue montrait que l'homosexualité n'est pas un trouble de personnalité ; le neuropsychologue cherchait à expliquer le phénomène du côté neuropsychologique (hormones), et le philosophe « a commencé à parler des grecques »¹⁷⁴. Ainsi, un thème sensible était abordé via l'approche scientifique. Dans le cadre des événements du club, la parole est donc d'abord aux spécialistes des sujets traités¹⁷⁵, ce qui impose l'argumentation scientifique comme la grandeur dans la situation. Etant donné que le public se compose principalement des étudiants ou des universitaires, il semble peu probable que quelqu'un critiquerait cette grandeur¹⁷⁶. Le lieu où s'organise le débat, c'est-à-dire, un établissement de l'enseignement supérieur, est certainement un facteur qui participe à renforcer la mise en valeur de l'argumentation scientifique, à point où les critiques de cette approche sont susceptibles de s'exprimer en dehors de l'événement. Un incident survenu à la suite de la conférence sur le thème de la diversité religieuse en Tunisie, organisé par le Club d'histoire et d'archéologie, en est révélateur. Un étudiant « intégriste » n'aurait pas pu accepter l'organisation d'un tel événement, et il aurait, après la conférence, publié un statut Facebook accusant les membres du comité du club de ne pas être « des bons musulmans ». Pour un des organisateurs de l'événement, il aurait pu exprimer sa critique dans le cadre de la conférence. Pourtant, cela aurait voulu dire qu'il aurait dû, soit formuler sa critique selon l'argumentation scientifique, soit risquer de se ridiculiser, si forte est la norme qui

172 Pour la biographie de Lilia Labdia, voir l'article de Business News à l'occasion de sa nomination au gouvernement d'Union national: Business News, « Biographie de Mme Lilia Labdia, ministre des Affaires de la femme, » le 8 mars 2011. http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?t=525&a=23091&temp=1&lang=, consulté le 5 septembre 2015

173 Entretien, Tunis, février 2015

174 Entretien, Tunis, février 2015

175 Rappelons-nous que la figure d'expert – opposé à l'intellectuel universaliste - s'est affirmé, notamment dans le monde occidental, au cours du XXème siècle. Cf. Frédérique Matonti et Gisèle Sapiro, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1/2009 (n° 176-177) , p. 4-7

176 D'ailleurs, un droit à la parole fondé sur les compétences n'est pourtant pas un phénomène purement universitaire, mais il se trouve également dans des autres débats publics, comme le montre l'exemple des ebimeeza ougandais. Florence Brisset-Foucault, « « Polis Academy ». Talk-shows radiophoniques, pluralisme et citoyenneté en Ouganda », *Politique africaine* 2009/1 (N° 113), p. 167-186, p. 180.

oriente l'argumentation dans la situation.

Le Psycho Club s'attache donc à l'accord sur les grandeurs en vigueur dans le monde universitaire, ce qui fait que, au fond, il ne critique pas ce monde, si ce n'est pas dans la qualité du « miroir de Hamlet » qui montre le décalage entre l'idéal et la réalité. Pourtant, cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas, en s'appuyant sur les grandeurs de ce monde, critiquer d'autres mondes. Le monde du religieux semble être l'objet des critiques. Selon un membre du comité du Club d'histoire et d'archéologie, proche du Psycho Club, les deux clubs sont soutenus par l'UGET car ils sont « progressistes », opposés aux « intégristes » présents dans certains clubs, tels que le Club de la civilisation turc et ottomane. Il explique que le recours au débat scientifique sur certains thèmes est lié à la montée du discours religieux depuis la révolution :

« maintenant, on veut passer ce message, pour le moment, pour les gens [--] qui sont très conservateurs [--] Tu [--] peux pas passer un message pour ces gens, un message direct parce que [--] ça devient une provocation. Donc on passe le message implicitement pour qu'ils puissent [--] eux-mêmes penser et réfléchir [--] parce qu'ils ne réfléchissent pas. Donc [--] l'un des buts, l'un des buts c'est de faire réfléchir ces gens pour qu'ils puissent comprendre, [--]il y a une autre histoire. Et surtout dans l'histoire islamique, depuis la fondation de l'Etat islamique, il y a beaucoup de questions [--] qu'ils ont besoin d'un autre regard, d'une autre approche, d'une autre recherche »¹⁷⁷

Face à l'islamisme, les clubs « progressistes » auraient donc recours à une « autre approche », celui de la recherche et de la réflexion sur des sujets sur lesquels il y a des désaccords. Cela rejoint la position adoptée par plusieurs psychologues tunisiens qui participent activement au débat sur les questions sociales et politiques à partir de leur position d'intellectuel. Nous pouvons citer, par exemple, Fethi Benslama, un psychanalyste tunisien, professeur à Paris VII, qui a écrit un « géopsychanalyse » sur la révolution tunisienne¹⁷⁸, et qui travaille sur le djihadisme et l'islam. Un des fondateurs du Psycho Club prépare d'ailleurs actuellement sa thèse avec Benslama. Raja Ben Slama, psychanalyste et enseignante à la faculté des lettres de Manouba, commente activement les phénomènes de société comme le port du niqab¹⁷⁹, ou les questions politiques¹⁸⁰. En 2013, Raja Ben Slama était menacée d'un procès judiciaire pour les accusations qu'elle avait prononcé contre un politicien d'Ennahda¹⁸¹. Nedra Ben Smail, psychanalyste également, s'intéresse à la psyché des

177 Entretien, Tunis, février 2015

178 Fethi Benslama, *Soudain la révolution. Géopsychanalyse d'un soulèvement*, Tunis, Cérès Editions, 2011.

179 Cf. le document de Agnès De Féo, «La Tunisie et ses femmes salafistes», 2015, disponible:

<https://www.youtube.com/watch?v=uXisMbOr44c>, consulté le 3 septembre 2015.

180 Cf. le compte facebook de Raja Ben Slama, disponible: <https://www.facebook.com/Dr.Raja.Ben.Slama>, consulté le 3 septembre 2015.

181 L'Economiste Maghrebin, le 27 février 2013, «Meeting de solidarité avec Raja Ben Slama», disponible:

<http://www.leconomistemaghrebin.com/2013/02/27/meeting-de-solidarite-avec-luniversitaire-raja-ben-slama/>, consulté le 3 septembre 2015.

femmes tunisiennes, et notamment aux questions de la virginité¹⁸². Récemment, l'Agence du psychanalyse urbaine a initié un projet intitulé « Et si on psychanalysait Tunis ? » avec le Théâtre nationale tunisien. Le projet consiste à proposer aux habitants de la ville de s'allonger sur le divan et de répondre à des questions sur Tunis, afin de détecter les « nerveuses urbaines » de la ville et de proposer des solutions thérapeutiques adéquates¹⁸³. L'initiative est d'origine française mais, parmi les universitaires tunisiens engagés dans le projet, l'on trouve par exemple Nouredine Kridis, psychologue de la communication et doyen de la faculté 9 avril entre 2011 et 2014.

Les psychologues tunisiens, et notamment les psychanalystes, s'engagent donc dans le débat sur les questions sociales et politiques à travers leurs travaux académiques, leur prise de parole dans les médias et la création de projets innovants qui étendent les frontières de la science vers les pratiques culturelles et politiques. Cette approche est aussi bien connue des étudiants en psychologie enquêtés : en parlant de la révolution, ils basculent soudainement dans l'analyse freudienne sur la signification, pour une société, d'avoir tué « le père symbolique »¹⁸⁴, ou citent l'analyse de Fethi Benslama sur la révolution tunisienne¹⁸⁵.

Le professeur qui a le plus travaillé avec le Psycho Club, notamment pendant les premières années, est sûrement le superviseur du club, Slim Kallel. Aujourd'hui chef de département, il a commencé ses études en psychologie à la faculté 9 avril. Afin de s'orienter vers la psychologie sociale, une spécialité qui n'existait pas en Tunisie à l'époque, il est parti faire un master en sociologie à Aix-en-Provence, où la spécialité se trouvait au département de sociologie. Kallel a donc du faire des lectures en sociologie, ce qu'il a trouvé « très enrichissant »¹⁸⁶. Après son master, il est retourné en Tunisie pour travailler pendant un an et demi à l'Office nationale de la famille et de la population, où il s'est familiarisé avec des thématiques telles que le planning familial, la santé sexuelle et reproductive, la prévention des maladies sexuellement transmissibles et les violences à l'égard des femmes. En 2006 il a passé le concours d'assistant de la faculté 9 avril, puis est retourné à l'établissement où il avait commencé ses études. Il a soutenu sa thèse en psychologie sociale en 2011 et est passé au statut de maître assistant. Au cours de l'année universitaire 2014/2015, il a été élu chef du département de la psychologie.

Parallèlement à ses activités professionnelles, monsieur Kallel s'est intéressé à la politique. Il dit que, à l'époque de Ben Ali, il s'intéressait aux partis politiques d'opposition de gauche mais même

182 Cf. Nedra Ben Smail, « Mon corps m'appartient, il n'est l'honneur de personne. », *Figures de la psychanalyse*, 2/2014 (n° 28), p. 157-165.

183 Al Huffington Post, le 10 juin 2015, « Tunisie: le psychanalyse urbaine à Tunis jusqu'au 19 juin », disponible: http://www.huffpostmaghreb.com/2015/06/10/psychanalyse-urbaine-tunisie_n_7550678.html, consulté le 3 septembre 2015.

184 Entretien, Tunis, février 2015

185 Entretien, Paris, décembre 2014

186 Entretien, Tunis, février 2015

acheter le journal d'un parti d'opposition légal lui faisait peur. Progressivement il s'est pourtant orienté vers les activités politiques, quoique prudemment. Vers l'année 2008, il a assisté à une conférence où un de ses collègues, psychologue et militant du parti PDP (Parti démocrate progressiste) a présenté son nouveau livre sur l'adolescence. Les deux hommes se sont présentés et ont échangé des coordonnées. Un an plus tard, monsieur Kallel a repris le contact avec son collègue qui s'est écarté du PDP, et ils ont commencé à faire des rencontres secrètes avec un petit groupe. Appelés « les apéros politiques », ces rencontres s'organisaient autour d'un thème à débattre. Chacun des hommes invitait des personnes qu'il connaissait, notamment des collègues. En 2010, le groupe ainsi construit a décidé de passer dans la lumière du jour en organisant une conférence de presse pour annoncer la création d'un mouvement. Pourtant, à la suite de cette déclaration, le groupe n'a pas continué à agir en public, mais a préféré continuer à s'organiser de manière secrète.

L'intérêt que monsieur Kallel avait pour la politique se manifestait également dans le cadre des cours de psychologie qu'il enseignait à la FSHST. Il explique sa démarche ainsi :

« je crois à une théorie qui s'appelle la théorie génétique du changement social. Elaborée par Moscovici, Serge Moscovici, [--] il y a une phrase que [--] j'arrête pas de répéter aux étudiants, c'était que [--], le système est produit et défini par ceux qui participent et qui lui font face. Donc il n'y a pas de système, c'est [--] les acteurs, en fait, contribuent à déterminer ce système, à le produire. [--] En ne faisant rien, on est, on s'inscrit dans [--] ce cours de renforcer le système, en fait. Tout ce qu'on peut dire ou faire ou ne pas faire, ne pas dire, [--] il est soit dans [--] l'orientation de renforcer ce système, soit il va essayer de le restreindre. Et il fallait absolument, on peut pas en fait être dehors de ces deux alternatifs. Même en ne faisant rien en [--] restant [--] à la maison et, ça c'est une façon aussi de renforcer le système, parce que tu laisses la possibilité au système de, eh bien, de se renforcer, de s'ancrer, [--] de prendre plus de place. Et toute action, même minime, qui est faite contre ce système, elle est là pour le limiter, pour le restreindre »¹⁸⁷

Professeur Kallel enseignait un cours de deuxième année de la psychologie et profitait de la partie du cours qui traitait de l'innovation afin de présenter cette théorie, et donc, implicitement, sa conception sur le rôle de l'individu dans un système politique. Selon lui, il a eu « un retour positif de certains étudiants qui [--] ont cru aussi [--] à ces théories, qui ont bien voulu donc s'inscrire dans une action »¹⁸⁸. Ces étudiants sont par la suite venus le voir afin de créer un projet à la faculté. Les membres fondateurs reconnaissent que le soutien de ce professeur a beaucoup facilité la création du Psycho Club. Si l'on prend en compte à quel point toute initiative étudiante dépendait des professeurs à la faculté, ce soutien peut être considéré comme primordial.

Professeur Kallel devient donc le superviseur du club. Comme nous l'avons déjà évoqué, le rôle

187 Entretien, Tunis, février 2015

188 Entretien, Tunis, février 2015

du superviseur était mal défini. Il donnait son accord aux activités prévues par le club, accompagnait les étudiants dans les sorties et encadrait les débats lors des événements. Monsieur Kallel explique qu'il veillait notamment à la « scientificité » des débats :

« surtout après la révolution, on a eu des invités qui, pour moi, n'étaient pas très clean, très... qu'ils étaient plus dans l'endoctrinement ou quelque chose d'idéologique plutôt que quelque chose de scientifique. Parce que c'est un club qui est au sein d'une faculté, donc il faut pas quand même qu'il dépasse les limites de, qu'on reste dans le cadre [--] académique, universitaire, scientifique. On peut pas faire de l'idéologie à l'intérieur d'un club, en tout cas c'est ma vision. Bon. Et donc je tenais quand même [--], à protéger cet espace-là. Il fallait qu'il soit un espace de débat, de rencontre, pour la psychologie, pour ce qui est donc psycho-social, anthropologique mais vraiment des sujets de ce type là. On pouvait parler de tout ! Mais pas avec un invité qui pouvait essayer, voilà, de faire un peu de récupération des étudiants pour [--] d'autres fins. »

Ainsi, le superviseur du club veillait à la forme de la critique exprimée. La citation ci-dessus montre qu'il considérait que le contexte universitaire imposait certaines règles au débat et qu'il revenait au superviseur d'assurer qu'il n'y ait pas d'infraction de ces règles. Cela sous-entend que pour lui, les étudiants débutant dans le monde universitaire ne seraient pas encore en mesure de distinguer entre la « récupération idéologique » et la critique qui s'exprime dans la bonne forme scientifique. Pour reprendre l'idée de Rambaud, la critique est comme n'importe quelle pratique sociale : elle peut être enseignée et apprise.

4. Le rôle des carrières militantes et des rétributions du militantisme dans le cycle de vie d'un club

Nous allons maintenant tourner le regard vers le niveau micro de notre cas. Il s'agit d'analyser les *carrières militantes*¹⁸⁹, afin de les articuler avec le cycle de vie du club, c'est-à-dire, avec son évolution temporelle. Le rejet des performances du mouvement syndical étudiant et les façons dont l'espace physique, économique et social de la faculté modèle l'action collective, traités dans les chapitres précédents, peuvent être lus comme le contexte méso de ces engagements individuels, autrement dit, comme le contexte organisationnel plus ou moins institutionnalisé.¹⁹⁰ Ensuite, les changements du contexte politique plus large, c'est à dire la révolution de 2011 pourraient être considérés comme des éléments appartenant au niveau macro qui façonne ces carrières. Ma problématique, « *Dans quelle mesure la temporalité et la spatialité des mouvements sociaux sont-elles indépendantes de celles de la révolution ?* », me mène à interroger les éléments qui ne relèvent pas de ce bouleversement majeur de société. Pourtant, la révolution constitue bien un événement majeur dans les histoires individuelles des acteurs, et il ne peut pas être ignoré dans l'analyse des carrières.

La notion de carrière permet de « mettre en œuvre une conception du militantisme comme processus. »¹⁹¹ Utilisée par Howard Becker dans les années 1960 pour étudier les fumeurs de marijuana, elle renvoie à un modèle d'analyse séquentiel du comportement, elle prend en compte « une succession de phases, de changements de comportements, et des perspectives de l'individu. » Chacune de ces phases « requiert une explication, et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence peut avoir une importance négligeable pendant une autre phase. »¹⁹² Employée dans l'étude de l'engagement, elle resitue les périodes d'engagement dans le cycle de vie de l'individu, et ainsi permet de comprendre comment les attitudes et comportements passés conditionnent les attitudes et les comportements ultérieurs, qui déterminent à leur tour le champ des possibles à venir.¹⁹³ Il s'agit d'analyser ensemble « les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie, [-] et de la rétractation ou extension des engagements. »¹⁹⁴ Cette analyse implique notamment la prise en compte des transformations des

189 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215.

190 Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. » *Sociologie du travail*, Paris, 2009, 51, 1, p. 97-125

191 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215, p. 201

192 Howard Becker, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Editions A.-M. Métailié, 1985, p. 46.

193 Olivier Fillieule, « Carrière militante », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009 (), p. 85-94, p.87

194 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215, p. 201

identités et de la pluralité des sites d'inscription des acteurs dans plusieurs sous-monde sociaux.¹⁹⁵

Nous allons maintenant faire une analyse des carrières militantes « par cohorte », en distinguant le groupe des fondateurs (2010-2013) et les comités élus (2013-2015) afin de comprendre le « cycle de vie » du club, c'est-à-dire, son succès initial et ses difficultés récentes. Avant de passer à cette analyse, rappelons brièvement quelques autres différences entre ces comités. Premièrement, le comité fondateur n'est pas élu – par contre, il se construisait au tour d'un groupe d'amis et de connaissances, avec le leadership d'un individu qui semble avoir possédé un certain charisme ou au moins une habilité sociale importante. Une fois les postes nécessaires à la création du club attribués, le comité pouvait être complété au fur et à mesure, en fonction des besoins de nouveaux postes, attribués à de nouvelles personnes choisies par les membres du comité. A partir de 2013, les membres du comité sont élus par une assemblée générale constituée des membres du club. Suite à cette élection, les membres du comité nouvellement élus votent pour distribuer les postes entre eux.

Deuxièmement, la multiplication des clubs qui s'est produite après la révolution a entraîné une concurrence entre les clubs pour les ressources et pour les publics au sein de la faculté. Au moment où le Psycho Club a été créé, il y avait deux ou trois clubs à la faculté. Aujourd'hui, il y en a une dizaine. Un membre fondateur explique qu'au départ, dans l'organisation des événements, « on était vraiment dans la course de la dernière minute et [--] c'était nickel », mais au cours du temps, avec plus de concurrence pour les salles et pour le bus de la faculté, « il fallait vraiment se professionnaliser et aller dans l'anticipation ». La prise en compte de l'évolution de l'offre associative¹⁹⁶ peut ainsi aider à comprendre des éventuels changements dans la fréquence et la qualité des événements, d'une part, et, d'autre part, dans le recrutement des militants.

195 Olivier Fillieule, « Carrière militante », in Olivier Fillieule *et al.*, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009 (), p. 85-94, p.87

196 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215, p. 213

4.1. Les fondateurs du Psycho Club : une étude des carrières militantes

Les syndicalistes du Sahel

J'ai rencontré G, un étudiant tunisien approchant sa trentaine, à Paris, lors d'un séminaire sur les révolutions arabes. Je me suis intéressée à sa trajectoire, qui semblaient être si fortement caractérisée par son militantisme. J'ai donc mené un entretien avec lui en décembre 2014, afin de fournir de la matière pour un travail écrit. C'est comme ça que j'ai entendu parler du Psycho Club Tunisie pour la première fois. Peu de temps après, j'ai décidé de réorienter le sujet de ce présent travail, qui à la base était censé traiter de l'Afrique du Sud, pour m'intéresser au club des étudiants que ces deux personnes avaient créé. Le fait que j'aie pu me présenter comme « une amie de G. » à la faculté m'a ouvert beaucoup de portes. Bien sûr, en tant que l'un des initiateurs du Psycho Club, il était surtout connu des étudiants en psychologie. Pourtant, j'ai aussi eu accès à un autre réseau grâce au nom de G. : celui des militants de gauche, c'est-à-dire, les étudiants proches du syndicat étudiant UGET. Vers la deuxième moitié de mon terrain de février, G. est retourné en Tunisie pour mener le sien. Il m'a présenté beaucoup de personnes à la faculté avant de voyager dans son village d'origine dans la région du Sahel. Il m'a proposé de le rejoindre pour que je puisse mener un entretien avec l'un de ses amis à Monastir, une ville qui se trouve près de son village. C'est comme ça que j'ai rencontré A, un ami proche de G. et un des membres fondateurs du Psycho Club.

Monastir est la ville d'origine de Habib Bourguiba, le premier président de la Tunisie après l'indépendance. Le président Zine el-Abidine Ben Ali était, lui aussi, originaire d'une autre ville du côte sahélien, Sousse, qui se trouve à une trentaine de kilomètres de Monastir. Le côte sahélien est une région aisée de la Tunisie, et l'attachement à l'héritage de Bourguiba est encore fort à Monastir. Un des principaux monuments de cette ville est le mausolée de Bourguiba, et après la révolution, une affiche énorme du visage de cet ancien président était placardée au début de l'avenue qui mène au mausolée. La famille d'A. a des liens étroits avec l'ancien régime via son père, qui a travaillé à la municipalité :

« Mon père, il a vécu l'indépendance, donc ici, la ville de Bourguiba, c'est Monastir, tous ils sont des destouriens¹⁹⁷, ils aiment beaucoup Bourguiba, ils partagent les mêmes idées de Bourguiba, oh Bourguiba, ils sont des bourguibistes. Mon père, il était bourguibiste. jusqu'à maintenant il est bourguibiste. Il dit non, les frères musulmans, [--], ils sont des mauvaises personnes, ils font de mal à la Tunisie, ils croient pas à la Tunisie, ils croient seulement à la religion et tout. Et ils sont des stupides et.. c'est ça, le langage des bourguibistes, aussi mon père, [--] il partage ça avec eux. »

197 Destourien, ahérant au parti Néo-Déstour, appelé Parti social destourien à partir de 1964 et Rassemblement constitutionnelle démocratique à partir de 1988.

Le père d'A. était donc adhérent du RCD, et partageait la haine de l'ennemi préféré du régime. Pourtant, sa mère n'était pas forcément si attachée au régime, car elle n'allait pas voter et suite à la révolution, elle a décidé de voter pour le CPR¹⁹⁸. La famille de G. n'était pas politisée : ses parents n'étaient pas engagés politiquement, et toute la famille allait toujours voter aux élections pour convaincre le régime de leur bienveillance. Tous les deux, G. et A, expliquent qu'on ne parlait pas beaucoup de politique dans leur entourage familial ou amical dans leur enfance et jeunesse. Cela constituait une source de frustration pour G, qui a été initié à la pensée critique par un professeur de lycée pendant des cours de philosophie. Ce professeur, opposant du régime, abordait des sujets "interdits", comme celui de l'Etat. Selon G, "c'était génial, le cours, j'étais toujours à la première table". Le professeur incitait même ses élèves à agir: "quand on parle avec ce prof, il a dit, « mais il faut quand même faire n'importe quoi ! Il faut faire quelque chose. »

Les deux jeunes hommes ont grandi en proche contact avec les milieux populaires, un milieu avec lequel ils gardent toujours des liens étroits. La famille d'A. habite dans un quartier populaire de Monastir, et G., malgré le fait que sa famille appartient aux couches sociales les plus favorisées dans son village, a toujours eu des amis de toutes les classes, car le village est petit et la pauvreté touche une grande partie de ses habitants. Les familles des deux jeunes hommes ont donc un niveau de vie correct, mais la précarité et le chômage, l'ambivalence de la vie aux marges du pacte de sécurité et « la course à *el khobza* »¹⁹⁹, marquent leur entourage - et cela malgré le fait qu'ils sont issus d'une région relativement développée. Il s'agit donc de populations qui vivent dans la difficulté et dans un environnement peu politisé, ou sinon politisé au sein des organismes du RCD. Les deux semblent avoir été des membres valorisés dans leurs groupes de quartier, G. se qualifiant même d'un « leader dans le quartier ». Pourtant, avec son intérêt croissant envers la politique, G. s'est trouvé plutôt seul, sans moyens de canaliser ses sentiments de frustration et son envie de « faire quelque chose » :

"je pense toujours à faire quelque chose, qu'est ce que je peux faire pour mon pays, j'ai rien, comme personne, j'ai pas d'arme, je peux même prendre un arme et tuer tous les politiciens ou Ben Ali, tu vois, je déteste ce système et Ben Ali et tout, qu'est ce que je peux faire."

Soucieux de me convaincre qu'il s'agissait de la vérité malgré le fait qu'il n'ait pas été puni mais au contraire qu'un autre ait été jugé pour ces actes, il m'a raconté que, lycéen, il a commis des actes de vandalisme dans son village : il a brûlé les drapeaux de Ben Ali qui décoraient la place de la municipalité à deux reprises. Il m'a expliqué qu'il ne pouvait pas supporter la pratique de lier le drapeau de Ben Ali au drapeau de la Tunisie, comme si les deux étaient la même chose:

198 Congrès pour la République, présidé par M. Marzouki, un opposant de Ben Ali.

199 Hamza Meddeb, « L'ambivalence de la « course à "el khobza" » » Obéir et se révolter en Tunisie, *Politique africaine*, 2011/1 N° 121, p. 35-51.

"il y a des drapeaux de la Tunisie, des drapeaux de Ben Ali partout [--], j'ai dit non, la Tunisie c'est pas Ben Ali, j'ai pris le briquet, j'ai regardé, comme c'est très dangereux, si quelqu'un me voit, je vais passer toute ma vie, ils vont me tuer [--]Et hop, je suis allé, et brûlé des drapeaux (siffle)"

Il semble que G. met en valeur la deuxième fois, car il la décrit avec plus de détails. Selon lui, la première fois il était si jeune que personne ne pouvait imaginer qu'il en soit capable, et les autorités, au lieu de trouver un coupable, ont choisi une interprétation différente : pour eux, c'était le drapeau de la Tunisie qui avait été vandalisé, pas celui de Ben Ali. G. s'est senti frustré face à cette manœuvre du régime. Mais la deuxième fois, l'année suivante, G. s'est dit que le message de son geste serait plus clair pour tout le monde.

Bien que les actes de G. témoignent d'une volonté d'agir, il faut noter qu'il s'agit d'actes qui ne s'exercent pas au grand jour, c'est-à-dire que G. évitait d'exprimer publiquement sa désapprobation. Ce n'est qu'à l'université qu'il est incité à agir en public. La première mobilisation d'A. s'est passée en quelque sorte dans le cadre du régime.²⁰⁰ Il s'agissait d'une manifestation des lycéens monastiriens le jour des obsèques de Bourguiba en avril 2000, afin de protester contre le fait qu'un jour de deuil ne leur ait pas été accordé, et qu'ils étaient donc tenus d'assister aux cours comme d'habitude. Pourtant, lors de cet événement, les lycéens ont également manifesté leur préférence pour Bourguiba plutôt que pour Ben Ali, certains chants faisant associer Ben Ali à un âne. Cette mise en opposition des deux présidents peut paraître étrange, mais il faut se souvenir du fait que l'arrivée au pouvoir de Ben Ali a marqué la dégradation des conditions de vie en milieu urbain et la marginalisation de Monastir au profit de la ville voisine de Sousse.²⁰¹ Suite à cette mobilisation des lycéens, A. a aussi été interpellé par la police pour la première fois. Il se souvient également d'une manifestation de solidarité pour la Palestine auquel il a assisté au lycée. A. avait donc commencé son apprentissage des performances d'action collective au lycée, dans un cadre qui n'était pas clairement opposé au régime.

Les deux jeunes hommes identifient leur passage à l'université comme un tournant dans leur carrière militante. Pourtant, leur parcours scolaire jusqu'à l'université n'était pas assuré. A. a interrompu ses études du lycée pendant quelques années pour travailler dans un restaurant, avant d'être encouragé par sa mère et par son patron italien à passer son baccalauréat. La psychologie était son deuxième choix après le journalisme ; il explique ces priorités par des motifs altruistes, par une volonté d'aider les gens et de diffuser la vérité. G. n'était pas un bon élève non plus : à l'école, il cherchait toujours des problèmes et il a redoublé sa classe de terminale. Pourtant, il avait une préférence claire pour les sciences humaines et sociales, ce qui l'a mené à s'inscrire en psychologie.

200 Les informations sur la manifestation ont été obtenus lors d'une conversation informelle en juillet 2015

201 Mohamed Hellal, « Les réactions des acteurs locaux à Monastir dans le contexte de l'après révolution tunisienne », *Confluences Méditerranée* 2013/2 (N° 85), p. 61-73., p. 65-67

Ainsi, après avoir grandi dans un milieu peu politisé et peu critique, G. et A. se sont trouvés à la faculté 9 avril de Tunis, qui abrite une branche syndicale très active. A. explique que :

« Quand je suis allé à Tunis, j'ai changé de la vie [--], j'ai trouvé d'autre chose. Ici à Monastir on a rien, on trouve rien, on a rien. C'est une, peut être [--] une ville, plus riche que d'autres villes, c'est pour ça. Et ici on trouve [--] que l'ancien régime, c'est une ville de Bourguiba, c'est pour ça [--], tu peux pas trouver des critiques et tout. Donc, quand j'allais à Tunis, à la faculté de sciences humaines et tout, la faculté 9 avril, je, je vois d'autres choses et... une fois une position un peu de gauche à la faculté. Donc quand j'ai [--] participé dans les événements avec l'UGET, j'ai changé d'avis, j'ai créé un avis aussi. »

C'est donc à la faculté 9 avril que ces deux jeunes hommes ont commencé à se rapprocher des militants de gauche. Ils expriment des sentiments d'excitation et d'étonnement en se souvenant des premières fois où ils ont été exposés au discours radical de l'UGET²⁰², qui résonnait sûrement avec leur vécu dans les quartiers populaires. Comme l'on peut lire dans la citation d'A. ci-dessus, pour lui, il s'agissait d'une période de politisation, car c'est en contact avec l'UGET qu'il s'est forgé un avis politique, c'est-à-dire, qu'il s'est politisé. G, de son côté, a trouvé ce qu'il cherchait en vain dans son village sahélien : un cadre et un modèle de mobilisation.

Pourtant, il ne s'est pas investi dans ce cadre tout de suite. G. explique avoir initialement observé l'UGET de distance. A la recherche d'activités culturelles et associatives, qu'il s'attendait à trouver dans la capitale, il s'est inscrit à une sortie organisé par les scouts, une organisation qu'il qualifie de « RCDiste ». Dans ce cadre, il assiste à un événement qui célèbre l'année du dialogue avec la jeunesse, proclamée par le régime pour 2008.²⁰³ G. décide de prendre la parole après plusieurs interventions (pro Ben Ali), malgré le fait que le responsable des scouts ait préalablement conseillé à son groupe de ne pas participer au débat qui suivait le discours du ministre. C'est la première fois que G. prenait la parole en public contre le régime. Il explique qu'il était bien conscient des risques liés à cela, même si le ministre lui-même avait fortement encouragé les jeunes à participer. G. s'est rassuré en se disant qu'il allait s'en sortir à l'aide de ses connaissances en psychologie. Il a décidé d'utiliser une théorie d'apprentissage pour légitimer sa critique: devant tout le monde, il a expliqué que pour apprendre la démocratie, il fallait un modèle de démocrate, et que Ben Ali ne correspondait pas à ce qu'on pourrait appeler un modèle de démocrate. A la fin de son intervention, un de ses camarades a commencé à applaudir, comme G. lui avait demandé de faire avant de prendre la parole. Ainsi, toute la salle a rejoint l'applaudissement malgré la mauvaise mine du

202 Cameau et Geisser notent qu'une grande partie des opposants du régime évoquent avec nostalgie leur expérience à l'université, où "l'étudiant, fraîchement débarqué sur le campus, recevait une formation idéologique et intellectuelle poussée, se frottait aux règles du débat contradictoire, apprenait progressivement les rudiments de l'action protestataire, bref, subissait une initiation politique." Michel Cameau et Vincent Geisser, *Le syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), «Académique», 2003, p. 318

203 Ce dialogue à sens unique face aux défis comme la transition démographique et le chômage des jeunes. A ce propos, cf. Jean Hannover, « Avoir 20 ans en Tunisie », Anna Bozzo et al., *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte « TAP / Islam et Société », 2011, p. 31-47.

ministre - "effet de mouton", comme explique G. Par la suite, il a été interpellé par la police politique à trois reprises. Pour G., c'est encore ses compétences en psychologie qui l'ont sauvé. Ces études lui ont donc donné confiance en lui et ont ainsi influencé son choix de prendre position en public contre le régime, et surtout influencé la façon dont il a construit son intervention – il s'est appuyé sur des théories psychologiques pour justifier sa critique du régime, une approche qui sera plus tard utilisée par le Psycho Club, comme nous l'avons vu dans le chapitre 3.3.

Les interpellations par la police ont probablement montré à G. son isolement, sa vulnérabilité. Nous ignorons dans quelle mesure ce vécu est important dans son choix d'investir le cadre syndical offert par l'UGET. Ce milieu est également fréquenté par A. La violence des actions et des discours de l'UGET ne les a pas découragés, ni l'un, ni l'autre, de participer, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'ils avaient une certaine prédisposition à la violence grâce aux bagarres entre jeunes dans leur milieu d'origine. Il faut aussi noter que, enfants, tous les deux ont subi des châtiments corporels sévères et réguliers. A la façon des voyous-révolutionnaires d'Amin Allal²⁰⁴, ils étaient donc habitués aux méthodes violentes dès leur jeune âge. Ils expriment même de l'enthousiasme quand ils parlent des confrontations violentes avec les forces de l'ordre : ils ne sortent pas pour manifester, mais pour se battre avec la police. Cette idéalisation de la violence va, pour eux, jusqu'à regretter le fait que la police ait abandonné l'interaction violente avec les manifestants le 14 janvier 2011 : « je voulais avoir des confrontations avec la police pour qu'on puisse [--] arracher l'Etat [--]... Mais lui, il nous a laissé. Vas-y, prenez ! »²⁰⁵

Un élément décisif de la stabilisation de l'identité de « militant de gauche » serait le fait que certains sous-mondes sociaux dans lesquels G. et A. s'inscrivaient, notamment leur entourage amical et leur milieu militant n'étaient pas en tension²⁰⁶ dans cette période de début des études. Les deux étudiants de psychologie, qui ont commencé leurs études la même année, deviennent proches, et partagent même un appartement. Les deux participent aux « AGs » de l'UGET et se créent petit à petit un réseau parmi les militants de gauche. G. est l'un des principaux organisateurs de la grève des étudiants de psychologie à la faculté 9 avril en 2009 (voir chapitre 2.2.). L'activité au sein de l'UGET a fourni aux deux hommes un réseau et des connaissances et expériences pratiques pour ensuite mener des activités avec les étudiants de psychologie.

En même temps, ils ne faisaient pas partie du « noyau dur » du syndicat – ils ne détenaient pas de carte de membre par exemple -, ce qui aurait pu les délégitimer aux yeux de leurs collègues, qui n'étaient pas touchés par le discours marxiste du syndicat. Il semble que l'identité de l'étudiant de

204 Amin Allal, "Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus des radicalisations politiques 2007-2011", *Revue française de science politique*, vol. 62, 5/2012, p. 821-841, p. 840

205 Entretien, Paris, décembre 2014

206 Cf. Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » *Post scriptum, Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215, p. 207

psychologie et du militant de l'UGET étaient en tension, comme nous l'avons montré dans le chapitre 2.2. G. raconte que ses camarades de psychologie se moquaient parfois de lui car il fréquentait « ces pauvres » de l'UGET. Il éprouvait des difficultés à s'identifier aux militants radicaux, issus souvent des régions de l'intérieur, et à l'apparence peu soignée, selon lui. Cela souligne une différenciation entre les classes sociales au sein de la faculté : bien que les étudiants de la FSHST viennent de toutes les régions et toutes les origines sociales, la mixité n'est pas forcément évidente dans la vie sociale au sein de la faculté. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2.2, l'identité collective des étudiants en psychologie les distingue des autres étudiants de la faculté. Ainsi, G. a éprouvé des difficultés à s'intégrer dans un groupe dont les membres étaient issus des autres classes sociales et des autres régions.

Finalement, G. et A. semblent avoir eu une relation ambivalente avec l'UGET, marqué par des frustrations liées aux manières de faire et au contrôle des partis d'opposition sur le syndicat, et par des tentatives manquées de changer son fonctionnement. G. semble avoir été à l'origine de l'idée de créer un club, suite au succès de l'action gréviste menée parmi les étudiants en psychologie ; A. fait partie des personnes avec qui il a commencé à développer l'idée, et les deux font partie du comité fondateur du Psycho Club Tunisie, G. occupant le poste du président et A. le poste d'organisateur. Il semble pourtant que le décalage identitaire entre « étudiant de psychologie » et « militant de l'UGET » ait été atténué par la double-appartenance de G. et A, qui sont devenus des personnages connus par tous les étudiants de psychologie, surtout après la création du club, plusieurs de mes enquêtés faisant référence au rapprochement des étudiants de psychologie avec l'UGET. Plus tard, G. et A. ont tous les deux été, l'un après l'autre, élus au conseil scientifique de la faculté de la liste de l'UGET – mais avec les votes des membres du Psycho Club. Dans le contexte post-révolutionnaire où le syndicat islamiste de l'UGTE a aussi présenté une liste concurrente pour les élections du conseil scientifique, la masse supposée des électeurs derrière ces membres fondateurs du Psycho Club a été valorisée par le bureau de l'UGET, et G. et A. ont donc été sélectionnés comme candidats. Ils ont donc pu « monnayer » leur position clubiste au sein de l'UGET, et l'UGET a bénéficié de la popularité que ces deux militants avaient parmi les étudiants de psychologie. La relation de l'UGET et du Psycho Club n'était donc pas seulement marquée par la critique et la distinction au niveau des performances. La présence de ses militants au comité du Psycho Club était aussi un atout pour l'UGET, et vice versa, les membres du comité du club pouvaient renforcer leur position au sein de l'UGET.

G. et A. participent activement aux manifestations pendant la révolution, et vivent ensemble plusieurs expériences marquantes, voir traumatisantes pendant cette période. Un exemple a lieu à l'époque des *sit-in* de Kasbah en février 2011, époque durant laquelle ils participent à une

confrontation avec la police sur l'avenue Habib Bourguiba au centre de Tunis, et G. est blessé dans l'explosion d'une bombe lacrymogène. A. va chercher de l'aide médicale pour son ami près de la place de la Kasbah, mais n'en trouve pas. Enragé, il croise des policières, et commence à leur crier des insultes. Il est arrêté et amené à la mairie, non loin de là, qui sert à la police de centre de détention temporaire. Là-bas, il est torturé par les agents de police : il reste sur ses genoux pendant des heures, les mains menottées derrière le dos, en recevant des coups de pied et de Kalachnikov sur la tête de la part des agents de police et des militaires. Ils l'interrogent sur son appartenance à l'UGET ; il nie. Finalement, un agent de police décide de le laisser partir après avoir entendu qu'il vient de Monastir, la ville de Bourguiba. A. se dirige directement à l'hôpital pour rejoindre son ami blessé, qui en entre-temps a réussi à se faire soigner. Les jeunes hommes se trouvaient dans cette situation difficile sans argent, mais, heureusement, leurs « camarades » sont venus à leur secours afin de leur fournir de quoi manger. Cette expérience de lutte et de traumatisme partagé est évoquée par les deux hommes dans leurs entretiens. Elle témoigne de leur proximité tant dans les activités militantes que dans la sphère privée, chacun pouvant compter sur la solidarité de l'autre (et des autres « camarades ») face aux risques liés aux mobilisations violentes.

Outre une consommation d'alcool importante liée à une émancipation mal gérée du contrôle familial, l'implication de G. et A. dans les activités militantes au sein de la faculté peut expliquer en partie qu'ils aient tous deux redoublé plusieurs années d'études, surtout au début de leur parcours universitaire. Etre étudiant et militant à temps plein ne va pas de soi, et les tensions matérielles de la pluralité des sites d'inscription pèsent sur les acteurs²⁰⁷. D'un autre côté, ces accidents biographiques, le fait qu'ils attribuent leurs échecs personnels aux « conditions difficiles » des étudiants, alimentent aussi leur implication dans la lutte pour les droits des étudiants.

Finalement, l'engagement dans les études finit par l'emporter sur l'engagement militant. A. explique que, à partir de la troisième année de licence, il a décidé de s'éloigner un peu des activités de l'UGET afin de pouvoir réussir ses études, de plus en plus exigeantes. G. est parti à Paris pour faire un master, ce qui l'éloigne physiquement de la vie de la faculté 9 avril. Ils ont tous les deux quitté le comité du Psycho Club en 2013, après deux ans d'activité dans ce cadre, afin de laisser la place aux nouvelles générations d'étudiants, qu'ils considèrent plus légitimes pour continuer le travail. Pourtant, ils restent attachés au club, et s'inquiètent de son avenir, notamment car le taux d'activité du club a baissé de façon significative. G. essaie encore de « parrainer » les nouveaux comités du club, en faisant des réunions de crise avec eux dès qu'il rentre en Tunisie pendant ses vacances. Les deux amis discutent de la situation entre eux, mais A. a décidé de garder ses distances : il explique qu'il ne se sent pas légitime à intervenir. Pour lui, il s'agit des principes

207 Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215, p.207

démocratiques, et la seule solution à la crise du club est l'élection d'un nouveau comité. En même temps, il est revenu dans sa ville d'origine depuis un an, pour s'occuper de son père, qui est gravement malade, et il devrait recevoir son diplôme bientôt. Il s'agit donc d'un changement institutionnalisé²⁰⁸ dans sa vie, son statut passant de celui d'un étudiant à celui d'un diplômé. Ses activités associatives l'ont pourtant aidé à commencer son intégration dans le marché de travail, car pendant ses dernières années d'études, il a commencé à travailler en tant que psychologue à temps partiel dans des associations contre une rémunération modeste. G. est déjà occupé par un nouveau projet, une association intitulée « Psychologues solidaires », qu'il a fondée avec un autre membre fondateur de Psycho Club, T.

Les filles de la Marsa

J'ai rencontré T. à Paris suite à mon entretien avec G. Comme G. et A., T. approche de la trentaine. Au moment de l'entretien, elle faisait ses études à Paris en psychologie, et espérait avoir un contrat doctoral pour l'année suivante. Elle est originaire de la Marsa, une ville riche de la banlieue de Tunis. Elle explique que la particularité de cet endroit est qu'il est peuplé de « vrais tunisois », c'est-à-dire, les « originaires, les vrais Tunisiens » par opposition aux provinciaux. Elle m'explique qu'elle est issue d'une classe plus élevée que son ami G. Son père est propriétaire d'ateliers et de boutiques de chaussures. Sa mère est femme au foyer.

Pendant mon terrain de février, T., en vacances en Tunisie, m'a proposé de la rejoindre dans un café à la Marsa. Elle m'attendait avec son groupe d'amies (des camarades de l'université et des cousines). Après avoir passé deux semaines à Tunis, l'ambiance « occidentale » du café m'a frappée : on pouvait trouver à la carte des *smoothies*, des *cheese cakes*, du café italien, et à des prix trois fois supérieurs aux cafés mixtes du centre-ville. Ces espaces de détente et de mixité sociale où le contrôle social est relâché et la présence des femmes est habituelle et acceptée sont fréquentés surtout par les jeunes adultes à fort pouvoir d'achat.²⁰⁹ Les jeunes femmes du groupe – dont une était fiancée au « petit-fils de Bourguiba » - fumaient des cigarettes et parlaient toutes couramment français ; plusieurs vivaient en France ou prévoyaient de faire des études là-bas. C'est comme ça que j'ai été présentée à R., une jeune femme de 26 ans et l'un des membres fondateurs du Psycho Club. J'ai été invitée à déjeuner avec le même groupe marsois quelques jours plus tard, et nous avons décidé de mener un entretien avec R. après le déjeuner.

208 Un changement institutionnalisé est un changement d'identité ocoyé par une institution. Il est prévisible, et s'accomplit par une épreuve que la personne doit réussir. Anselm Strauss, *Miroirs et masques. Une interaction à l'interactionnisme*, Paris, Editions Métailié, 1992, p. 101

209 Pierre-Arnaud Barthel, « Urbanités complexes : la fabrique des lieux « publics » aux Berges du Lac de Tunis », *Espaces et sociétés* 2006/4 (no 127), p. 129-144.

Le déjeuner s'est déroulé chez la cousine de T. dans une maison luxueuse aux meubles anciens. Au menu : de la salade, des « barquettes » au poulet, des pâtes à la bolognaise et de la mousse au chocolat. Les sujets abordés: les régimes minceur, les liposuccions - deux jeunes femmes du groupe ont déjà subi cette opération de chirurgie esthétique -, la mode et les difficultés de la vie parisienne. R. nous a rejoint plus tard – elle ne faisait pas partie du même groupe d'amies mais elle habitait dans le même quartier, et le lieu de rendez-vous lui convenait. Elle était un peu pressée, car elle travaille comme un chef de projet pour un ONG française, et avait du travail à finir, même si c'était le week-end. Il s'agissait d'un projet pour l'insertion économique et sociale des personnes en situation de handicap dans trois régions de la Tunisie, m'a-t-elle expliqué.

T. et R. partagent les mêmes origines sociales : le père de R. est décédé, il a étudié le tourisme en Allemagne et possédait « son restaurant, une cafétéria, une pâtisserie ». La mère de T., elle aussi, a vécu en Europe : avant de se marier, elle a passé plusieurs années en Angleterre, en France et en Italie. Ce qui différencie le milieu familial des deux femmes est le niveau d'études de leurs parents, les deux parents de R. ayant fait des études supérieures, alors que les parents de T. ont un niveau d'études plus bas. Pourtant, T. explique que son père est amateur de livres, et « on dirait que c'est quelqu'un qui a un bac plus dix ». Le père de T. parlait politique à la maison, car il était engagé dans l'opposition yousséfiste²¹⁰ dans sa jeunesse. T. a donc été initiée à la politique dès son jeune âge par son milieu familial. Quant à R. par contre, il semble qu'elle vienne d'un milieu peu politisé.

R. présente un parcours de bonne élève. Après le baccalauréat, elle s'inscrit en psychologie à la faculté 9 avril, son premier choix. Elle précise que, avec sa moyenne, elle aurait pu choisir autre chose de « plus coté », mais il n'y avait que la psychologie qui l'intéressait. Elle finit ses études, une maîtrise en 4 ans, sans redoubler. A ce moment là, le système Licence-Master-Doctorat vient d'être introduit à la faculté, et elle décide d'entamer un master. Elle finit sa première année de master major de sa promotion – pourtant, après cela, elle ne valide pas son mémoire de stage. Elle est recrutée par l'ONG française pour laquelle elle travaille aujourd'hui :

«j'ai fini le stage, j'ai commencé à travailler, à partir de ce moment là... je pensais pouvoir gérer les deux, mais c'était pas possible, parce que mon travail nécessite beaucoup de déplacements, beaucoup de présence sur terrain, et moi, je pensais m'engager sur un job à mi-temps, mais finalement, il s'avérait que c'était à temps plein donc voilà, il fallait y faire un sacrifice. »

Ce choix d'abandonner les études afin de travailler se comprend lorsque l'on se souvient de la situation difficile des diplômés-chômeurs. Il faut noter qu'il s'agit d'une reconversion de l'action militante en travail rémunéré. Car pour R, ce n'est pas l'entrée en contact avec la vie universitaire et

210 Salah Ben Youssef, un opposant interne de Bourguiba au sein du parti Néo-Destour dans les années 1950, contraint à l'exil et assassiné.

le syndicat étudiant qui marquent le début de son parcours militant. En fait, c'est avec son frère qu'elle s'est lancée dans le militantisme, et a tenté de fonder une association. Cependant, le fait qu'ils n'étaient pas adhérents du parti RCD les a empêchés de mener à terme les démarches nécessaires pour obtenir le statut d'association. Ils ont donc agi « clandestinement », à partir de 2007, en s'appuyant sur leur réseau personnel pour trouver des ressources et recruter des bénévoles. Les actions menées par ce collectif étaient assez diverses, du nettoyage des espaces publics jusqu'à l'aide sociale. Le cœur des activités semble pourtant être le soutien moral et financier aux enfants défavorisés, avec des animations, des fêtes et des distributions de fournitures scolaires. A la suite de la révolution, ils ont obtenu le statut d'association en 2011. Aujourd'hui, R. est toujours en charge des ressources humaines de l'association, mais elle se dit débordée par son travail salarié, au point qu'elle a perdu le goût de l'engagement bénévole dans l'association. Elle n'a pas non plus le temps de se préoccuper des difficultés récentes du Psycho Club.

Pendant les premières années du Psycho Club, cette jeune femme a donc pu apporter ses compétences au club en tant que « coordinatrice », grâce à ses expériences antérieures, et aux formations dont elle bénéficiait au sein de l'autre association. Elle se trouvait dans le rôle de pacificateur et modérateur des conflits entre les différents membres du comité. Elle décrit sa façon de contribuer au travail du club :

« pour moi, le rôle le plus important que j'avais c'était de permettre à ce groupe là, où, il y avait plein d'énergie et plein d'idées entre nous, étudiants, [--] on manquait beaucoup d'expérience, donc de réguler on va dire [--] entre nous tous, parce que voilà, ça pouvait nous arriver d'être surmenés, on avait des examens à préparer... moi, aussi, dans l'association on bénéficiait des formations et cetera »

A propos de l'UGET, R. explique par contre que :

« j'étais pas très impliqué avec eux, parce que, autant je partage beaucoup d'idées avec eux, autant je ne partage pas forcément toute leur stratégie de faire ».

Il s'agit donc d'un rejet des performances de l'UGET, traité dans le chapitre 2. La grève des étudiants de psychologie ne l'a pas particulièrement touchée non plus, car, selon elle, il s'agissait notamment d'une mobilisation des étudiants en licence, alors qu'elle se trouvait déjà au niveau master. Pourtant, elle avoue qu'elle n'était pas indifférente à la grève, et qu'elle portait elle-même un brassard rouge autour de son bras afin de montrer sa solidarité vis-à-vis les grévistes. Pour T. par contre, la grève représente la première fois qu'elle s'est trouvée au cœur de l'action militante. Au lycée, elle avait participé à sa première manifestation sans l'autorisation de son père, qui était « conservateur » dans l'éducation de ses enfants, et très protecteur de T. La surveillance du père continuait encore à l'université et, au plus grand regret de T, son père l'a empêchée de participer aux manifestations du janvier 2011 avec ses camarades. Ainsi, T. a dû se contenter de suivre les

événements sur Facebook et à la télévision, ce qu'elle a trouvé très injuste.

Pourtant, cette surveillance n'a pas empêché son engagement militant « à petit échelle » au sein de la faculté. Au début de ses études, T. observait de loin les activités de l'UGET. Elle ne se sentait pas représentée par le syndicat en tant qu'étudiante, et déclare que l'UGET « *s'en fout des étudiants, normalement elle est union pour les étudiants et tout. Mais elle défend pas ça, tous les jours on parle la politique dans l'UGET.* »

Pourtant, elle avait noué des amitiés avec ses camarades de classe qui fréquentaient l'UGET. En parallèle, elle a travaillé comme organisatrice des événements dans son unité de recherche. Dans cette fonction, elle a observé de près les mauvaises pratiques et la corruption qui régnaient dans l'unité de recherche et dans le département: de l'argent qui, selon elle, servait aux voyages privés des professeurs, des cas de notation douteux *et cetera*. Ces injustices semblent avoir eu une influence importante sur sa politisation et son engagement dans l'organisation de la grève en 2009 avec ses camarades de promotion G. et A. Une année plus tard, cette coopération a trouvé une forme plus pérenne dans le comité du Psycho Club : T. a occupé la poste de vice-présidente dans le comité fondateur.

Aujourd'hui, T. habite dans le nord de Paris. Pour elle aussi, ses études à l'étranger marquent une rupture avec la vie de la faculté 9 avril et les affaires du Psycho Club. Il s'agit aussi du début de la vie indépendante, car malgré son âge, elle habitait toujours dans la maison familiale et était sous l'autorité de son père avant de partir en France (en fait, elle explique qu'elle a dû « manipuler » son père pour qu'elle soit autorisée à quitter son pays). Avec G. et deux autres psychologues tunisiens, elle a créé une nouvelle association, « Psychologues solidaires », qui vise à apporter un soutien psychologique aux populations les plus démunies. Selon un texte publié sur la page Facebook de l'association²¹¹,

« l'association a été créée en août 2013 (parution dans le JORT en septembre 2013), dans la continuité du projet (Psycho Club Tunisie) qui a vu le jour en 2010 à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis. Ceci dans une perspective globale, qui cherche à améliorer la condition des psychologues en Tunisie et à faire évoluer et mettre à jour les instruments de travail à la lumière des grands changements sociaux que connaît le pays. »

Ainsi, la nouvelle association de T. et G. revendique l'héritage du Psycho Club, et, comme le club, cherche à adresser des questions sociales et politiques, même si les moyens ne sont pas les mêmes, le Psycho Club s'adressant principalement aux étudiants de la discipline par des formes

211 La page Facebook des Psychologues solidaires, le 30 juin 2015, <https://www.facebook.com/pages/%D9%86%D9%81%D8%B3%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%88%D9%86-%D9%85%D8%AA%D8%B6%D8%A7%D9%85%D9%86%D9%88%D9%86-Psychologues-Solidaires/979322372098185?fref=ts>

empruntées à la communauté scientifique, Psychologues solidaires visant les « patients » en leur proposant un soutien professionnel. Ainsi, l'association marque un pas vers le monde professionnel ainsi qu'un retour partiel en Tunisie pour T. et G, même si tous les deux envisagent en parallèle des projets de thèse en France.

La page Facebook de l'association a été partagée sur la page Facebook du Psycho Club, les membres du Psycho Club constituant ainsi une base de recrutement des supporters pour la nouvelle association. Il faut noter que, au delà de la continuité que l'association représente par rapport au Psycho Club, elle s'articule aussi avec la spécialisation de T. et G, qui ont tous les deux travaillé sur les familles des disparus en mer dans le cadre de leurs mémoires. En fait, pour le moment, Psychologues solidaires travaille justement avec ces populations là.²¹²

L'intérêt de ce chapitre a été d'explorer les carrières militantes des membres fondateurs du Psycho Club, afin de montrer d'une part l'hétérogénéité de leurs parcours, G. et A. étant issus d'un milieu plutôt populaire et ayant suivi un parcours de militantisme radical au sein du syndicat de gauche, T. et R. provenant d'un milieu plus aisé et manifestant une certaine hésitation par rapport aux actions violentes de l'opposition au sein de l'université. Le passage par la violence marque la différence entre les femmes et les hommes dont nous avons analysé la carrière militante. Cela peut s'expliquer par la surveillance pratiquée par les familles, car T. et R. habitaient encore à la maison et avaient plus de mal à sortir librement, notamment pendant la révolution. Il s'agit également des questions de classe, car les deux femmes proviennent des milieux plus aisés, dans lesquels « les bagarres » du quartier ne sont pas habituelles. Enfin, on peut penser aux effets du genre, car il faut savoir que la mixité homme-femme n'est pas toujours la règle en Tunisie (par exemple, il y a une distinction entre les cafés mixtes et les cafés presque exclusivement masculins), et l'apprentissage des pratiques sociales se passe ainsi dans des milieux différents pour les hommes et les femmes. Ceci serait une piste de recherche intéressante, si l'on voudrait analyser d'avantage la dimension genrée du militantisme. Pourtant, il faut noter qu'au sein de l'UGET, l'on trouve également des femmes militantes.

D'autre part, il s'agit de souligner les compétences, le savoir-faire et les ressources (y compris les liens sociaux et les influences idéologiques) que les membres fondateurs avaient acquis au cours de leurs parcours précédent ou en parallèle avec le Psycho Club, autant que l'influence du Psycho Club sur leurs carrières. Un des membres fondateurs venait d'une famille qui avait des liens avec l'opposition. Les autres non, mais ils avaient milité au sein des syndicats ou associations avant de la

212 Conversations informelles, Paris et Tunis, janvier-août 2015

création du club. Afin de détecter les éventuelles changements dans le type de militants qui se sont engagés au sein du comité du club au cours du temps, nous allons effectuer le même type d'analyse sur deux membres des comités qui ont suivi le comité fondateur à partir de 2013.

4.2. Le rôle des expériences militantes et des rétributions du militantisme dans la crise du club

Depuis à peu près deux ans, mes interlocuteurs constatent ce que l'on pourrait appeler la crise de Psycho Club. Le club qui avait pendant ces premières années fait autant parler de lui et emporté le prix du meilleur club de la faculté trois fois de suite, ne fonctionne guère actuellement. Le nombre des événements a baissé, autant que la participation à ces événements. Le comité du club souffre du désengagement des membres du comité : en 2013-2014, la présidente a été poussée à renoncer à son poste, et en 2014-2015 un membre du comité a démissionné officiellement, et la majorité des autres membres du comité ne participe plus à son fonctionnement. Même le professeur qui a été désigné superviseur du club exprime depuis deux ans sa volonté d'être libéré de ses responsabilités et ne s'engage plus activement dans l'encadrement du club, malgré le fait que, officiellement, il en est toujours le superviseur.

J'ai mené des entretiens avec deux membres de ces comités qui ont suivi le comité fondateur. L'un a occupé des fonctions dans le comité de 2013-2014 et dans celui de 2014-2015 ; l'autre a été membre du comité 2014-2015 pendant quelques mois avant de démissionner. Les deux semblent avoir vécu des expériences amères et douloureuses. Deux facteurs ressortent de leurs témoignages : un manque de professionnalisme d'une part, et, d'autre part, les intérêts personnels qui mènent à des mauvaises pratiques et aux conflits au sein du comité. Les membres fondateurs, quant à eux, expriment leur souci pour leur « enfant ». L'intérêt de ce chapitre est de comprendre ce changement dans la courte histoire du club à partir de l'analyse des carrières des deux membres des comités récents.

L'étudiante issue des classes moyennes

I. est une étudiante de psychologie à la faculté 9 avril. Au moment de l'interview, elle avait 23 ans et elle était en train de refaire sa troisième année de licence. Pendant mon séjour sur le terrain, sa famille m'a accueilli dans leur maison dans le Bardo, un quartier des classes moyennes, et malheureusement un cible d'un attentat terroriste tragique quelques semaines après mon départ. Sa famille est une famille typique du quartier : les deux parents ont fait des études d'économie ; son père est comptable dans une entreprise et sa mère dans un centre de formation. I. qualifie ses parents, qui font la prière régulièrement, de « très religieux ». Sa mère porte le voile depuis son pèlerinage à la Mecque il y a deux ans. Pourtant, leur pratique religieuse ne s'est jamais traduite en quelconque engagement politique. I. explique qu'on ne parlait jamais de politique dans sa famille avant la révolution. Adolescente, I. a essayé d'aborder le sujet à la maison, en vain : la réponse de

son père était « attention [--], n'ose pas parler de ça dans la rue, faites attention, il y a des gens qui entendent, même les murs entendent ».

I. avait droit à la même réponse au collège, où le professeur des droits de l'homme²¹³ faisait le geste des mains menottés si un étudiant posait des questions critiques. Cependant, I. avoue qu'elle ne se posait pas beaucoup de questions non plus. Elle explique que « j'étais pas au courant de tout ce qui se passe, [--] tout l'injustice qui se passe dans cet pays. [--] parce que je vis dans un environ[nement] un peu [--] aisé. » Jusqu'à l'université, elle fréquentait des écoles où la mixité sociale n'existait pas, ce qu'elle reconnaît désormais avec un certain mépris en se souvenant de la pression sociale de se conformer par exemple aux normes vestimentaires particulières.

La jeune étudiante se souvient d'un incident qui l'a « réveillée ». A douze ans, elle a fait un voyage en bus avec sa mère quelque part à l'extérieur de Tunis. Le bus s'est arrêté dans un coin de la rue et a été encerclé par une foule de vendeurs et de mendiants plutôt agressifs, qui ont commencé à bousculer le bus. Ensuite,

« il y a un homme, [--] qui s'est orienté vers ma mère, et il lui a dit, prends ma fille. Adopte, oui adopte ma fille, [--] sans papiers sans rien. Alors moi, j'ai commencé de crier là. Oui, c'est un, oui, j'ai commencé à crier, crier, crier. C'était là que je me suis réveillé du fake dream of, la Tunisie est verte »

Cette expérience de l'injustice sociale s'articulait avec le malaise qu'elle éprouvait plus tard dans son parcours scolaire face à ce qu'elle dit « superficiel ». Selon I, c'est sa cousine qui l'a mené à embrasser des loisirs plus intellectuels et réflexifs, en lui conseillant des lectures et en discutant de sujets plus profonds. C'est également cette cousine, étudiante à la faculté 9 avril, qui a orienté I. à choisir la FSHST, suite à l'échec d'intégrer une faculté de médecine.

En automne 2010, I. s'est inscrite à la faculté 9 avril. Elle se souvient d'avoir été étonnée par la mixité sociale qui régnait à la faculté. Elle raconte, avec enthousiasme, avoir rencontré des gens « pauvres et beaux » dans le cadre de ses études :

« j'ai vu le le monde réel, tu vois ? J'ai, t'as pu voir tout le monde dans l'université, [--] t'as pu voir le riche avec son voiture, t'as pu voir le pauvre qui a [--] que vingt dinars dans sa poche, qui doit la dépenser dans une semaine, pour une semaine »

Peu de temps après la révolution, I. s'est engagée dans une association de charité dont sa mère lui avait parlé. Elle a participé en tant que militante de base à l'organisation des événements pendant un an et demi. Elle explique qu'au sein de cette association, il y avait une scission entre les jeunes de gauche et les « vieux » religieux, ce qui l'a finalement frustrée. En parallèle, elle est devenue ami

213 Matière créé par le président Ben Ali.

avec G. à la faculté. Au départ, elle ne s'intéressait pas tellement au Psycho Club. Pourtant, au cours du temps les invitations personnelles aux événements par des membres du bureau et la qualité des événements l'ont convaincu de l'utilité du club. Avec une amie, elle a annoncé sa candidature aux élections du bureau du club afin de réaliser des projets de sensibilisation au tri sélectif auprès des étudiants. Elles étaient toutes les deux élues, I. en tant que vice-présidente et son amie en tant que présidente. Elles ont formé une équipe de travail à deux ; elles assuraient la grande majorité du fonctionnement du club, sans qu'une vraie délégation des tâches ait lieu.

Finalement, cette amitié s'est terminée suite à une crise au sein de la comité du club : la présidente a été accusée d'une infraction du règlement interne du club et a été poussée à quitter son poste. I. a refusé de prendre le relais même si, selon le règlement du club, c'était au vice-président d'assumer les responsabilités du président. Elle a quand même continué dans le comité et même dans le comité suivant (poste d'organisatrice). Pourtant, elle avoue qu'elle n'essayait plus de se charger de tout, car elle s'est rendu compte que ce n'était plus possible. De plus, elle était en pleine rédaction de son mémoire et de son rapport de stage. Sur son agenda pour le comité suivant : effacer le poste de président et celui de vice-président, qui, selon elle, ne servent à rien et sont la cause de beaucoup de problèmes, car ces postes attirent des gens pour les mauvaises raisons ; « ils sont là juste pour avoir les applaudissements ».

Dans le cadre de son engagement au Psycho Club, I. a eu l'occasion de voyager à Toulouse et à Paris. A Toulouse, elle a représenté le club dans un forum des associations, et l'association les Petits Débrouillards a invité des membres du comité à Paris dans le cadre de coopération avec le club. Désormais, I. rêve de continuer ses études en France. Pourtant, il y a des obstacles : ses parents, qu'elle qualifie de trop protecteurs et le financement des études en France. Sur le plan professionnel, elle s'intéresse à la réinsertion des petits criminels à la société et à l'amélioration du système éducatif tunisien, des thèmes sur lesquels elle a eu l'occasion de travailler dans le cadre du club.

L'homme sans passé

K. est un étudiant de psychologie en master 1. Il vient d'une famille éduquée qui habite dans le centre-ville de Tunis, à deux pas du ministère de l'intérieur. Sa mère, d'origine égyptienne, est enseignante de sport à la retraite et son père, décédé, était écrivain et enseignant. Il avait étudié en Egypte. Le jeune homme de 25 ans dit que ses parents n'avaient aucun engagement politique et qu'à la maison, ils évitaient de parler de politique, car « tout le monde avait peur, même des discussions banales, ça peut mal finir ». Cependant, il profitait d'une certaine ambiance intellectuelle et culturelle à la maison, car son père possédait une belle collection de livres.

Il finit par étudier la psychologie par « pur hasard ». Initialement, il avait prévu des études dans une école de tourisme suite à son baccalauréat littéraire. Cependant, il rate le concours (il était en retard), et s'inscrit en philosophie à la faculté 9 avril. Ce choix ne lui tenait pas à cœur : après avoir assisté aux premières séances, il finit par s'absenter et faire une année blanche par manque de motivation. L'année suivante, il s'inscrit en psychologie suite à un concours de réorientation.

Concernant les activités associatives avant le Psycho Club, K. affirme n'avoir « jamais de la vie » participé. La révolution représente encore un événement manqué : il était en France « dans le cadre d'un voyage culturel » à partir du 17 décembre 2010, avec un retour prévu le 14 janvier 2011. Pourtant, le jeune homme ne se souvient absolument pas de l'organisme qui a organisé le voyage, ni des activités dans la destination, ni de l'objectif précis de ce voyage. Tout ce qu'il sait est que « c'était des amis qui m'ont proposé, et je me disais, pourquoi pas. » Après avoir insisté sur cette question, j'ai dû y renoncer : il était clair que K. ne voulait pas me répondre. Plus tard, j'ai entendu dire que son père avait été proche de l'ancien régime.

K. est entré en contact avec le Psycho Club quand il est arrivé à la faculté 9 avril, et le Psycho Club était en train d'accueillir les étudiants dans la cour à l'occasion de la rentrée. Il explique qu'il est devenu amis avec G. et T, et a commencé à assister aux événements du club après la révolution, c'est-à-dire, le semestre du printemps de sa première année. Pour lui, l'intérêt du club reposait surtout dans le cadre social qu'il proposait, avec le dialogue entre les étudiants et les professeurs et la possibilité de communiquer avec des étudiants de psychologie de différents niveaux. De plus, il cite la possibilité des membres de réaliser leurs propres idées de projets dans le cadre du club comme la « formule magique » du club. Il était candidat au premier comité qui suivait le comité fondateur en printemps 2013 ; pourtant, il n'a pas été élu. L'année suivante, il a renouvelé sa candidature, et cette fois-ci il a réussi. Cependant, il n'était pas satisfait, car il aspirait au poste de président, qui a été attribué à un autre dans la réunion du nouveau comité après l'élection des membres du comité par l'assemblée générale. K. par contre est devenu le coordinateur du comité.

Cet échec semble avoir été amer. Pour K, « il suffit juste de connaître tout le monde pour réussir dans les élections ». Il explique qu'il ne se sentait pas apte à gérer les responsabilités d'un coordinateur, c'est-à-dire, jouer le rôle d'un « modérateur entre le BE [bureau exécutif] et pendant les activités du club », comme on peut le lire dans le statut du club²¹⁴. De plus, les conflits entre les membres du comité l'épuisaient, et il se sentait bouc émissaire dans le groupe. Il attribue les conflits au fait que les membres du comité avaient tendance à servir leurs propres intérêts au lieu de promouvoir le bien du club, et le groupe manquait de cohésion, de coordination et d'initiative. Il est vrai les statuts du club placent son poste de coordinateur au cœur des conflits, car le coordinateur

214 Statut de Psycho Club Tunisie.

fait la médiation entre les membres du comité. Là où R, la coordinatrice du comité fondateur, s'épanouissait dans ce poste, K. s'est trouvé surmené, et s'est retiré du comité au bout de quelques mois d'activité. En même temps, R. et K. ont des parcours très différents, R. étant la major de la promotion déterminée et engagée dans plusieurs initiatives associatives, K. hésitant sur son orientation et ne possédant aucune expérience antérieure.

K. raconte également qu'il ne s'intéresse pas à la politique ; pour lui, la politique représente des conflits. Il n'a pas voté dans les élections du conseil scientifique, et quant à l'UGET, il considère que « c'est des gens qui parlent de la politique, il y a rien là dedans d'amusant [--], il y a rien [--] là dedans de sympathique. » Pourtant, il me confie d'avoir voté pour Béji Caid Essebsi de Nidaa Tounes lors de l'élection présidentielle, mais explique qu'il préfère de ne pas partager ses avis politiques en public. Il justifie sa discrétion politique par les exigences du statut du psychologue, qui est censé rester neutre face à son patient. Pour lui, le Psycho Club n'est pas en soi politique : il s'agit d'une sorte d'esprit du temps qui a emporté les étudiants dans la période après la révolution.

Ce jeune homme prévoit de continuer ses études après son master, soit faire une formation de psychothérapie, soit faire un doctorat, afin d'« améliorer » son diplôme. On sent donc son souci d'employabilité, et K, qui explique vouloir s'installer en Tunisie, semble envisager les compléments de formation dans ce but. En quelque sorte, le Psycho Club s'articule avec ce souci, car, selon K,

« la formation ne nous couvre pas dans tous les aspects, [--] tous les paradigmes théoriques, donc c'est limité dans le temps, ce qui est normal. Donc [--] il fallait faire de l'effort supplémentaire pour remplir ces lacunes dans la formation »

L'analyse des carrières militantes de six membres du comité du Psycho Club montre un certain changement du profil des militants entre le comité fondateur et les comités suivants. Dans le comité fondateur, nous avons, d'un côté, les deux « syndicalistes » qui disposaient des outils idéologiques et pratiques (prise de parole, action collective, réseau), et d'autre côté, une personne qui avait travaillé au sein d'une association clandestine depuis deux ans au moment de la création du club et, après la révolution, travaillait en parallèle dans un cadre associatif légal bénéficiant des formations. Les entretiens avec les membres des comités plus récents montrent, au contraire, une absence de politisation et un faible niveau d'expériences antérieures (seul I. avait travaillé dans l'associatif, et ce au niveau de militant de base). Pourtant, il est possible que d'autres membres des comités 2013-2014 ou 2014-2015 aient une carrière militante extensive. Afin d'établir l'hypothèse du changement du profil des militants au sein du comité, j'ai remis un questionnaire²¹⁵ à tous ceux qui, entre 2010 et

215 Cf. annexe 3

2015, ont été membres du comité du club.

J'ai obtenu 16 réponses sur un groupe de 26. Une véritable analyse statistique de ces données ne nous apporterait rien, car même un petit nombre de militants expérimentés peut changer le fonctionnement du groupe en diffusant leur savoir-faire. Par conséquent, je vais me contenter de commenter quelques éléments qui ressortent de ces données. En effet, ce questionnaire ne m'a pas aidée à établir l'existence d'une différence marquée entre les membres du comité fondateur et les membres des comités plus récents. Il y avait des syndicalistes et des militants associatifs dans les deux catégories (2010-2013/2013-2015). De même, dans les deux groupes, tous avaient déjà voté soit à l'élection du conseil scientifique, soit aux élections nationales. Il faut pourtant prendre en compte le changement du contexte politique depuis la révolution. Prendre la carte membre de l'UGET n'est pas risqué aujourd'hui de la même manière qu'avant 2011. En même temps, les syndicalistes dont nous avons étudié les carrières au-dessus, n'adhéraient pas officiellement au syndicat avant la révolution, malgré le fait qu'ils militaient dans ce cadre. Pour pouvoir comparer les deux groupes, il faudrait construire un questionnaire beaucoup plus détaillé, afin de prendre en compte la période et le type exact des engagements : distinguer l'avant et l'après révolution, le type de fonction occupée (militant de base/ membre du bureau), l'intensité de l'activité militante (simple participation aux événements de temps en temps ou engagement dans toute l'organisation des activités), et le type d'adhésion (adhésion formelle ou non). Par exemple, les membres des comités plus récents ont pour la plupart commencé leurs études plus tard que les membres du comité fondateur, et ils se sont politisés et mobilisés dans des conditions politiques différentes de celles des membres des comités fondateurs.

Finalement, nous n'avons pas pu confirmer que la crise du Psycho Club soit le résultat du changement des qualités des militants. L'analyse des carrières militantes met pourtant en valeur un autre facteur qui peut nous aider à comprendre les changements dans le fonctionnement du club, celui des rétributions du militantisme.

Les rétributions du militantisme et le cycle du vie d'un club

Nous allons maintenant tourner le regard vers les rétributions que les militants du Psycho Club pouvaient tirer de leur activité dans le cadre du club. Dans son analyse classique sur les rétributions du militantisme dans les partis politiques²¹⁶, Daniel Gaxie avance que les mobiles idéologiques n'épuisent pas l'explication de l'adhésion, du maintien de l'engagement et désengagement dans le militantisme politique. Selon lui, les partis de masse offrent diverses rétributions aux militants de

216 Daniel Gaxie, "Économie des partis et rétributions du militantisme." *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, 1977. pp. 123-154.

tous les niveaux en contrepartie de leur effort pour le parti. Ceux-ci incluent notamment les opportunités d'emploi au sein du parti ou dans des organisations qui y sont reliées ; l'attribution de la notabilité, de l'attention et de la considération de la part de ses concitoyens ; l'accumulation du capital social et culturel ; et l'intégration sociale.²¹⁷ Le militantisme peut ouvrir des voies de l'ascension sociale et de promotion culturelle,²¹⁸ c'est-à-dire que la carrière militante interagit avec la carrière professionnelle et scolaire, et ses rétributions peuvent donc se capitaliser dans ces autres domaines de la vie.

On peut dresser une liste des rétributions que les membres du comité ont pu tirer de leur militantisme au sein du Psycho Club. Dans notre analyse des carrières militantes, nous y avons déjà fait référence : pour les membres fondateurs qui militaient au sein de l'UGET, la visibilité de leurs personnalités et la base de votes que constituait le nouveau club ont permis d'être sélectionnés sur liste électorale du syndicat et ainsi d'être élus pour le conseil scientifique, malgré leur position périphérique dans l'organisation. Le club semble aussi avoir été une étape marquante dans la carrière militante de plusieurs membres fondateurs, qui ont éventuellement pu convertir leurs expériences en activité salariée²¹⁹ ou en de nouveaux projets militants. Les résultats de l'action collective elle-même peut aussi constituer une gratification : les événements qui complètent la formation, un meilleur dialogue étudiant-enseignant, un loisir satisfaisant *et cetera*. En parallèle, les amitiés se renforcent et les relations amoureuses se développent.

Nous allons désormais nous intéresser à deux types de rétributions en particulier, qui semblent s'être développées au fur et à mesure que le club a gagné de la renommée : le prestige du statut d'un membre du comité au sein de la faculté, et l'accès à la sphère internationale. Ces rétributions ont pu être anticipées par les membres fondateurs, mais elles se sont concrétisées plus tard. Mon argument est que l'anticipation de ces rétributions a pu constituer un motif de ralliement au comité du club et attirer un nouveau type de militants.

Le statut d'un membre du comité de Psycho Club semble avoir acquis un certain prestige au sein de la faculté un peu après la création du club. Un membre fondateur décrit la situation de la façon suivante :

« quelqu'un qui [--] est membre de comité de Psycho Club à la faculté, c'est quelque chose de woah, ah, il est secrétaire générale de Psycho Club! Tu vois [--], même pour avoir un contact direct avec des

217 Daniel Gaxie, "Économie des partis et rétributions du militantisme." *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, 1977. pp. 123-154.

218 Claude Fossé-Poliak, "Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas." *Sociétés contemporaines* N°3, Septembre 1990. Gestions du social. pp. 117-129.

219 Pour une étude sur les espoirs de convertir un bénévolat en activité salarié, voir Ruth Prince, "Tarmacking in the Millenium City. Spatial and temporal trajectories of empowerment and development in Kisumu, Kenya.", *Africa*, Vol. 83, 04, 2013, pp 582 - 605

profs. Et ils entrent dans le club pour juste avoir un contact, parce que nous, on avait un contact direct avec les profs. Si je veux quelque chose, j'appelle le prof moi. Je lui dit, oui, bonjour monsieur, j'ai le numéro, mais tous les étudiants, les autres, ils ont pas le numéro. [--] Après les deux dernières années ça devient wauh, oui oui, je veux être membre. Parce que, tu es différent des autres étudiants. »

Ce prestige du statut du membre du comité s'articulerait donc avec l'importance attachée aux « bonnes relations » avec les professeurs. Se distinguer des autres comme l'interlocuteur privilégié des enseignants serait désirable aux yeux des étudiants. Surtout, le poste du président semble avoir fait l'objet des ambitions des membres fondateurs à partir des débuts du club. Un autre membre du comité explique que le président du comité du club devient facilement un « centre d'intérêt » pour les professeur et a droit à un « *special treatment* »²²⁰ de leur part. Cela se traduit par des plaisanteries, des échanges chaleureux et des relations étroites entre le président du club et les professeurs. Le statut du président serait donc particulièrement vulnérable aux abus. La présidente du comité 2013-2014 a été poussée à démissionner après avoir été accusée d'avoir utilisé son statut à ses propres fins : elle aurait confisqué un projet du Psycho Club afin de le préparer avec un professeur en excluant le reste du comité.

A quoi servent donc concrètement ces bonnes relations avec les professeurs, au-delà de la possibilité de mieux réussir ses études ? Selon un de mes enquêtés, il s'agit notamment de s'insérer plus facilement au monde du travail. Les membres du comité entrent en contact avec des professeurs, des praticiens, des institutions et des associations. Cela leur crée un réseau sur lequel il est possible d'essayer de s'appuyer plus tard à l'entrée sur le marché du travail, où les « pistons » sont primordiaux. Ce type de rétribution peut être compris en termes de capital social, c'est-à dire, en termes de « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisés d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance »²²¹. Ce capital que le groupe (le comité) possède collectivement serait délégué au président²²² qui, vu la nature très personnelle des relations étudiant-enseignant, serait en mesure de le détourner, ou du moins peut être l'objet de suspicions de détournement.

Le deuxième type de rétributions qui s'est développé au cours du cycle de vie du club est l'accès aux espaces internationaux. Autrement dit, la possibilité de voyager à l'étranger ou de participer aux événements qui rassemblent des acteurs internationaux. Cette voie s'est ouverte en 2012, quand, suite à la coopération avec l'association *Boats for People*, le président et la vice-présidente du club ont été invités à Berlin. En mars 2013, le Psycho Club a participé au Forum social mondial (FSM) de Tunis, qui se déroulait au campus El Manar peu de temps après la passation du pouvoir exécutif

220 Entretien, Tunis, février 2015

221 Pierre Bourdieu, "Le capital social", *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3, p. 2

222 Pierre Bourdieu, "Le capital social", op. cit., p. 3

du comité fondateur au premier comité élu du club. Par la suite, la présidente et la vice-présidente, accompagnés par un membre fondateur, ont été invités à Toulouse au *Festi-forum Europe* par « un monsieur » rencontré dans le cadre du FSM. Dernier voyage en date, Paris, à l'été 2014, pour préparer un projet avec l'association les Petits débrouillards.

Cette nouvelle orientation est fortement critiquée par le superviseur du club, qui pourtant n'est plus très impliqué dans le quotidien du club. Selon lui, le club :

« est devenu simplement un outil pour le bureau pour avoir des voyages ou des.. parce que [-] il a grandi rapidement, il a gagné en visibilité très rapidement, je pense que la révolution et ce qui s'est passé après a beaucoup aidé. Et il a participé au [-] Forum social mondial, de manière très très active, ils ont organisé un événement à la faculté, donc on a accueilli aussi une partie de [-] Forum social mondial, et ils étaient aussi très très présents au campus [el Manar]. Et donc, ils ont été contactés par des associations internationales... et tout le monde voulait connaître un peu l'expérience tunisienne et [-] comment ça a été fait. Et voilà, donc ils ont eu comme une notoriété rapidement internationale. Bon. Et grâce à ça, finalement, il est devenu très attractif, mais uniquement pour le bureau. [-] Maintenant, il y a eu deux bureaux après [le comité fondateur], et les deux bureaux, ils ont fait exactement le même schéma : donc gagner les élections, partir en voyage, et plus rien. Aucune activité, voir une ou deux activités. »

Un membre fondateur rappelle que la priorité du club est de travailler à la faculté, et non au FSM. Pourtant, l'ouverture aux espaces internationaux grâce au militantisme semble avoir un fort pouvoir séducteur pour les acteurs de ce que l'on appelle les « sociétés civiles » des pays du Sud²²³. Même ma personne semblait susciter de l'intérêt à la faculté 9 avril pendant mon terrain : le personnel de la buvette des étudiants voulait prendre un café avec moi et les étudiants m'interrogeaient à propos des masters en France. J'étais souvent entourée par des connaissances, qui m'accompagnaient dans mes activités – leur présence était parfois utile, parfois gênante. Un de mes enquêtés, en présentant son passeport, m'a fait une remarque qui aide à comprendre ce phénomène : « c'est mon passeport vert qui me permet d'accéder à aucun pays. » Le fait que les jeunes tunisiens aient le désir de voyager à l'étranger, mais aient dû mal à obtenir un visa ou un financement pour réaliser ce projet, rend sûrement les activités associatives ou « clubistes » plus intéressantes, car l'invitation de la part d'une association européenne ouvre les portes qui sinon restent fermés.

Reste à montrer comment ces rétributions offertes par le militantisme au sein du club s'articulent avec le cycle de vie du club, c'est-à-dire, la « crise » caractérisée notamment par les démissions officielles ou effectives au sein du comité et par la paralysie qui frappe ses activités. Selon Loïc Blondiaux, « dès le moment où le club ne paraît plus en mesure de monopoliser l'accès à un bien

223 Cf. par exemple l'ouvrage de Johanna Siméant sur le Mali: Johanna Siméant, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Editions Karthala, 2014.

rare, [-] l'adhésion ne va plus de soi. »²²⁴ Nous avons déjà évoqué la multiplication des clubs à la faculté 9 avril depuis la création de Psycho Club, ce qui fait que les « interlocuteurs » des professeurs sont plus nombreux qu'au moment de la création du club. De même, l'offre d'événements est de plus en plus variée et n'est plus l'affaire d'un petit nombre de clubs, ce qui disperse les publics. Cela n'est pas vrai seulement au niveau général, cela vaut aussi pour la discipline de la psychologie également. L'institut à côté de la faculté 9 avril abrite aujourd'hui un club de psychologie. Une magazine des étudiants de psychologie de la faculté, le Psymag, offre une possibilité de s'engager dans le domaine de la psychologie ; le club Campanella de la Psychologie, créé en 2013, rassemble des étudiants de la faculté même si ses activités se situent en dehors de la faculté ; et une demande pour un nouveau projet articulant la psychologie avec l'humanitaire a été déposée.

Au delà de la croissance de l'offre associative et donc de l'existence des autres clubs offrant potentiellement le même type de rétributions que le Psycho Club, on peut constater que les ambitions de certains membres des comités ont apparemment été frustrées, ce qui les a conduits à démissionner. La concentration de la capacité à mobiliser le capital social du club en la personne du président (qui reçoit les « applaudissements ») a pu frustrer ceux qui cherchaient un statut privilégié face aux professeurs ou la possibilité de voyager (vu que les invitations à l'étranger n'incluent pas tout le comité).

En conclusion, nous n'avons pas pu valider l'hypothèse que l'absence des expériences militantes soit à l'origine de la crise que traverse le club depuis deux ans, même si les pratiques parfois peu professionnelles semblent nous orienter vers cette explication. Certes, le comité fondateur du Psycho Club compte des militants expérimentés, notamment grâce à l'UGET ; cependant, les comités ultérieurs ne sont pas non plus dépourvus d'expériences militantes, même s'ils incluent également des personnages peu politisés et avec peu d'expérience. L'analyse des carrières militantes met plutôt en valeur les rétributions du militantisme, ce qui nous a menés à penser aux changements dans l'offre associative depuis la révolution. La prise en compte de l'offre associative n'est pourtant pas contradictoire avec l'hypothèse de l'effet que les expériences militantes peuvent avoir sur le fonctionnement du club. Au contraire : avec la multiplication des possibilités d'engagement, il serait naturel de croire que les militants enhardis ne soient plus concentrés dans un seul club ou association.

Le rôle de la révolution dans les dynamiques de désengagement semble marginal dans les

224 Loic Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? » Politix. Vol 1, N°2. Printemps 1988. pp. 29-42, p. 41.

carrières des membres fondateurs que j'ai interrogés. Leur engagement militant avait commencé bien avant la révolution, et tous sont restés plus ou moins engagés dans différentes associations d'une façon ou d'une autre. Leur désengagement des affaires du club – qui n'est pas complet dans le cas de certains – semble s'expliquer par le fait qu'ils ne sont plus disponibles : ils se sont physiquement éloignés de la faculté où fonctionne le club, ou ils ont d'autres engagements (travail, vie familiale, autres projets) qui limitent leur disponibilité. Par contre, les deux personnes qui avaient été membres des comités les plus récents semblent avoir commencé leurs activités associatives après la révolution. Pourtant, ils ont également commencé leurs études plus tard, ce qui veut dire qu'il est difficile de distinguer l'effet que l'entrée à la faculté comme lieu de politisation a pu avoir d'un côté, et d'un autre côté, l'effet qu'a pu avoir la révolution.

5. Conclusion

L'objectif de ce mémoire n'est pas de nier les effets que la révolution tunisienne de 2011 a pu avoir sur les mouvements sociaux. Elle représente sûrement un bouleversement majeur du contexte macro des mobilisations, et malgré le fait que ma problématique générale - *Dans quelle mesure la temporalité et la spatialité des mouvements sociaux sont-elles indépendantes de celles de la révolution ?* - oriente le regard vers les autres facteurs qui ont pu avoir un effet sur les mobilisations, la révolution remonte de temps en temps dans l'analyse comme un élément incontournable d'explication. Notamment, il semble qu'elle soit à l'origine de la demande générale de la mobilisation : suite à l'événement, les étudiants, même ceux qui restaient plutôt passifs pendant les manifestations de rue massives, désirent s'engager dans quelque chose, comme en témoignent les carrières militantes des membres des deux derniers comités. Cela se traduit par l'accès de personnes peu expérimentées au domaine associatif.

Pourtant, la question se pose, pourquoi ces personnes choisissent-elles d'investir une forme de mobilisation plutôt qu'une autre ? Cela nous amène à l'étude des autres éléments qui façonnent les mouvements sociaux. Nous avons pu montrer, dans le chapitre 2, comment les performances et les interactions violentes et transgressives des syndicats étudiants ont survécu à la transition politique, au moins à court terme. L'analyse montre que les répertoires tactiques des acteurs ne sont pas susceptibles de changer soudainement : comme le dit Charles Tilly, le changement est souvent incrémental.²²⁵ Ainsi, les formes d'action des clubs ne représentent pas non plus une nouveauté, mais renouent avec des éléments de l'héritage du mouvement étudiant, peu utilisés à la faculté 9 avril depuis la répression du mouvement étudiant dans les années 1990. Pourtant, ces performances font partie du répertoire d'action collective, même si leur intensité a momentanément baissé. Le rejet des performances de l'UGET par les étudiants de psychologie, dont l'identité était en tension avec leur radicalité, a mené aux grèves organisés en dehors du cadre de l'UGET en 2009, même si le syndicat assurait un soutien important derrière les coulisses. A la faculté 9 avril, la création d'un club de psychologie a pérennisé le mouvement en 2010.

Il est donc possible d'interpréter que le recours au format club est le résultat du rejet des performances des syndicats étudiants. Cela confirmerait ma première hypothèse. Ma deuxième hypothèse concerne la dimension spatiale : la banalisation du champ universitaire, mise en place par l'ancien président Ben Ali, n'a pas pu effacer l'expression politique au sein de l'université tunisienne, qui comprend des espaces physiques et sociaux politisés. Avouons que le syndicat islamiste UGTE a été neutralisé depuis les années 1990, et le syndicat de gauche, l'UGET, a rencontré de grandes

²²⁵ Charles Tilly, *Contentious performances*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 4-5

difficultés à recruter dans beaucoup de facultés. Pourtant, l'UGET existait, et surtout dans des facultés des lettres et des sciences humaines et sociales telles que la faculté 9 avril, elle dominait l'espace physiquement et symboliquement. Nous avons vu dans le chapitre 3 comment les mouvements sociaux s'inscrivent dans l'espace physique, et comment l'espace de la faculté constitue un cadre pour les mobilisations, et un moyen et un objet de lutte pour les mouvements. Un cadre, car les étudiants s'y politisent en contact avec des militants, et sont recrutés dans les syndicats et les clubs. Un moyen, car la faculté sert d'abri pour les militants. Un objet, parce que les mouvements étudiants sont en concurrence pour la domination physique et symbolique de cet espace. Il semble que la faculté constitue une sorte de territoire que les syndicats étudiants cherchent à contrôler et à défendre. Ce phénomène est sûrement une conséquence de la période autoritaire, où l'expression politique libre était difficile dans l'espace public ; la faculté constituait une sorte de « citadelle » où la parole était encore libre, bien que la menace de la répression était réelle et les questions politiques soulevées pouvaient manquer d'originalité²²⁶.

Nous avons vu également comment l'espace social et institutionnel peut contraindre les mobilisations. L'analyse des pratiques banales du pouvoir inspiré de la théorie de l'économie morale de la répression montre les mécanismes qui découragent et délimitent la mobilisation au sein de la faculté. Il s'agit notamment de l'intérêt pour l'étudiant d'entretenir de bonnes relations avec les professeurs et d'éviter toute action qui pourrait les détériorer. L'obtention d'un diplôme et l'accès au marché du travail – l'obtention d'un emploi digne étant déjà en soi difficile – dépendent ainsi non seulement des mérites du travail de l'étudiant, mais surtout de la bonne volonté du professeur, ce qui peut décourager les étudiants de prendre la parole pour réclamer leurs droits. De même, l'accès aux ressources théoriquement disponibles pour les initiatives étudiantes dépend de la possibilité pour les étudiants de côtoyer les personnes clés de l'administration. S'y ajoute le flou réglementaire concernant le statut des clubs, caractéristique de l'époque de Ben Ali dans tous les domaines de la société, qui rend opaque la frontière entre l'interdit et le toléré, à tel point qu'un acteur ne peut jamais être en règle. Certaines de ces pratiques semblent avoir survécu à la transition politique, notamment les abus de pouvoir de la part des professeurs. Il est donc intéressant de remarquer comment des fragments du supposé système qui se serait déployé au travers des relations de dépendance existant dans la société tunisienne, résisteraient au changement.

Bien entendu, il n'était pas impossible de se mobiliser à la faculté 9 avril pendant la dictature, et ça ne l'est pas non plus aujourd'hui. Une marge de manœuvre était disponible aux étudiants, et cette

226 Camau et Geisser parlent de l'université tunisienne du début des années 2000 comme « la citadelle assiégée » au lieu de « la citadelle libre », afin de souligner la transition d'une extra-socialité active à une extra-socialité passive, c'est-à-dire, les étudiants seraient mobilisés par les enjeux socio-politiques qui traversent la société au lieu d'en innover des nouveaux. Camau Michel, Geisser Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2003 p. 349

marge a été investie par le Psycho Club et par les clubs en général. Il s'agissait de jouer le jeu du système, en exploitant les relations privilégiées avec les professeurs et les administrations. Cependant, les clubs pouvaient également s'appuyer sur les sympathisants de l'opposition qui occupaient des postes de pouvoir au sein de la faculté (professeurs, doyen), et qui avaient envie de voir les étudiants investir l'espace de la faculté. Notamment, le rôle du superviseur semble avoir été important dans le cas du Psycho Club : au travers des thèmes traités en cours, il a pu contribuer à la réflexion qui a précédé la création du club ; plus tard, il s'est posé comme le gardien du respect et de l'apprentissage de la « bonne forme » de la critique.

Cette forme de la critique, ancrée dans les grandeurs du monde universitaire et scientifique, est renforcée par l'espace où il s'exprime, et par le profil des intervenants et le public. Elle permet aux clubs de traiter des questions sensibles, telles que la politique, la religion et la sexualité. Dans un contexte où la violence est devenue une menace bien réelle sur les campus, cette approche protège les événements et permet de construire un lieu plus ou moins sécurisé où peut s'exprimer la critique sociale. Pourtant, les événements du Psycho Club intègrent également des éléments culturels, pratiques et artistiques, qui ont pour objectif de vulgariser l'approche psychologique et rendre la critique accessible pour le public en général, et non seulement à ceux initiés à la psychologie. L'articulation de la théorie et de la pratique, et l'introduction du débat sur les thèmes traités sert également à créer le modèle du type de formation que les militants du club souhaitent promouvoir. Ces éléments permettent donc à la fois aux étudiants de combler les lacunes dans leur formation - notamment de s'approcher de la vie professionnelle - et d'interroger les professeurs et le département sur la façon d'enseigner et sur la nature de la relation étudiant-enseignant.

Ma dernière hypothèse sur l'importance du savoir-faire pour le bon fonctionnement d'un club n'a pas pu être validée. Le Psycho Club a été fondé par un groupe motivé qui comptait des membres qui militaient en parallèle au sein de l'UGET ou dans le cadre associatif. Pourtant, les réponses au questionnaire que j'avais diffusé à tous ceux qui ont milité au sein du comité du Psycho Club entre 2010 et 2015, les comités les plus récents, dont les mandats sont caractérisés par des pratiques peu professionnelles, par des démissions, et même par une paralysie des activités, comptent des personnes qui avaient déjà adhéré au syndicat ou à des associations. Cela nous amène à penser à l'influence que le changement du contexte politique a pu avoir sur les choix individuels d'engagement, notamment car l'adhésion formelle est devenu moins risquée qu'auparavant. Les syndicalistes du comité fondateur, par exemple, ne détenaient pas de carte de membre de l'UGET, malgré le fait qu'ils étaient clairement impliqués dans les activités et dans le réseau syndical. Il serait intéressant de mener une étude plus spécifique sur le changement éventuel des modes et des degrés d'engagement individuel (avec/sans adhésion formelle, « traîner » avec les militants/militaire,

sympathiser/adhérer/militer) depuis la transition politique en Tunisie.

Les entretiens menés relèvent cependant d'autres éléments qui pourraient aider à comprendre la crise du club ces dernières années. Le dynamisme de la scène clubiste dans la faculté, créé par le Psycho Club, pourrait y contribuer, car d'un côté, il y a plus de concurrence pour les bien rares auxquels les militants peuvent s'attendre à avoir accès grâce à leur engagement, et, d'un autre côté, plus de cadres alternatifs qui permettent de poursuivre ses rétributions. Le fonctionnement des relations de pouvoir au sein de la faculté, et la valorisation des relations privilégiés avec les professeurs résultent de la glorification du poste du président, et les questions des abus associés à ce poste se posent. La notion des rétributions du militantisme permet d'articuler les motivations individuelles d'engagement avec le développement d'un club et avec le changement de son fonctionnement, ainsi qu'avec l'évolution de l'offre de l'engagement, c'est-à-dire, le développement de la scène associative.

J'espère que ce mémoire a réussi à éclairer la façon dont les mouvements sociaux s'articulent avec le temps et l'espace. Surtout, l'intérêt a été de montrer que, bien que la révolution tunisienne constitue un bouleversement majeur, elle n'est pas le seul élément qui détermine les évolutions des mouvements sociaux dans la période en question. Les mouvements sociaux ont également leur temporalité propre, et ils sont façonnés par l'espace physique et social. Pourtant, il est important de noter que cette petite recherche a ses limites. La faculté analysée constitue un cas particulier, et il n'est pas possible de généraliser ce qui a été dit à propos des clubs aux clubs des autres facultés tunisiennes, notamment à ceux qui se trouvent dans des établissements des filières scientifiques ou techniques, où l'environnement institutionnel, les caractéristiques sociales des étudiants, et la présence des syndicats, entre autres, ne sont pas forcément comparables aux facultés des sciences humaines et sociales. L'expression politique au sein de ceux-là constitue tout un autre chantier, car il semble qu'il soit peu connu. Pourtant, sans une étude sur ce champ on ne peut pas établir qu'elle n'y existe pas.

Bibliographie

Sources académiques

Agulhon Maurice, *Le cercle dans la France bourgeoise 1810-1848. Etude d'une mutation de sociabilité*. Paris, Librairie Armand Colin, 1977

Allal Amin, "Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus des radicalisations politiques 2007-2011", *Revue française de science politique*, vol. 62, 5/2012, p. 821-841

Barthel Pierre-Arnaud, « Urbanités complexes : la fabrique des lieux « publics » aux Berges du Lac de Tunis », *Espaces et sociétés* 2006/4 (no 127), p. 129-144.

Bayart Jean François, "Les jalons d'une méthode", Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Toulabor, *Le politique par le bans en Afrique noire*, Paris, Editions Karthala, 19-93

Beaud Stéphane. "L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique»". *Politix*. Vol. 9, N°35. Troisième trimestre 1996. pp. 226-257.

Bécher Ayari Michael, « Tolérance et transgressivité : le jeu à somme nulle des gauchistes et des islamistes tunisiens », *L'Année du Maghreb*, V. 2009, 183-203.

Becker Howard S., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Editions A.-M. Métailié, 1985

Bendana Kmar, "Aux origines de l'enseignement supérieur tunisien." *Hypothèses*, le 10 avril 2012. Disponible: <http://hypotheses.org/21729>, consulté le 15 juillet 2015

Bendana Kmar, « Le parti *Ennahdha* à l'épreuve du pouvoir en Tunisie », *Confluences Méditerranée* 2012/3 (N°82), p. 189-204

Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires » Retour sur les révoltes arabes, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 767-796.

Ben Rajeb Riadh, "La psychanalyse en Tunisie. L'approche historique et état des lieux." *Topique*, 2010/1, n. 110, p. 41-81

Benslema Fethi, *Soudain la révolution. Géopsychanalyse d'un soulèvement*, Tunis, Cérès Editions, 2011.

Ben Smail Nedre, « Mon corps m'appartient, il n'est l'honneur de personne. », *Figures de la psychanalyse*, 2/2014 (n° 28) , p. 157-165.

Berry-Chikhaoui Isabelle, « Les comités de quartier en Tunisie : une illusion démocratique », *Mouvements* 2011/2 (n° 66), p. 30-39

Blau Peter, *Exchange and Power in Social Life*, New York, Wiley, 1964

Blondiaux Loic, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? » *Politix*. Vol 1, N°2. Printemps 1988. pp. 29-42.

- Boltanski Luc, *De la critique: précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Editions Gallimard, 2009
- Boltanski Luc, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Editions Métailié, 1990
- Bourdieu Pierre, "Le capital social", p. 3, *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3.
- Bourdieu Pierre, "Les trois états du capital culturel." *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 30, novembre 1979. L'institution scolaire. pp. 3-6
- Bourdieu Pierre, *Homo academicus*, Paris, Les éditions de minuit, 1984
- Britton Celia, "Edouard Glissant", *The Guardian*, le 13 février 2011, disponible :<http://www.theguardian.com/books/2011/feb/13/edouard-glissant-obituary>, consulté le 31 août 2015
- Brisset-Foucault Florence, « « Polis Academy ». Talk-shows radiophoniques, pluralisme et citoyenneté en Ouganda », *Politique africaine* 2009/1 (N° 113), p. 167-186, p. 180
- Camau Michel, Geisser Vincent, *Le syndrome autoritaire*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), «Académique », 2003
- Céfal Daniel et Amieaux Valérie, "Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales, partie 1." *Cultures et conflits*, n. 47, 3/2002, automne 2002
- Dhaher Najem, « Les implantations universitaires en Tunisie : de la marginalisation à l'intégration dans l'aménagement urbain », *L'Espace géographique* 2010/1 (Vol. 39)
- Tahar Cheriaa, "Des ciné-clubs aux Journées cinématographiques de Carthage. Entretien avec Morgane Corriou", *Maghreb et Sciences sociales* 2009-2010, p. 163-174
- Ferjani Riadh, « Antenne 2/France 2 comme enjeu social et politique en Tunisie. », *Les Enjeux de l'information et de la communication* 1/2001, p. 34-48
- Fillieule Olivier, « Carrière militante », in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009 (), p. 85-94
- Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » Post scriptum, *Revue française de science politique*, 2001/1 Vol. 51, p. 199-215.
- Fillieule Olivier « Tombeau pour Charles Tilly », dans Eric Agrikoliansky, Olivier Filleule, Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010
- Fillieule Olivier et Bennani-Chraïbi Mounia, « Chapitre 1. Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », Mounia Bennani-Chraïbi et al., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2003, p. 43-126.
- Fossé-Poliak Claude, "Ascension sociale, promotion culturelle et militantisme. Une étude de cas." *Sociétés contemporaines* N°3, Septembre 1990. Gestions du social. pp. 117-129.

Gaxie Daniel, "Économie des partis et rétributions du militantisme." *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, 1977. pp. 123-154.

Geisser Vincent et al., "Espaces du politique. Mobilisations et protestations", Elizabeth Picard, *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, p. 193-213 2006

Gobe Eric « Les syndicalismes arabes au prisme de l'autoritarisme et du corporatisme », Olivier Dabène et al., *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, La Découverte « Recherches », 2008 (), p. 267-284.

Hannoyer Jean, « Avoir 20 ans en Tunisie », Anna Bozzo et al., *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, La Découverte « TAP / Islam et Société », 2011, p. 31-47.

Hellal Mohamed, « Les réactions des acteurs locaux à Monastir dans le contexte de l'après révolution tunisienne », *Confluences Méditerranée* 2013/2 (N° 85), p. 61-73

Hibou Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011

Hibou Béatrice, *La Force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*. Paris : La Découverte, 2006

Hmed Choukri, 2009, "Espace géographique et mouvements sociaux", dans Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2009, p. 220-227.

Hmed Choukri, « Réseaux dormants, contingence et structures » Genèses de la révolution tunisienne, *Revue française de science politique*, 2012/5 Vol. 62, p. 797-820.

Hmed Choukri, 2011, "Si le peuple un jour aspire à vivre, le destin se doit de répondre. Apprendre à devenir révolutionnaire en Tunisie." *Les temps modernes* 2011/3, n. 664, p.

Kréfa Abir, « La quête de l'autonomie littéraire en contexte autoritaire : le cas des écrivains tunisiens », *Sociologie* 2013/4 (Vol. 4), p. 395-411.

Le Pape Loïc, « Peut-on convertir un espace ? Le cas des mobilisations « salafistes » à l'université de La Manouba (Tunis) », *Cahiers d'études du religieux. Recherches interdisciplinaires*, Numéro spécial, 2014

Maaouia Abdallah, "Problèmes de l'enseignement et de la pratique de la psychologie en Tunisie." *La Presse de Tunisie*, Tunis, le 19 janvier 1978, p. 2, cité dans Riahdh Ben Rajeb, "La psychanalyse en Tunisie. L'approche historique et état des lieux." *Topique*, 2010/1, n. 110, p. 41-81, p.48

Mathieu Lilian, « L'espace des mouvements sociaux. », *Politix* 1/2007 (n° 77), p. 131-151

Matonti Frédérique et Sapiro Gisèle, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1/2009 (n° 176-177), p. 4-7

Mauger Gérard, "Entre engagement politique et un engagement sociologique," dans Sylvie Tissot, *Reconversions militantes*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2005, p.177-192

Mazzella Sylvie, « Une "libéralisation d'Etat" de l'enseignement supérieur? » Maisonneuve et Larose. *L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale*, Karthala, 2008, IRMC

Meddeb Hamza, « L'ambivalence de la « course à "el khobza" » » Obéir et se révolter en Tunisie, *Politique africaine*, 2011/1 N° 121, p. 35-51.

Majeri, Hmed, Ben Abderazzak, Djelidi & Yousfi, le 21 novembre 2014: "En Tunisie, le retour de l'ancien régime n'est pas une rumeur". *La Libération*. Disponible: http://www.liberation.fr/debats/2014/11/21/en-tunisie-le-retour-de-l-ancien-regime-n-est-pas-une-rumeur_1147107, consulté 1.1.2015.

Noiriel Gérard, « Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse. Entretien avec Florence Weber. » *Genèses*, 2, 1990. A la découverte du fait social. pp. 138-147.

Olivier de Sardan Jean-Pierre, « La violence faite aux données », *Enquête*, 3 , 1996, p. 31-59

Peteet Julie, "Writing on the walls: The graffiti of the intifada," *Cultural Anthropology*, vol. 11, n. 2, 1996, p. 139-159

Pommerolle Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes » Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun, *Politique africaine*, 2007/4 N° 108, p. 155-172.

Prince Ruth, "Tarmacking in the Millenium City. Spatial and temporal trajectories of empowerment and developement in Kisumu, Kenya.", *Africa*, Vol. 83, 04, 2013, pp 582 - 605

Rambaud Elsa, « L'organisation sociale de la critique à Médecins sans frontières », *Revue française de science politique* 2009/4 (Vol. 59), p. 723-756

Romani Vincent, « Internationalisation des politiques universitaires et contournement de leurs publics ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* , 131, 2012, p. 13-21

Sawicki Frédéric, Siméant Johanna, "Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français." *Sociologie du travail*, Paris, 2009, 51, 1, p. 97-125

Sewell William H., « Space in contentious politics », Ronald Aminzade, Jack Goldstone, Doug McAdam, Elizabeth J. Perry, William H. Sewell, Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Silence and voice in the study of contentious politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 51-88,

Siino François, « L'Université tunisienne banalisée. Mise à niveau libérale et dépolitisation. » *Annuaire de l'Afrique du Nord*, CNRS Editions, 2004, 2002 (XL), p.187-200.

Siino François, *Sciences et pouvoir dans la Tunisie contemporaine*. Aix-en-Provence : Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, 2004. Disponible : <http://books.openedition.org/iremam/523>, consulté le 15 juillet 2015.

Siméant Johanna, *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Editions Karthala, 2014.

Siméant Johanna, "Grève de la faim", *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 263 - 271

Siméant, Johanna, "Mobiliser/ protester/ ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain", *Revue internationale de politique comparée* 2013/2, vol. 20, p.125-143.

Strauss Anselm, *Miroirs et masques. Une interaction à l'interactionnisme*, Paris, Editions Métailié, 1992

Tilly Charles, *Contentious performances*, New York, Cambridge University Press, 2008

Tilly Charles, *From Mobilization to Revolution*, University of Michigan, 1977

Tilly Charles et Sydney Tarrow, *Contentious politics*, London, Paradigm Publishers, 2007

Vairel Frédéric, « 8 : L'opposition en situation autoritaire : statut et modes d'action », Olivier Dabène *et al.*, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, La Découverte « Recherches », 2008, p. 213-232

Walzer Michael : *La critique social au XX^e siècle. Solitude et solidarité*. Paris, Editions Métailié, 1996

Autres sources

De Féo Agnès, “La Tunisie et ses femmes salafistes”, 2015, disponible: <https://www.youtube.com/watch?v=uXisMbOr44c>, consulté le 3 septembre 2015.

Al Huffington Post, le 10 juin 2015, “Tunisie: le psychanalyse urbaine à Tunis jusqu'au 19 juin”, disponible: http://www.huffpostmaghreb.com/2015/06/10/psychanalyse-urbaine-tunisie_n_7550678.html, consulté le 3 septembre 2015.

Ben Slama Raja, Site Facebook, disponible: <https://www.facebook.com/Dr.Raja.Ben.Slama>, consulté le 3 septembre 2015.

Britton Celia, “Edouard Glissant”, *The Guardian*, le 13 février 2011

Business News, “Biographie de Mme Lilia Labdia, ministre des Affaires de la femme,” le 8 mars 2011. http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?t=525&a=23091&temp=1&lang=, consulté le 5 septembre 2015

Centre d'information, de formation, d'études et de documentation sur les associations (Ifeda), 2015 : Statistiques. <http://www.ifeda.org.tn/fr/presentation/ifeda/statistiques>, consulté le 19 juin 2015.

Décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant sur organisation des associations.

Décret n° 2008-2716 du 4 août 2008, portant organisation des universités et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et les règles de leur fonctionnement

Département de Psychologie de FSHST, *Présentation du département*. Disponible: http://www.fshst.rnu.tn/Fr/presentation-du-departement_11_106, consulté le 15 juillet 2015.

La Presse, le 9 avril 2015, “Le 9 avril 1938, 22 morts et 150 blessés pour la Tunisie,” disponible: <http://www.lapressenews.tn/article/le-9-avril-1938-22-morts-et-150-blesses-pour-la-tunisie/94/749>, consulté le 9 septembre 2015.

La Tunisie Numérique: “La reprise des cours dans les facultés prévue pour le 28 janvier 2011.” Le 23 janvier 2011. Disponible: <http://www.tunisienumerique.com/tunisie-la-reprise-des-cours-dans-les-facultes-prevue-pour-le-28-janvier-2011/5026>, consulté le 20 juillet 2015.

L'Economiste Maghrebin, le 27 février 2013, "Meeting de solidarité avec Raja Ben Slama", disponible: <http://www.leconomistemaghrebin.com/2013/02/27/meeting-de-solidarite-avec-luniversitaire-raja-ben-slama/>, consulté le 3 septembre 2015.

Libération: "Tunisie: le gouvernement ferme écoles et universités "jusqu'au nouvel ordre"", le 10 janvier 2011, disponible: http://www.liberation.fr/monde/2011/01/10/tunisie-le-gouvernement-ferme-ecoles-et-universites-jusqu-a-nouvel-ordre_706219, consulté le 20 juillet 2015.

Ministère de l'éducation supérieur et de la recherche scientifique, *L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en chiffres. Année universitaire 2012-2013*. Disponible: http://www.mesrst.tn/francais/donnees_de_base/2014/brochure_fr_2012_2013.pdf, consulté le 22 juillet 2015

Nawaat, "Tunisie : Quatre militants et responsables syndicaux de l'UGET en grève de la faim," le 22 février 2009, disponible <http://nawaat.org/portail/2009/02/22/tunisie-quatre-militants-et-responsables-syndicaux-de-luget-en-greve-de-la-faim/>, consulté le 27 juillet 2015

PNUD 2014, *La société civile dans une Tunisie en transition*, disponible : <http://touensa.org/wp-content/uploads/2014/07/La-soci%C3%A9t%C3%A9-civile-dans-une-Tunisie-en-mutation.pdf>, consulté le 19 juin 2015.

Psychologues solidaires, le 30 juin 2015, disponible, <https://www.facebook.com/pages/%D9%86%D9%81%D8%B3%D8%A7%D9%86%D9%8A%D9%88%D9%86-%D9%85%D8%AA%D8%B6%D8%A7%D9%85%D9%86%D9%88%D9%86-Psychologues-Solidaires/979322372098185?fref=ts>, consulté le 3 août 2015

Table des matières

Remerciements.....	i
Sommaire.....	ii
Acronymes.....	iii
1. Introduction	1
Présentation du cas.....	2
Terrain et méthodologie.....	5
Présentation du plan.....	10
2. La violence du mouvement étudiant tunisien et la recherche des alternatives.....	11
2.1. Le répertoire tactique du mouvement étudiant tunisien et la continuité de la violence aux établissements universitaires.....	14
Avant la révolution.....	15
Après la révolution.....	18
2.2. La contribution des critiques de l'UGET au « boom des clubs » à la faculté 9 avril : des performances alternatives.....	21
Le rejet de l'UGET par les étudiants de psychologie.....	21
Militer au sein d'un club – la redécouverte d'un héritage d'action collective.....	24
3. L'université : un espace physique et social de la contestation et de la répression.....	29
3.1. La faculté du 9 avril de Tunis, un espace en révolte permanente	32
L'héritage symbolique s'inscrit dans l'espace physique	32
L'espace physique et la micro-géographie de la lutte pendant la révolution.....	33
3.2. L'économie politique de la répression dans une faculté tunisienne.....	39
La situation précaire des étudiants.....	40
Assurer les bonnes notes : la relation étudiant-enseignant.....	41
Les « bonnes relations » et accès aux ressources au sein de la faculté.....	44
Créer un club à la faculté : le flou réglementaire.....	45
3.3. Le Psycho Club : la critique sociale à l'intérieur de la marge de l'autorisé.....	50
Le Psycho Club et la critique	51
4. Le rôle des carrières militantes et des rétributions du militantisme dans le cycle de vie d'un club	61
4.1. Les fondateurs du Psycho Club : une étude des carrières militantes	63
Les syndicalistes du Sahel.....	63
Les filles de la Marsa.....	70
4.2. Le rôle des expériences militantes et des rétributions du militantisme dans la crise du club.....	76
L'étudiante issue des classes moyennes.....	76
L'homme sans passé.....	78
Les rétributions du militantisme et le cycle du vie d'un club.....	81

5. Conclusion.....87
Bibliographie.....91
Annexes.....99

Annexes

Annexe 1 : le logo de Psycho Club





Source : Site web de la FSHST, disponible: <http://www.fshst.rnu.tn/fr/plan-de-la-facult%C3%A9>, consulté le 15 août 2015

Questionnaire aux membres du comité du Psycho Club

Bonjour,

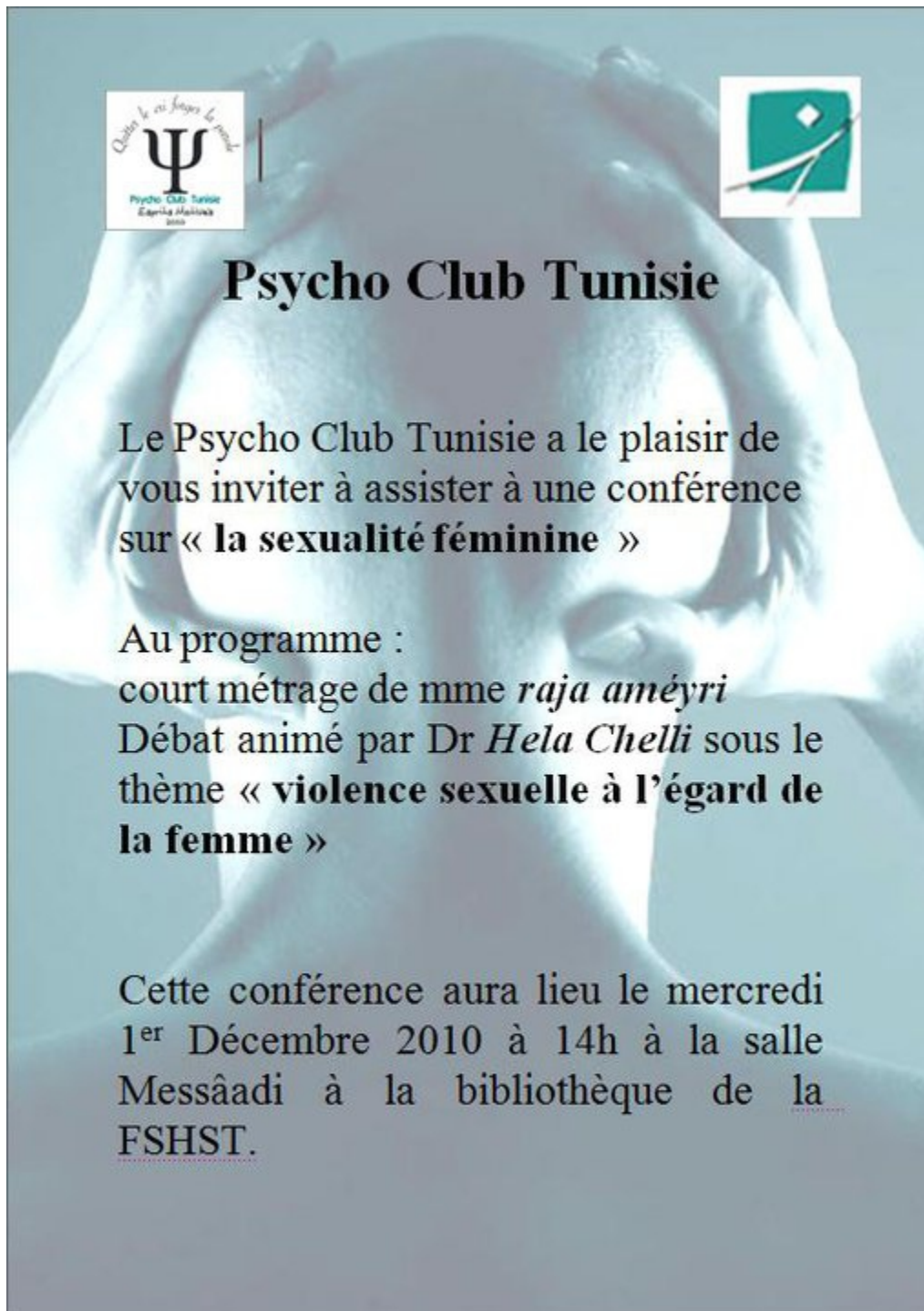
Je m'appelle Salla-Riina Hokkanen et je fais mon master 2 recherche à l'université Paris 1. Certains d'entre vous m'ont probablement croisé, car j'ai mené des interviews à la faculté 9 avril en février 2015.

Je m'intéresse au milieu associatif au sein de la faculté, et particulièrement à votre engagement en tant que membres du comité du Psycho Club, et c'est pour cela que je m'adresse à vous avec ce petit questionnaire.

Les questions posées sont très simples, donc cela ne prendra pas longtemps de répondre. Ce serait important que la grande majorité parmi vous répondent. Je ne diffuserai pas vos réponses aux parties tiers et je ne vous citerai pas par nom dans ma recherche. Vous pouvez remplir le questionnaire sur votre ordinateur, l'enregistrer et m'envoyer à mon adresse e-mail salla-riina.hokkanen@malix.univ-paris1.fr

Je vous remercie d'avance !

1. Votre âge ?
2. Votre sexe ?
3. Votre ville d'origine ?
4. Niveau d'études et métier de votre mère ?
5. Niveau d'études et métier de votre père ?
6. Quand vous étiez enfant et adolescent, votre famille discutait de la politique : souvent / parfois / jamais ?
7. L'année où vous avez commencé vos études ?
8. Votre niveau d'études actuel ?
9. La période où vous étiez / vous êtes membre de comité du Psycho Club ?
10. Avez-vous milité dans une association avant le Psycho Club ? Si oui, quand, au sein de quelles associations et quel était votre rôle (membre de comité / adhérent / participation sans adhésion officiel) ?
11. Adhérez-vous à un parti politique ?
12. Adhérez-vous à un syndicat étudiant ?
13. Avez-vous déjà voté dans les élections nationales ?
14. Avez-vous déjà voté dans les élections du conseil scientifique ?
15. Avant la révolution, aviez-vous participé à une manifestation/ sit-in / grève ?
16. Pendant la révolution, avez-vous participé à une manifestation/ sit-in / grève ?
17. Après la révolution, avez-vous participé à une manifestation/ sit-in / grève ?



L'affiche présente un fond bleu clair avec une image en blanc et gris d'une personne tenant ses mains sur sa tête. En haut à gauche, il y a un logo avec le texte 'Qu'on le vi foyes le monde' et le symbole Psi, avec 'Psycho Club Tunisie' et 'Espace Maitresse 2010' en dessous. En haut à droite, il y a un logo vert et blanc avec une forme abstraite.

Psycho Club Tunisie

Le Psycho Club Tunisie a le plaisir de vous inviter à assister à une conférence sur « **la sexualité féminine** »

Au programme :

court métrage de mme *raja améryri*
Débat animé par Dr *Hela Chelli* sous le thème « **violence sexuelle à l'égard de la femme** »

Cette conférence aura lieu le mercredi 1^{er} Décembre 2010 à 14h à la salle Messâadi à la bibliothèque de la FSHST.